

## La Révolution russe et l'effondrement du stalinisme

# La faillite des théories sur une « nouvelle classe »

**Tony Cliff et Max Shachtman :  
complices pro-impérialistes de la contre-révolution**

PAGE 6

**Le Thermidor stalinien, l'Opposition de gauche  
et l'Armée rouge ..... 2**

**La conception chez Trotsky d'une « fraction Reiss »  
dans la bureaucratie soviétique ..... 28**

**A bas l'occupation impérialiste du Kosovo !  
Toutes les forces US/ONU/OTAN  
hors des Balkans, immédiatement ! ..... 46**

**Déclaration de la Ligue communiste internationale (avril 1999)  
Défaite de l'impérialisme par la révolution ouvrière !  
Défense de la Serbie ! ..... 49**

***Women and Revolution* et les perspectives de la LCI  
Libération des femmes par la révolution socialiste ! ... 64**

**Il faut forger un parti trotskyste ! Pour la révolution ouvrière !**

# Leçons d'Indonésie – 1965

PAGE 31

## Correction d'un article précédent

# Le Thermidor stalinien, l'Opposition de gauche et l'Armée rouge

TRADUIT DE SPARTACIST (ÉDITION ANGLAISE)  
n° 55, AUTOMNE 1999

Récemment en Italie, un camarade a soulevé la question de savoir si Léon Trotsky, dans son combat contre la dégénérescence bureaucratique stalinienne de l'Union soviétique, n'aurait pas dû utiliser son influence, en tant que fondateur et dirigeant de l'Armée rouge, pour chasser militairement Staline et sa bande avant qu'ils n'aient consolidé leur emprise sur le Parti communiste (PCUS) et l'appareil d'Etat. Nous reproduisons ci-dessous, revue pour publication, la réponse à cette question du camarade Marlow de la SL/US ; il explique pourquoi la LCI approuve que Trotsky ait rejeté une telle ligne de conduite.

Cet échange de points de vue nous a incités à reconsidérer quelque chose que nous avons affirmé dans un précédent numéro de *Spartacist*. Dans la critique par Daniel Dauget de la biographie de Trotsky en langue française écrite par Pierre Broué, il y a le paragraphe suivant :

« Mais quand finalement en 1923 Lénine décida que Trotsky valait mieux que Staline et qu'il fit un bloc avec lui, Trotsky flancha et conclut avec Kamenev un compromis aux termes duquel il ne mènerait pas la bataille contre Staline. Nous pourrions argumenter que [Mouralov] le commandant de la garnison militaire de Moscou, qui était un ami de Trotsky, aurait dû venir avec ses soldats et aider les délégués au congrès à prendre la décision correcte préconisée par Lénine – par exemple envoyer Staline en Mongolie extérieure, à un poste subalterne. Trotsky lui-même eut l'occasion de signaler les dangers réels inhérents à une telle situation. Mais quand il aborde son refus de faire jouer dans la bataille interne au parti le soutien considérable dont il disposait dans l'Armée rouge

(« Pourquoi Staline a vaincu l'opposition », *Œuvres*, Tome 7, novembre 1935), Trotsky, tout en insistant que la chose aurait pu être réalisée sans verser une seule goutte de sang, ne s'adresse pas à l'argument principal en faveur d'une telle mesure : elle aurait permis de gagner du temps. En Union soviétique, gagner du temps aurait permis la mise en application d'une politique pour reconstituer la confiance et la force du prolétariat ; l'Allemagne de 1923 était en pleine crise révolutionnaire, et la Révolution chinoise devait arriver à son point décisif à peine deux ans après. Cinq ans auraient peut-être pu amener une révolution dans plusieurs grands centres impérialistes. Le prolétariat révolutionnaire ne remportera jamais de victoire définitive avant qu'il domine un marché mondial rationnellement planifié, et cela signifie la révolution mondiale. »

– Daniel Dauget, « Le "Trotsky" de Pierre Broué : taillé sur mesure pour la perestroïka », *Spartacist* édition française n° 26, printemps 1991

Habilement rédigé au conditionnel, le paragraphe ne préconise pas dans les faits un coup d'Etat militaire contre Staline au moment du 12<sup>e</sup> Congrès, mais le fait de déclarer que la présence de l'Armée rouge aurait pu « aider les délégués [...] à prendre la décision correcte » et de faire allusion à Trotsky « insistant que la chose aurait pu être réalisée sans verser une seule goutte de sang », en pose clairement la possibilité. Bien que cette proposition apparaisse dans un article signé qui ne reflète pas forcément le point de vue du comité de rédaction de *Spartacist*, les implications théoriques et programmatiques sont suffisamment éloignées des positions de la Ligue communiste internationale pour que nous nous sentions obligés de publier une correction. Comme le disait un camarade au cours de notre récente discussion interne, le paragraphe « est *au mieux* inepte, et au pire ça sent le genre de recherche de raccourcis qui mène au révisionnisme ».

En fait, le paragraphe défectueux contredit nettement le reste de l'article : car tout en expliquant les conditions objectives qui favorisèrent Staline en tant que porte-parole de la caste bureaucratique qui prenait de plus en plus conscience d'elle-même à l'intérieur du parti et de l'Etat soviétique, l'article *condamne explicitement le fait que Trotsky n'ait pas engagé la bataille pour chasser Staline au Douzième Congrès du parti en avril 1923. Une telle bataille politique au sein du parti était la seule chose qui aurait pu faire gagner du temps pour la révolution mondiale.* La question cruciale c'était la direction du parti. Et Trotsky n'a pas eu à ce moment-là la détermination et la compréhension politique nécessaires pour se lancer dans une bataille claire pour la direction du parti.

Même dans la situation où l'Etat ouvrier est en cours de dégénérescence, c'est la *conscience de classe de l'avant-garde du prolétariat* qui est primordiale. Comme nous l'avons remarqué dans un article différent du même numéro de *Spartacist* :

« [Trotsky] écrit, "la marche vers le socialisme est inséparable du pouvoir d'Etat, qui veut le socialisme ou qui est contraint de le vouloir". Ainsi, conclut-il, sans l'intervention d'une avant-garde prolétarienne consciente, l'effondrement du régime

édition française

# SPARTACIST



Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITE DE REDACTION : Elizabeth Gordon et Xavier Brunoy (responsables), Blandine Hauser (coordination), Susan Adrian, Alexandre Duannec, Amy Rath, Herminio Sanchez, Kathie Silver, Alison Spencer

REALISATION : Susan Fuller

DIFFUSION : Mara Cadiz (New York), Marc Guétier (Paris)

SPARTACIST PUBLISHING COMPANY  
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA  
Téléphone : 1 (212) 732-7862

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

numéro 33



printemps 2000



L. J. Leonidow

**Lénine et Trotsky (debout, au centre) avec les délégués du X<sup>e</sup> Congrès du PC (mars 1921) qui se sont mobilisés pour réprimer la mutinerie anticommuniste de Cronstadt.**

politique stalinien mènerait infailliblement à la liquidation de l'économie planifiée et au rétablissement de la propriété privée. »

– Albert St. John, « Pour la clarté marxiste et pour aller de l'avant », *Spartacist* édition française n° 26, printemps 1991

St. John citait l'article de Trotsky, « L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme » (*Œuvres*, Tome 5, 1<sup>er</sup> février 1935). En 1935, lorsque Trotsky écrivit cet article, le PCUS n'était déjà plus un parti ouvrier marxiste mais l'organisation politique de la caste bureaucratique qui arracha le pouvoir politique à la classe ouvrière en 1924. Ce qu'il fallait, c'était forger un nouveau parti ouvrier révolutionnaire en Union soviétique et faire une révolution politique prolétarienne pour retourner sur la voie de l'internationalisme léniniste.

Au printemps 1923, ce qui était nécessaire, c'était une *bataille fractionnelle internationale* pour influencer la conscience de la couche dirigeante dans le PCUS et dans *l'Internationale communiste*, aussi bien que la conscience de militants d'autres couches du parti soviétique dans le prolétariat et dans l'armée. C'était cette conscience qui était intimement liée à la perspective de révolution internationalement, surtout en Allemagne qui était en 1923 en pleine ébullition révolutionnaire. Présenter cette tâche uniquement en termes militaires n'est pas seulement erroné étant donné la base encore très majoritairement paysanne de l'Armée rouge, mais surtout cela implique fortement qu'on nie l'importance primordiale du parti d'avant-garde lui-même.

La première phrase du paragraphe défectueux dans notre critique du livre de Broué présente à tort le bloc de Lénine avec Trotsky en 1923 comme un choix personnel et subjectif : « Mais quand finalement en 1923 Lénine décida que Trotsky *valait mieux que Staline* et qu'il fit un bloc avec lui [...] » (souligné par nous). Dans son « Testament », écrit

en décembre 1922 et janvier 1923, Lénine avait critiqué Trotsky pour son « engouement exagéré pour le côté purement administratif des choses », mais ses critiques de plus en plus fortes de Staline étaient d'un caractère entièrement différent. C'est souligné par le fait que le Testament appelait à destituer Staline de sa puissante fonction de secrétaire général. Lénine tenta de faire un bloc avec Trotsky sur la base de questions programmatiques décisives : défendre le monopole d'Etat du commerce extérieur contre les tentatives de Staline de le démanteler ; défendre les nationalités non-russes, en particulier les communistes géorgiens, contre le centralisme administratif abusif de Staline et Cie qui puait le chauvinisme grand-russe ; créer un Rabkhrin (Inspection ouvrière et paysanne) qui ait suffisamment d'autorité et dont Staline n'ait pas le contrôle, afin de mettre un terme au bureaucratisme qui se développait dans l'appareil du parti et à en renverser le cours. Lénine en était venu à la conclusion que le sort de la révolution dépendait d'une bataille et d'une victoire décisive contre Staline – c'est pourquoi il avait prévu de « lâcher une bombe » sur Staline au 12<sup>e</sup> Congrès. Cependant, Lénine fut à nouveau terrassé par sa maladie peu avant l'ouverture du congrès.

Lénine avait une bien meilleure compréhension que Trotsky du danger que représentait Staline : Trotsky fit l'erreur fatale de temporiser pendant toute la première période de la dégénérescence de la révolution. La bureaucratiation du parti russe était déjà bien engagée au printemps 1923 ; en fait, les délégués au 12<sup>e</sup> Congrès furent pour la plupart *nommés* par les secrétaires de région plutôt qu'élus par les membres du parti. La plupart des secrétaires avaient, quant à eux, été nommés par le secrétariat du parti, à la tête duquel se tenait Staline, qui avait été nommé secrétaire général l'année précédente (voir « Le combat de Trotsky contre la

trahison stalinienne de la Révolution bolchévique », *Spartacist* édition française n° 31, automne 1997). Néanmoins, Staline avait suffisamment peur que l'attaque cinglante de Lénine à son encontre soit révélée au grand jour pour chercher activement un accord avec Trotsky. Lénine avait mis Trotsky en garde de n'accepter aucun compromis. Mais Trotsky, qui n'avait ni l'autorité de Lénine ni son expérience de la lutte fractionnelle, et qui avait peur qu'une bataille soit perçue comme une lutte personnelle pour le pouvoir, accepta l'arrangement tacite offert par Kaménev, avec qui Staline était alors allié dans une « troïka » comprenant aussi Zinoviev. Staline garda son poste de secrétaire général tout en acceptant les résolutions de Trotsky sur la question nationale et l'économie soviétique.

Les Bolchéviks, ainsi que la classe ouvrière russe, attendaient avec la plus grande impatience la révolution socialiste à l'Ouest pour remédier aux problèmes économiques qui favorisaient le bureaucratisme dans l'Etat et le parti soviétiques. Tous les regards étaient tournés vers l'Allemagne. Mais les perspectives d'insurrection prolétarienne en Allemagne en 1923 tournèrent court à cause des vacillations de la direction du parti allemand, pour lesquelles la direction du Comintern sous Zinoviev porte une lourde responsabilité. Zinoviev avait accepté la pratique opportuniste du KPD qui donnait un soutien parlementaire aux gouvernements provinciaux dirigés par des sociaux-démocrates en Allemagne. Il chercha même, avec les thèses sur le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » au Quatrième Congrès du Comintern, à codifier les conditions dans lesquelles le KPD pouvait y compris participer à un tel gouvernement *bourgeois*. Ceci aida à raffermir la direction droitière de Brandler dans sa voie suicidaire de conciliation avec le SPD contre-révolutionnaire. La débâcle allemande réduisit à néant l'espoir de rompre à court terme l'isolement de la Russie soviétique.

Au même moment, une vague de grèves contre la détérioration des conditions économiques s'abattit dans les principales villes de Russie. Alors, dans une série de lettres au comité central russe, Trotsky lança enfin un appel à la lutte antibureaucratique au sein du parti : « Nous devons mettre fin au bureaucratisme du secrétaire. Il faut rendre à la démocratie dans le Parti la place qui lui est due, au moins suffisamment pour protéger le Parti de l'ossification et de la dégénérescence » (Lettre au comité central, 8 octobre 1923). La troïka fit en sorte que Trotsky soit calomnié et isolé au plénum du comité central qui suivit, et une campagne contre lui s'ouvrit dans les cellules du parti. Mais, en même temps, la *Pravda* fut ouverte au débat interne du parti, révélant à quel point l'opposition au régime du parti était profonde, ce qui choqua la troïka. Trotsky saisit l'occasion pour soulever publiquement la nécessité d'une campagne antibureaucratique au sein du parti dans une série de lettres à la *Pravda*

sur le « Cours nouveau ». Par la suite, cependant, Trotsky n'opposa pas de résistance lorsque le bureau politique accepta – ce qui ne l'engageait à rien – sa résolution sur le « Cours nouveau ». Entre-temps, la *Pravda* fut fermée au débat et les élections qui suivirent, pour la 13<sup>e</sup> Conférence du parti en janvier 1924 (à cette époque-là les conférences du parti se tenaient quelques mois avant les congrès), furent truquées par l'appareil, de sorte que l'Opposition de gauche de Trotsky eut seulement trois délégués. *C'est de la victoire de Staline à cette conférence que date la dégénérescence définitive de la révolution.*

Le PCUS avait lancé une campagne de propagande en août 1923 pour préparer le prolétariat soviétique à la révolution prolétarienne attendue en Allemagne ; l'incapacité du parti allemand créa une vague de démoralisation qui submergea le prolétariat russe. La troïka parvint à profiter de cette vague qui la porta à la victoire en janvier 1924 ; la mort de Lénine ce même mois anéantit tout espoir que son autorité puisse peser dans la balance des batailles internes à venir. Par la suite, la troïka ouvrit grand les portes du PCUS avec la « promotion Lénine », laissant entrer des milliers d'aspirants bureaucrates et diluant ainsi l'avant-garde prolétarienne qui avait été forgée par les événements historiques.

Trotsky déclencha une campagne publique contre la troïka avec la publication des *Leçons d'Octobre* à l'automne 1924. La promulgation par Staline du dogme du « socialisme dans un seul pays » environ à la même période fournit à l'opposition une cible programmatique, mais Trotsky n'avait pas encore une compréhension politique bien développée de ce que Staline représentait. Lorsque Staline se retourna contre ses alliés de la veille et fit des gestes de conciliation envers Trotsky, tout en détruisant la base de pouvoir de Zinoviev dans le parti à Léninegrad et celle de Kaménev à Moscou en décembre 1925, Trotsky ne broncha pas. Lorsque Trotsky scella finalement un bloc avec Zinoviev et Kaménev au sein de l'Opposition unifiée de 1926-1927, il fit un compromis sur la question cruciale du caractère de classe de la révolution qui se déroulait en Chine. Il céda devant Zinoviev qui insistait sur la formule de « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » qui s'était révélée dépassée au cours de la Révolution russe. Ce n'est qu'après la défaite de la Deuxième Révolution chinoise en 1927, qui conduisit Trotsky à généraliser sa théorie de la révolution permanente au reste des pays capitalistes coloniaux et semi-dépendants, que la bataille de l'Opposition de gauche prit une consistance programmatique et théorique.

Nous avons souvent fait remarquer que la lettre qu'Adolf Joffé lui écrivit juste avant de se suicider, joua un rôle important et affermit la détermination de Trotsky. Joffé, un des camarades les plus capables et les plus proches de Trotsky, écrivait : « Vous vous êtes souvent départi de la position juste en faveur d'une unification, d'un compromis dont vous surestimiez la valeur. C'était une erreur. [...] Vous êtes dans le vrai, mais la certitude de la victoire ne peut résider que dans une intransigeance résolue, dans le refus de tout compromis, comme ce fut le secret des victoires de Vladimir Iliitch. » Trotsky prit à cœur cette recommandation pressante et sa personnalité politique se métamorphosa remarquablement. Au cours des dures batailles des années qui suivirent, Trotsky maintint la dureté programmatique et l'intransigeance politique qui avaient permis à Lénine de construire le Parti bolchévique.

Comme la lettre reproduite ci-dessous le fait remarquer, l'Armée rouge de 1923 n'était pas isolée de la société sovié-

### Pour contacter la Ligue trotskyste et la Jeunesse spartaciste

**Paris**      Le Bolchévik, BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Tél : 01 42 08 01 49

**Rouen**      Le Bolchévik, BP 240  
76003 Rouen Cedex  
Tél : 02 35 73 74 47

tique, et ne pouvait pas l'être. Trotsky lui-même expliqua très clairement les raisons pour lesquelles il avait rejeté une action militaire :

« Il n'est pas douteux qu'il aurait été possible d'opérer un coup d'Etat militaire contre la fraction Zinoviev-Kamenev-Staline, etc., sans aucune difficulté et sans verser même une goutte de sang, mais le résultat d'un tel coup d'Etat aurait été d'accélérer le rythme même de cette bureaucratisation et du bonapartisme contre lesquels l'Opposition de gauche avait engagé le combat.

« La tâche des bolchéviks-léninistes, par son essence même, n'était évidemment pas de s'appuyer sur la bureaucratie de l'armée contre celle du parti, mais de s'appuyer sur l'avant-garde prolétarienne et, à travers elle, sur les masses populaires, pour maîtriser la bureaucratie tout entière, l'épurer de ses éléments étrangers, assurer sur elle le contrôle vigilant des ouvriers, et replacer sa politique sur les rails de l'internationalisme révolutionnaire. »

- Léon Trotsky, « Pourquoi Staline a vaincu l'Opposition », *Œuvres*, Tome 7, 12 novembre 1935

Lors des élections de délégués pour la 13<sup>e</sup> Conférence du Parti en automne 1923, l'Opposition de gauche de Trotsky gagna un tiers des cellules du parti dans l'Armée rouge, mais, comme Marlow le remarque dans sa lettre, c'était des membres du parti, autrement dit les éléments les plus conscients et prolétariens. L'armée dans son ensemble était encore majoritairement composée de paysans, comme la population soviétique en général. Etant donné la dévastation économique du pays, le prolétariat n'était plus que l'ombre de lui-même. La petite industrie avait commencé à revivre avec la « Nouvelle politique économique » (NEP), une série de concessions permettant un commerce capitaliste limité dans l'agriculture et l'industrie légère ; les « Nepmen », de petits entrepreneurs capitalistes, parvinrent à dominer le commerce local. A la campagne, une couche de paysans plus aisés, les « koulaks », se développait. Un coup d'Etat mené par une armée de paysans, même dirigée au départ par des cadres du parti, aurait inévitablement été un aimant pour les koulaks et les Nepmen, en d'autres termes, pour les forces de la restauration capitaliste, et c'est justement ce que Trotsky argumentait.

Il n'y a pas de raccourci : un Etat ouvrier révolutionnaire ne peut reposer à long terme que sur un prolétariat qui a une conscience de classe et se bat pour ses intérêts historiques en tant que classe, et ça veut dire la direction d'un parti bolchévique internationaliste révolutionnaire.

\* \* \*

11 juillet 1999

Cher camarade Carlo,

J'ai reçu ta lettre du 9 juillet sur la question de notre sympathisant, qui se demandait si oui ou non Trotsky aurait dû utiliser l'Armée rouge contre Staline. Etant donné que tu sembles vouloir une réponse sans trop tarder, je n'ai pu faire que de brèves recherches. Mais la question est intéressante et elle devrait lancer une discussion salutaire avec notre sympathisant.

La question d'utiliser l'armée ne se posait certainement pas au moment du 10<sup>e</sup> Congrès - c'était en 1921 et Lénine était encore vivant et bien portant. C'était à cette époque que l'interdiction des fractions fut adoptée comme mesure temporaire, d'urgence. De même au 10<sup>e</sup> Congrès, Lénine s'opposa à la nomination de Staline comme secrétaire général ; il ne céda qu'au 11<sup>e</sup> Congrès. Mais fin 1922, Staline s'était prononcé pour le relâchement du monopole du commerce extérieur - proposition à laquelle Lénine s'opposa vigoureusement. En décembre 1922, Lénine écrivit son

« Testament » où il appelait à démettre Staline de ses fonctions de secrétaire général. Il avait tout à fait l'intention de faire éclater cette « bombe » au 12<sup>e</sup> Congrès, prévu en avril, mais fut dans l'incapacité de le faire à cause de sa seconde attaque d'apoplexie en mars. Auparavant, Lénine avait exhorté Trotsky à engager la bataille contre Staline sur la question nationale au 12<sup>e</sup> Congrès. Comme nous le savons, Trotsky ne mis pas en pratique les instructions de Lénine.

Donc je présume que notre sympathisant fait référence à la période qui suivit, c'est-à-dire, à partir de l'été 1923. Maintenant sur la question spécifique d'utiliser l'Armée rouge, on ne peut pas l'aborder comme si Trotsky n'avait eu qu'à appuyer sur un bouton, comme pour allumer la lumière dans une pièce !

Premièrement, il y a la question politique : aurait-il été approprié pour Trotsky de se tourner vers l'armée, c'est-à-dire à l'extérieur du parti, pour accomplir ce qu'il n'arrivait pas à accomplir politiquement à l'intérieur du parti ? Cette dernière éventualité n'était plus guère envisageable étant donné l'étranglement bureaucratique du parti lui-même. Mais alors, il faut étudier les raisons de la dégénérescence bureaucratique du parti lui-même, et ce n'est pas seulement la soif de pouvoir de Staline. Le fil conducteur, dans l'analyse que Trotsky faisait de la dégénérescence de la révolution russe, c'était l'arriération économique de l'Union soviétique et l'échec de l'extension de la révolution au niveau international, en particulier l'échec de la révolution allemande en 1923 (cf. *la Révolution trahie*). La montée de la bureaucratie avait donc des racines socio-économiques profondes, qui se combinaient à la destruction quasi totale du prolétariat soviétique pendant la guerre civile, avec pour corollaire la perte de cadres bolchéviques et la démoralisation de la population en général.

Deutscher, dans sa biographie de Trotsky, *le Prophète désarmé - Trotsky : 1921-1929*, explique ce que Trotsky pensait de l'utilisation de l'armée (cf. pp. 223-224 de l'édition 10-18, dans le chapitre « L'anathème »). Malheureusement Deutscher ne donne pas la source de ce qu'il avance, mais rien de ce que j'ai trouvé dans *Ma vie* de Trotsky ou

*suite page 27*

## Le Bolchévik

Organe de la Ligue trotskyste de France

Abonnez-vous !

20FF pour 4 numéros  
(incluant *Spartacist*)

Hors Europe : 30FF  
(avion 40FF)  
Etranger : mandat  
poste international

Belgique : 100FB  
Canada : Cdn\$8

Commande :  
Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
France



## La Révolution russe et l'effondrement du stalinisme

# La faillite des théories sur une « nouvelle classe »

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)  
n° 55, AUTOMNE 1999

La Révolution russe d'Octobre 1917 a laissé une empreinte profonde sur le XX<sup>e</sup> siècle. A la fin de la Première Guerre mondiale, le monde connut une vague de luttes révolutionnaires prolétariennes, que vint renforcer la révolusjon générale causée par la barbarie, sans précédent historique, de la tuerie interimpérialiste. Des insurrections ouvrières révolutionnaires éclatèrent en Russie, en Finlande, en Italie, en Hongrie, en Allemagne. Ailleurs, il y eut des

### Tony Cliff et Max Shachtman : complices pro-impérialistes de la contre-révolution



Socialist Challenge



Donald Press

Le « capitalisme d'Etat » de Tony Cliff (à gauche) ainsi que le « collectivisme bureaucratique » de Max Shachtman étaient les justifications « théoriques » d'un programme pro-impérialiste : le soutien au capitalisme « démocratique » contre l'Union soviétique.

mutineries dans l'armée ainsi que des grèves massives et combattives qui désorganisèrent la production à une échelle jamais vue auparavant. Et pourtant, l'empire tsariste fut le seul endroit où la classe ouvrière prit le pouvoir d'Etat et réussit à le garder. Elle expropria les capitalistes et commença à construire une économie collectivisée et planifiée. Le rôle dirigeant du parti bolchévique de Lénine s'avéra l'élément décisif de cette victoire. La couche d'avant-garde organisée par les Bolchéviks avait effectué une profonde scission avec les courants liquidationnistes, social-chauvins, révisionnistes et réformistes de toutes sortes qui opéraient dans l'empire tsariste. Cela permit au parti ouvrier marxiste révolutionnaire de Lénine, quand l'occasion se présenta, de balayer les obstacles et, à la tête de la classe ouvrière, de détruire l'Etat bourgeois et de créer un Etat basé sur les conseils ouvriers ou soviets.

Au début de la guerre, la Deuxième Internationale se désintégra, la plupart de ses sections soutenant leur propre gouvernement impérialiste et contribuant à pousser le prolétariat à l'abattoir. Lénine reconnut alors que la Deuxième Internationale était morte en tant que force révolutionnaire. Les Bolchéviks essayèrent de regrouper les internationalistes révolutionnaires dans un combat pour une Troisième Internationale, une Internationale communiste, qui fut finalement fondée à Moscou en 1919. Mais en Allemagne et en Italie, l'avant-garde de la classe ouvrière rompit trop tard avec les réformistes et les sociaux-pacifistes. En Hongrie et en Finlande, ceux qui aspiraient à être communistes étaient unifiés aux sociaux-démocrates alors que se déroulaient les soulèvements prolétariens. Des situations révolutionnaires prometteuses échouèrent à cause de l'immaturation de la direction révolutionnaire. Les sociaux-démocrates, pendant ce temps, s'avèrent indispensables aux impérialistes : ils leur vinrent en aide pour enchaîner la classe ouvrière à l'ordre capitaliste, en fournissant une façade « démocratique » derrière laquelle la terreur nationaliste ouvertement contre-révolutionnaire put se mobiliser et faire son travail sanglant.

Karl Marx, après la première grande vague révolutionnaire de 1848, insistait qu'une révolution dans n'importe quel Etat d'Europe ne durerait pas longtemps si elle n'entraînait pas l'Angleterre avec elle :

« Un bouleversement de la situation économique et nationale dans chacun des pays du continent européen, sans l'Angleterre, dans l'ensemble du continent européen c'est une tempête dans un verre d'eau. La situation de l'industrie et du commerce à l'intérieur de chaque nation est dominée par ses relations avec d'autres nations, est conditionnée par ses rapports avec le marché mondial. Mais l'Angleterre domine le marché mondial et la bourgeoisie domine l'Angleterre ! »

— « Le mouvement révolutionnaire », *la Nouvelle Gazette rhénane*, 1<sup>er</sup> janvier 1849

Si l'on ne peut pas bâtir sur la division mondiale du travail créée par le capitalisme, il est impossible de créer l'abondance matérielle nécessaire à la construction d'une société socialiste. « La pénurie », comme l'a dit Marx, « deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue » (*l'Idéologie allemande*, écrit en 1845-1846). De plus, tant que les nations capitalistes économiquement puissantes continuent d'exister, la réaction a un bastion à partir duquel mobiliser et contre-attaquer. Ces phrases de Marx, écrites près de 80 ans avant que Staline ne promulgue le dogme de la « construction du socialisme dans un seul pays », sont une condamnation féroce de l'absurdité de ce dogme.

Les vicissitudes de la Révolution russe après l'arrivée au pouvoir des Bolchéviks montrent avec force détails quelles armes impitoyables de toutes sortes l'impérialisme mondial est capable d'utiliser contre un Etat ouvrier révolutionnaire



Basill Blackwell Inc.

**1928 en Sibérie : membres de l'Opposition de gauche soviétique en exil manifestant lors de l'anniversaire de la Révolution bolchévique. La banderole du milieu proclame : « Vive la dictature du prolétariat ».**

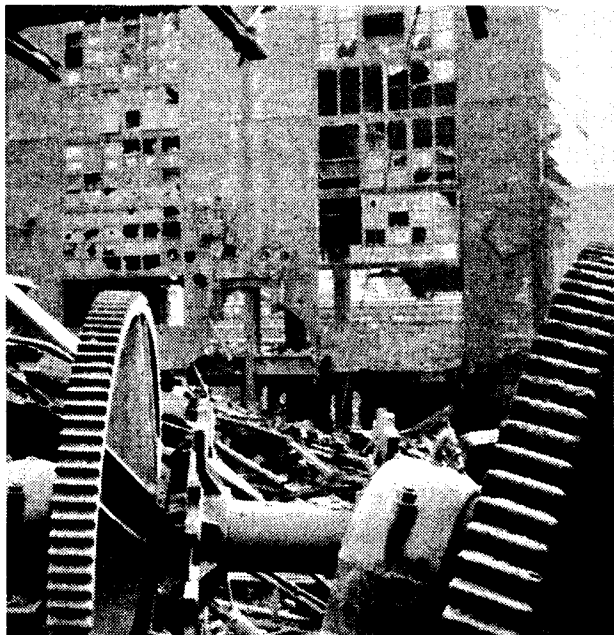
isolé. Celui-ci fut envahi par les armées de quatorze nations capitalistes ; les puissances impérialistes déclarèrent un embargo sur les voyages, le commerce et l'investissement ; elles armèrent les forces de la contre-révolution locale : en bref elles firent tout ce qu'elles purent pour étrangler la Russie soviétique qui était isolée et économiquement dévastée. Les bourgeoisies du monde entier refusaient de coexister avec un Etat qui avait arraché une partie colossale du marché mondial aux investissements et à l'exploitation. Que l'Etat ouvrier ait résisté en tant que bastion de la révolution mondiale pendant cinq ans malgré son isolement est déjà une prouesse extraordinaire du point de vue historique. Que l'Etat issu d'Octobre ait subsisté dans sa forme dégénérée pendant près de 70 ans témoigne de la puissance économique incroyable de l'économie planifiée et collectivisée, malgré la mauvaise gestion de la caste bureaucratique stalinienne qui arracha le pouvoir à la classe ouvrière au début de 1924. Le renversement du capitalisme et la création d'Etats ouvriers déformés sur le modèle stalinien en Europe de l'Est, en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam et à Cuba montrent la résonance historique que la révolution bolchévique continua d'avoir.

En 1923, quand les troupes françaises envahirent la région industrielle de la Ruhr pour obtenir le paiement des dommages de guerre, l'Allemagne, puissance vaincue de la Première Guerre mondiale, fut secouée par une crise révolutionnaire, politique et économique. L'issue de cette crise joua un rôle décisif dans la dégénérescence de la Révolution russe. A la fin de 1918, en plein déroulement de la révolution, le noyau central du Parti communiste allemand (KPD), le groupe spartakiste dirigé par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, avait scissionné de l'USPD de Karl Kautsky. Le parti centriste de Kautsky camouflait son social-pacifisme et ses pratiques opportunistes derrière des phrases creuses pseudo-marxistes, fournissant ainsi la couverture dont les sociaux-démocrates du SPD, ouvertement réformistes, avaient absolument besoin. La révolution de 1918-1919 échoua parce que le KPD ne s'était pas séparé de Kautsky plus tôt. Mais les événements qui suivirent montrèrent que même après, la rupture programmatique et idéologique avec le centrisme de Kautsky était loin d'être achevée. L'assassinat de Luxemburg et de Liebknecht au début de 1919 ne fit qu'exacerber le problème. Ce ne sont pas les

dirigeants du jeune Parti communiste allemand qui répondirent aux féroces diatribes de Kautsky contre la Révolution russe, mais Lénine dans *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (1918) et Trotsky dans *Entre impérialisme et révolution* (1922). Ces ouvrages furent écrits alors que leurs auteurs dirigeaient l'Etat soviétique, se battaient contre les Blancs dans la guerre civile, inspiraient et dirigeaient la Troisième Internationale. Le parti allemand fut incapable de même tenter une insurrection prolétarienne durant l'année révolutionnaire de 1923, ce qui sema la démoralisation dans la classe ouvrière soviétique et pava la voie à la victoire de Staline au début de l'année suivante. Comme Trotsky l'a expliqué éloquemment dans *les Leçons d'Octobre* (1924), l'incompétence du KPD en 1923 est la preuve par la négative que le problème de la direction révolutionnaire est la question décisive de l'époque impérialiste.

Dans son ardeur à détruire le premier Etat ouvrier au monde, l'impérialisme mondial a joué de l'aide de ses larbins sociaux-démocrates et de beaucoup d'autres à leur gauche. Karl Kautsky, les anarchistes, hostiles à la dictature du prolétariat, Max Shachtman, qui scissionna du mouvement trotskyste américain en 1939-1940, ou le mouvement maoïste aujourd'hui défunt, toutes sortes de forces au long des années ont avancé toutes sortes d'explications pour soi-disant prouver que l'URSS était une sorte de société « capitaliste » avec une « nouvelle classe ». La montée de la bureaucratie stalinienne conservatrice et brutale qui a partout inspiré la révolusion et créé la confusion parmi les ouvriers conscients, était une aubaine pour les idéologues antisocialistes et leurs suivistes « de gauche » qui cherchaient une justification à leur ralliement à l'impérialisme capitaliste au nom de la « démocratie ».

De ces courants, la variante plus connue aujourd'hui est la tendance internationale dirigée par Tony Cliff et le Socialist Workers Party britannique, à laquelle est affiliée entre autres l'International Socialist Organization (ISO) aux Etats-Unis [et en France Socialisme par en bas]. Les cliffistes (et leurs nombreux rejetons, comme par exemple Workers Power [Pouvoir ouvrier]), sont directement dans la tradition de Shachtman qui avait fondamentalement rompu avec le trotskysme sur la question programmatique de la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique contre les attaques impérialistes de l'extérieur et



Der Spiegel



Reiser/Bilderberg

**La restauration capitaliste a amené le chômage et la misère à des millions de personnes dans les ex-Etats ouvriers dégénéré et déformés : l'industrie est-allemande a été démantelée (à gauche) ; Moscou : de vieilles femmes vendent le peu qu'elles possèdent dans la rue.**

contre les tentatives de restauration capitaliste à l'intérieur. Cela montre sans ambiguïté que la « théorie » du capitalisme d'Etat est un moyen de réconcilier les soi-disant « socialistes » avec leur propre bourgeoisie.

Les théories d'une « nouvelle classe » concoctées par ces renégats du trotskysme que sont Shachtman et Cliff niaient la nature ouvrière de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est créés après la Deuxième Guerre mondiale. Et c'est pour justifier leur trahison des intérêts de classe du prolétariat ainsi que leur réconciliation avec le capitalisme que Shachtman et Cliff ont eu recours à ces théories. En réalité celles-ci n'étaient que des tentatives, habillées de terminologie marxiste, de dissimulation de leur véritable programme de capitulation devant l'opinion publique bourgeoise anticommuniste et de leur renonciation à une perspective révolutionnaire prolétarienne.

Ainsi, c'est sa capitulation devant l'opinion publique petite-bourgeoise front populiste, à la suite du pacte germano-soviétique de 1939, qui a poussé Shachtman à abandonner la défense inconditionnelle de l'URSS. En 1950, Tony Cliff a rompu avec la Quatrième Internationale trotskyste sur la même question du défensisme, et ce fut cette fois provoqué par l'hystérie anticommuniste de la guerre froide au moment où éclatait la guerre de Corée. Cliff a renié la position trotskyste de défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés chinois et nord-coréen contre l'attaque impérialiste qui avait pris la forme d'une « opération de police » multinationale sous les auspices des Nations Unies. C'était une capitulation lâche devant la bourgeoisie britannique et ses larbins sociaux-démocrates : c'est un gouvernement travailliste qui envoya des troupes britanniques en Corée.

La « théorie » du capitalisme d'Etat de Cliff est différente de la théorie du « collectivisme bureaucratique » de Max Shachtman, et elle a été formulée dix ans plus tard ; mais ce qu'elles ont en commun c'est qu'elles servent toutes deux de moyen pour abandonner le programme trotskyste de défense inconditionnelle des Etats ouvriers dégénéré et déformés contre les attaques impérialistes. Elles sont apparues sur des terrains politiques nationaux différents. Celle de Shachtman, qui opérait aux Etats-Unis au moment du « New

Deal » de Roosevelt à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, reflétait la vision orwellienne des « horreurs du totalitarisme » incarné par Hitler et Staline, qui sévissait dans les milieux petits-bourgeois auxquels il était sensible ; Cliff, lui, a capitulé devant le Parti travailliste britannique pourri – que Lénine avait qualifié de « parti ouvrier-bourgeois » – quand la guerre de Corée a éclaté. Ils représentaient donc, chacun à leur époque, un accommodement à l'antisoviétisme de leur propre bourgeoisie.

Il n'y a guère de gens qui aient défendu la « théorie » du « collectivisme bureaucratique » depuis que les shachtmanistes se sont, quant à eux, engagés dans la guerre froide, à l'extrême droite de la social-démocratie américaine. Mais, dans un ouvrage paru récemment en Angleterre, Sean Matgamna essaye de redonner vie au « collectivisme bureaucratique » en publiant des textes de Shachtman et de ses partisans dans une collection intitulée *The Fate of the Russian Revolution : Lost Texts of Critical Marxism Volume I* [Le sort de la Révolution russe : textes perdus du marxisme critique, Tome 1] (1999). L'ouvrage de Matgamna, même après la sélection effectuée par ce nouvel admirateur de Shachtman qui a l'avantage du recul, montre avec force documents la profonde vacuité de l'analyse anti-marxiste que son mentor faisait de l'URSS stalinisée, comme nous allons le voir.

### **Le « socialisme dans un seul pays »**

Les Bolchéviks ont repoussé les invasions impérialistes et gagné la guerre civile, mais une agriculture techniquement et socialement arriérée entravait la jeune république soviétique, et celle-ci n'avait pas les ressources nécessaires pour reconstruire rapidement les infrastructures et l'industrie qui avaient été dévastées par la guerre impérialiste et la guerre civile. Le prolétariat n'existait pratiquement plus. Les éléments les plus conscients avaient été tués dans la guerre civile ou cooptés dans l'appareil de l'Etat et du parti. C'est dans cette situation qu'une contre-révolution politique eut lieu dans le premier Etat ouvrier du monde, quand l'Opposition de gauche fut pratiquement exclue à la 13<sup>e</sup> Conférence du parti en janvier 1924. Dans l'Etat ouvrier dégénéré qui en résulta, l'appareil bureaucratique commandé par Staline ne détruisit pas les rap-



ports de propriété socialisés mais il usurpa le pouvoir politique au détriment du prolétariat. Dans son analyse rétrospective de la bureaucratie, Trotsky fait une analogie avec l'expulsion des Jacobins le 9 thermidor, lors de la Révolution française :

« Le prolétariat est socialement plus homogène que la bourgeoisie, mais il contient cependant toute une série de couches qui apparaissent d'une façon particulièrement nette après la conquête du pouvoir, quand se forment la bureaucratie et une aristocratie ouvrière liée à elle. L'écrasement de l'Opposition de gauche signifia, dans le sens le plus direct et le plus immédiat, le passage du pouvoir, des mains de l'avant-garde révolutionnaire aux mains des éléments les plus conservateurs de la bureaucratie et des sommets de la classe ouvrière. 1924, voilà l'année du commencement du Thermidor soviétique. »

– « L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme » (1935)

Après la mort de Lénine, également en janvier 1924, la fraction de Staline, avec la « promotion Lénine », inonda le Parti bolchévique d'éléments bureaucratiques en train de se développer. En décembre 1924, elle promulgua son dogme fallacieux du « socialisme dans un seul pays ». Au départ le « socialisme dans un seul pays », voie impossible de l'isolationnisme et l'autarcie économique, était simplement une impasse. Au cours de la période qui suivit, la ligne de l'Internationale communiste fit des zigzags. Elle passa du centrisme bureaucratique – imposant au Parti communiste chinois de se subordonner suicidairement à sa « bourgeoisie nationale » lors de la Deuxième Révolution chinoise de 1925-1927 – au sectarisme de la « troisième période », qui permit à Hitler de prendre le pouvoir en Allemagne en 1933 sans coup férir, pour en arriver à la collaboration de classe manifeste du front populaire qui a étranglé la révolution espagnole de 1936-1937. Dans un premier temps, la fraction de Staline élimina ses rivaux à l'intérieur du parti ; puis la clique de Staline épura ceux qui pouvaient la remettre en cause à l'intérieur même de la fraction. Au fur et à mesure que la caste bureaucratique, incarnée par la clique de Staline, acquérait une certaine conscience de son rôle historique, le « socialisme dans un seul pays » devint la justification idéologique pour transformer les partis communistes des autres pays en monnaie d'échange dans une tentative

illusoire de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme.

Staline trafiqua les élections à la 13<sup>e</sup> Conférence du parti et dans les années qui suivirent, il déclencha l'une après l'autre des vagues d'épuration et de répression (cf. « Le Thermidor stalinien, l'Opposition de gauche et l'Armée rouge », page 2). La férocité de la répression de Staline contre l'Opposition de gauche, contre d'anciens alliés fractionnels comme Zinoviev, Kaménev et Boukharine, contre les koulaks, les artistes et les intellectuels, provenait du fait que Staline se rendait compte que son régime était en danger constant. Pour pouvoir continuer à se prétendre l'héritier des Bolchéviks tout en expropriant politiquement le prolétariat et en renversant le programme internationaliste prolétarien des Bolchéviks, Staline avait besoin du « grand mensonge » maintenu par la terreur d'un Etat policier.

Le système capitaliste dans sa décadence impérialiste a continué à offrir de nouvelles possibilités révolutionnaires. Les crises économiques cycliques inhérentes au capitalisme, en particulier la grande crise économique des années 1930 qui a poussé le prolétariat à se radicaliser, les contradictions des bourgeoisies, qui ont conduit à des régimes fascistes dans les Etats plus pauvres et à une nouvelle guerre mondiale de destruction à grande échelle pour rediviser le monde, tout cela aurait dû engendrer une fois encore des révolutions.

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, les staliniens d'Europe occidentale se sont trouvés à la tête d'organisations de masse d'ouvriers combattifs en Italie, en France et ailleurs. Mais grâce en particulier à la collaboration de classe des staliniens, les impérialistes américains ont pu restabiliser le capitalisme en Europe de l'Ouest et au Japon. Un quart de siècle plus tard, la défaite militaire des impérialistes américains face aux staliniens vietnamiens, qui a permis d'établir un Etat ouvrier déformé vietnamien unifié, a porté un coup sérieux aux impérialistes. A la fin des années 1960 et au début des années 1970, toute une série de situations pré-révolutionnaires et révolutionnaires se sont présentées en Europe – en France en 1968, en Italie en 1969, au Portugal en 1975. Ces situations étaient les meilleures occasions de révolution prolétarienne qui se soient présentées dans les

## Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé

Cette brochure, en anglais, rassemble plusieurs articles de *Workers Vanguard*, le journal de la Spartacist League/US, et du *Biulleten spartakovtsev* en russe, sur les événements dans l'ex-URSS de 1991 à 1993. Ces articles documentent le déroulement de la contre-révolution à partir du pitoyable putsch du « comité de l'état d'urgence » et du contre-coup d'Etat pro-impérialiste d'Eltsine en août 1991 ; ils avancent le programme trotskyste pour résister à la contre-révolution et en renverser le cours. Cette brochure contient aussi plusieurs articles polémiques dénonçant le rôle de nombreux groupes de « gauche » qui ont soutenu la contre-révolution eltsinienne, ainsi que celui des résidus du stalinisme dans l'ex-Union soviétique, dont la banqueroute est illustrée par leur infâme « coalition rouge-brune » avec des nationalistes russes virulents, des monarchistes et des fascistes.

15FF (64 pages – en anglais)

Une collection de numéros du *Bolchévik* et de *Spartacist* contenant les principaux articles publiés dans cette brochure est disponible en français (15FF).

Pour toute commande : le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France





**Berlin-Est, le 3 janvier 1990 : Les spartakistes furent à l'initiative de l'importante manifestation contre la profanation du monument honorant les soldats soviétiques tombés pendant la guerre à Treptower Park. Sur la banderole : « A bas l'OTAN ! Défense de l'Union soviétique ! »**

pays capitalistes avancés depuis la période qui avait immédiatement suivi la Deuxième Guerre mondiale. Et encore une fois, ce sont les partis communistes pro-Moscou qui ont réussi à sauver l'ordre bourgeois mis à mal dans ces endroits. C'est là que le rôle contre-révolutionnaire des partis staliens occidentaux a démesurément contribué à la destruction ultérieure de l'Union soviétique.

Le renversement total des acquis d'Octobre par la contre-révolution capitaliste en 1991-1992 a été la confirmation ultime que le « socialisme dans un seul pays » n'était pas possible. Cette catastrophe pour le prolétariat mondial a profondément changé le monde dans lequel nous vivons. Dans l'ancienne Union soviétique et en Europe de l'Est, les masses ont été réduites à la misère et sont ravagées par les conflits ethniques. Les nations formellement indépendantes du « tiers monde » ne peuvent plus manœuvrer entre les « deux superpuissances » et doivent subir de plein fouet les exactions économiques et les interventions militaires brutales des impérialistes. Comme les rivalités interimpérialistes ne sont plus restreintes par l'engagement antisoviétique commun des différentes bourgeoisies, celles-ci redoublent leurs attaques contre les ouvriers des pays capitalistes avancés afin d'atteindre un meilleur niveau de compétitivité en augmentant le taux d'exploitation de la classe ouvrière. Le niveau de conscience de la classe ouvrière a fait un saut en arrière ; moins que jamais les ouvriers identifient leurs intérêts de classe aux idéaux du socialisme, tandis que la bourgeoisie exhibe l'effondrement du stalinisme comme une « preuve » de la « mort du communisme ».

### **La contre-révolution capitaliste : un « pas de côté » ?**

Aujourd'hui les cliffistes américains déclarent sans complexes : « Les révolutions en Europe de l'Est étaient un pas de côté – d'une forme de capitalisme à une autre » (*Socialist Worker*, 23 avril 1999). Allez dire cela à un ouvrier russe aujourd'hui ! L'implosion économique et sociale sans précédent qui a lieu aujourd'hui dans les territoires de l'ex-URSS permet d'apprécier à quel point l'économie planifiée et collectivisée était vraiment *progressiste* historiquement. Dans le chaos de la Russie post-soviétique, les lois du capitalisme ont conduit à l'effondrement économique total : depuis 1991

la production a chuté d'au moins 50 %, les investissements de capitaux de 90 %. Aujourd'hui en Russie, un tiers de la main-d'œuvre urbaine est, dans les faits, sans emploi. 75 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté ou à peine au-dessus, et 15 millions de personnes souffrent de la faim. L'espérance de vie a fait une chute spectaculaire : elle est maintenant de seulement 57 ans pour les hommes, en-dessous de ce qu'elle était il y a un siècle et, de 1992 à 1997, la population totale a diminué de trois millions et demi de personnes.

Mais les statistiques ne peuvent à elles seules donner une idée de l'étendue et de l'intensité de l'appauvrissement. Les infrastructures de production, la technologie, les sciences, les transports, le chauffage et les égouts se sont écroulés. La malnutrition parmi les enfants d'âge scolaire est devenue la norme. Quelque deux millions d'enfants ont été abandonnés par leurs familles qui ne peuvent les prendre en charge. Dans de nombreux endroits du pays les services de base comme l'eau et l'électricité sont devenus sporadiques. Etant donné la désintégration de l'ancien système, géré par l'Etat, de soins médicaux pour tous, des maladies comme la tuberculose redeviennent courantes. Comme l'avait prédit Trotsky, la restauration capitaliste a fait de l'URSS un pays ravagé par la misère, en proie à toutes les déprédations impérialistes.

Bien qu'ils s'accrochent à leur théorie discréditée, les cliffistes et leurs semblables sont d'une singulière modestie en ce qui concerne leur contribution réelle. La restauration du capitalisme en URSS et en Europe de l'Est, c'est l'application de leur programme. Tout comme Shachtman qui a soutenu l'invasion de la Baie des Cochons à Cuba par Washington, Cliff et Cie ont fait tout ce qu'ils ont pu pour que l'impérialisme US gagne la guerre froide. Ils voulaient que coule le plus de sang soviétique possible en Afghanistan, insistaient que Solidarność, cet instrument du Vatican, de Wall Street et de la social-démocratie pour la contre-révolution capitaliste en Pologne, était un « syndicat » et ils auraient aimé être présents pour danser avec les trafiquants, les monarchistes et les yuppies sur les barricades d'Eltsine en 1991. *Socialist Worker* (31 août 1991), s'est réjoui de la victoire d'Eltsine : « Le communisme s'est effondré [...]. C'est un fait qui devrait réjouir tout socialiste. » Eh bien maintenant les cliffistes ont ce qu'ils voulaient.

Le fait même que ce soit les bureaucraties stalinienne en désintégration qui aient purement et simplement abandonné l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est montre l'absurdité des théories du « capitalisme d'Etat » et du « collectivisme bureaucratique ». Jamais dans l'histoire une classe dominante de propriétaires n'a volontairement renoncé, au pouvoir. Cela n'empêche pas Cliff, dont la « contribution » en tant que « marxiste » est d'avoir réactualisé le « capitalisme d'Etat » de Kautsky, de prétendre maintenant que la contre-révolution en ex-URSS confirme son analyse. Dans un article intitulé « A l'épreuve du temps », dans *Socialist Review* (juillet-août 1998), Cliff affirme au passage que le fait que certains anciens bureaucrates soient devenus des capitalistes montre la nature « capitaliste d'Etat » de la bureaucratie stalinienne. En fait, Trotsky a fait remarquer dans ses ouvrages fondamentaux, comme son étude de 1936, *la Révolution trahie*, que la caste au pouvoir aspirait à toutes les prérogatives bourgeoises mais que c'était les formes de propriété socialisées de l'Etat ouvrier dégénéré qui les empêchaient de réaliser leurs aspirations.

Cliff poursuit : « Si la Russie était un pays véritablement socialiste [...] ou si les régimes staliniens étaient des Etats ouvriers, fussent-ils déformés ou dégénérés, l'effondrement du stalinisme aurait signifié qu'une contre-révolution avait lieu. Les travailleurs défendraient un Etat ouvrier de la même façon que les travailleurs défendent leurs syndicats, aussi droitiers et bureaucratisés soient-ils, contre ceux qui essaient de les éliminer » [voir supplément à *Socialisme par en bas* n° 24, « 1989-1999 – Un mur s'effondre, l'espoir renaît »]. La LCI a fait une analyse approfondie de l'effondrement du bonapartisme stalinien en Russie dans la brochure *How the Soviet Workers State Was Strangled* [Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé], ainsi que dans les textes de Joseph Seymour et Albert St. John publiés dans *Spartacist* [édition française n° 26, printemps 1991]. Dans un Etat capitaliste, les changements de régime politique ont peu d'effet sur l'économie bourgeoise anarchique qui tend à fonctionner automatiquement. Par contre, la révolution prolétarienne transmet directement les forces productives à l'Etat qu'elle crée. C'est *consciemment* qu'une économie socialiste planifiée se construit et son maintien est insépa-

nable du caractère politique du pouvoir d'Etat qui la défend. Le fait que le prolétariat soviétique n'ait pas combattu la contre-révolution montre à quel point la bureaucratie avait systématiquement détruit la conscience de classe du prolétariat. Comme Trotsky le disait dans *l'Internationale communiste après Lénine* (1928) : « Si une armée en situation critique capitule devant l'ennemi sans combattre, cet effondrement remplace parfaitement "une bataille décisive", en politique comme à la guerre. »

Les cliffistes, comme les schachtmanistes (plus ou moins), considèrent au fond que c'est le « pouvoir » désincarné, et non l'économie, qui est déterminant. Pour eux, la force et la permanence présumée de la domination stalinienne provenaient de l'indéniable férocité de sa répression. Ces renégats du trotskysme, motivés par un profond pessimisme en ce qui concerne les capacités révolutionnaires du prolétariat, tiennent le même discours que ceux qui ont fait ouvertement de la propagande procapitaliste pour la bourgeoisie et qui ont dit que le « totalitarisme » de Staline était la garantie que les ouvriers russes ne mèneraient plus jamais aucune lutte pour leurs propres intérêts, à la différence des ouvriers de l'Occident « démocratique ».

Faire de la « démocratie » le but historique et progressiste ultime, quel que soit son contenu de classe, c'est un vieux truc des défenseurs de l'ordre bourgeois. Dans *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Lénine raille les centristes kautskystes qui « s'aplatissent devant la bourgeoisie, s'accommodent du parlementarisme bourgeois, dissimulent le caractère bourgeois de la démocratie actuelle [...] » (Ceux-ci retournèrent d'ailleurs dans le parti social-démocrate d'Ebert, Noske et Scheideman en 1922.) Pour un marxiste, fait remarquer Lénine, « la forme d'une démocratie est une chose et [...] le contenu de classe d'une institution donnée en est une autre ».

**La nature de classe de l'Etat soviétique**

L'analyse de Trotsky – à savoir que la bureaucratie était une caste dirigeante corrosive, qu'elle était non pas une classe possédante mais une excroissance de l'Etat et des institutions qui étaient issues d'Octobre – montrait les *contradictions* manifestes qui ont, en fin de compte, mené le stalinisme à sa perte. La bureaucratie jouait en quelque sorte le



Spartakist



La LCI a mobilisé ses forces dans le combat pour une révolution politique prolétarienne en RDA en 1989-1990. A droite, tracts spartakistes, en russe pour les soldats soviétiques et vietnamiens, polonais et espagnol pour les ouvriers d'origine étrangère. A gauche : Mai 1991, en Allemagne, des soldats et officiers soviétiques à la table de presse de la LCI.

rôle d'intermédiaire, en équilibre entre un Etat basé sur des formes de propriété collectivisées et l'ordre impérialiste mondial ; son pouvoir était fragile et fondamentalement *instable*. Dans « La nature de classe de l'Etat soviétique » (1933), Trotsky affirme :

« La classe, pour un marxiste, représente une notion exceptionnellement importante et d'ailleurs scientifiquement définie. La classe se détermine non pas seulement par la participation dans la distribution du revenu national, mais aussi par un rôle indépendant dans la structure générale de l'économie, par des racines indépendantes dans les fondements économiques de la société. Chaque classe (noblesse féodale, paysannerie, petite-bourgeoisie, bourgeoisie capitaliste, prolétariat) élabore ses formes particulières de propriété. De tous ces traits sociaux, la bureaucratie est dépourvue. Elle n'a pas de place indépendante dans le processus de production et de répartition. Elle n'a pas de racines indépendantes de propriété. Ses fonctions se rapportent, dans leur essence, à la technique politique de la domination de classe. [...]

« Néanmoins, les privilèges de la bureaucratie en eux-mêmes ne changent pas encore les bases de la société soviétique, car la bureaucratie tire ses privilèges, non de certains rapports particuliers de propriété, propres à elle, en tant que "classe", mais des rapports même de possession qui furent créés par la révolution d'Octobre et qui, dans l'essentiel, sont adéquats à la dictature du prolétariat.

« Quand la bureaucratie, pour parler simplement, vole le peuple (et c'est ce que, sous des formes diverses, fait toute bureaucratie), nous avons à faire non pas à une *exploitation de classe*, au sens scientifique du mot, mais à un *parasitisme social*, quoique sur une très grande échelle. »

Contrairement à la vision marxiste de Trotsky, les forces antirévolutionnaires en tous genres conféraient à l'élite stalinienne au pouvoir une solidité assez considérable. Au nombre de ces forces il ne faut pas oublier, bien sûr, les idéologues stalinien eux-mêmes, qui prétendaient « construire le socialisme » en toute sécurité à l'intérieur de leurs frontières (jusqu'à ce qu'ils découvrent la soi-disant inévitabilité du capitalisme, voire sa supériorité). *Le renversement de la révolution d'Octobre n'a confirmé l'analyse et le programme de Trotsky que par la négative mais au moins cela montre que toutes les conceptions selon lesquelles le stalinisme était un système stable ont fait faillite.*

Shachtman avait tourné en ridicule les mises en garde de Trotsky selon lesquelles, s'il n'y avait pas de révolution politique prolétarienne, les staliniens seraient parfaitement capables de liquider l'Etat ouvrier :

« Trotsky dit que le stalinisme, la bureaucratie stalinienne, peuvent miner les fondations économiques de l'Etat ouvrier. En dénationalisant graduellement les moyens de production et d'échange, en relâchant le monopole sur le commerce extérieur, le stalinisme paverait la voie à la restauration de la propriété privée et au capitalisme [...]. Rien de tel ne s'est produit. »

– Max Shachtman, « The Counter-revolutionary Revolution » [La révolution contre-révolutionnaire], *New International*, juillet 1943, reproduit dans *The Fate of the Russian Revolution*, Matgamna (éd.)

Pourtant c'est exactement ce qui s'est produit en URSS et en Europe de l'Est. C'est une défaite historique et les trotskystes authentiques se sont battus pour l'empêcher.

## La « Question russe » et le programme trotskyste

Trotsky s'est battu pour la défense inconditionnelle de l'Etat ouvrier issu de la révolution d'Octobre *contre et malgré* la caste qui a usurpé le pouvoir politique du prolétariat soviétique en 1923-1924. La bureaucratie ne gardait le pouvoir que grâce à un mélange de terreur et de mensonge, en désagrégeant et démoralisant le prolétariat, en minant l'économie planifiée et collectivisée, en bloquant, au nom

du « socialisme dans un seul pays », toutes les possibilités d'étendre internationalement les acquis d'Octobre par la révolution prolétarienne. Comme l'expliquait Trotsky :

« Deux tendances opposées grandissent au sein du régime : développant les forces productives – au contraire du capitalisme stagnant –, il crée les fondements économiques du socialisme ; et poussant à l'extrême, dans sa complaisance envers les dirigeants, les normes bourgeoises de la répartition, il prépare une restauration capitaliste. La contradiction entre les formes de la propriété et les normes de la répartition ne peut pas croître indéfiniment. Ou les normes bourgeoises devront, d'une façon ou d'une autre, s'étendre aux moyens de production, ou les normes socialistes devront être accordées à la propriété socialiste. »

– *la Révolution trahie* (1936)

Trotsky comprenait très clairement la situation. Soit une révolution politique, par le prolétariat soviétique, renverserait la caste bureaucratique qui avait usurpé le pouvoir politique, soit la bureaucratie finirait par paver la voie à la restauration capitaliste et chercherait à assurer ses privilèges en se transformant en nouvelle classe possédante. En attendant il était du devoir urgent de tout prolétaire conscient dans le monde de défendre inconditionnellement l'Etat ouvrier et les ouvriers soviétiques des attaques militaires de l'impérialisme à l'extérieur, et des tentatives de restauration capitaliste à l'intérieur. Mais il y avait ceux qui capitulaient devant les pressions de l'antisoviétisme bourgeois et qui ont abandonné leur devoir révolutionnaire de défendre inconditionnellement le premier Etat ouvrier, malgré sa dégénérescence bureaucratique, prétendant que cela reviendrait à soutenir le stalinisme, assimilant à tort la bureaucratie parasitaire et l'Etat ouvrier soviétique. En 1934, Trotsky disait :

« On nous communique de divers côtés qu'il y a parmi nos copains à Paris une tendance à nier le caractère prolétarien de l'U.R.S.S., à exiger pour l'U.R.S.S. la démocratie tout court avec la législation des mencheviks, etc. [...]

« Les mencheviks sont les représentants de la restauration bourgeoise et nous, nous sommes pour la défense de l'Etat ouvrier par tous les moyens. Celui qui aurait proposé de ne pas soutenir par tous les moyens la grève des mineurs anglais de 1926 ou les grandes grèves récentes aux Etats-Unis parce que les chefs de ces grèves sont pour la plupart des canailles serait un traître envers les ouvriers anglais et américains. Absolument la même chose envers l'U.R.S.S. »

– « Sur la question russe », 19 novembre 1934

Et Trotsky mit en garde : « Toute tendance politique qui, sous le couvert du caractère "non prolétarien" de l'Union soviétique, se détourne d'elle sans espoir, risque de se trouver un instrument passif de l'impérialisme » (« La nature de classe de l'Etat soviétique », 1<sup>er</sup> octobre 1933). Des soi-disant « socialistes » comme Shachtman, Cliff et Matgamna sont bien plus que des instruments passifs.

L'analyse de Trotsky, à la grande différence du charabia de Shachtman et Cliff, était une analyse marxiste et précise de l'URSS sous le régime de Staline. Il réfutait l'idée que « la seule transition possible pour le régime soviétique actuel mène au socialisme. Un recul vers le capitalisme reste [...] parfaitement possible. » Comme il faisait remarquer :

« L'U.R.S.S. est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle : a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'Etat un caractère socialiste ; b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée ; c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale ; d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés ; e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme ; f) la révolution sociale, trahie par le

**For Unconditional Defense of the Soviet Union**  
**A Program Of Victory For The Soviet Union**

**THE MILITANT**  
*Formerly the SOCIALIST APPEAL*  
*of the Socialist Workers Party*

To defend the USSR as the main fortress of the world proletariat, against all assaults of world imperialism and of internal counter-revolution, is the most important duty of every class-conscious worker.

— LEON TROTSKY

**Leon Trotsky Defender of The USSR**

The International League for the Defense of the USSR and the League for the Defense of the Soviet Union were organized in 1925. Trotsky was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1926. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1927. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1928. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1929. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1930. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1931. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1932. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1933. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1934. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1935. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1936. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1937. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1938. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1939. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1940. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1941. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1942. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1943. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1944. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1945. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1946. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1947. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1948. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1949. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1950. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1951. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1952. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1953. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1954. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1955. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1956. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1957. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1958. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1959. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1960. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1961. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1962. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1963. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1964. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1965. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1966. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1967. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1968. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1969. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1970. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1971. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1972. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1973. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1974. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1975. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1976. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1977. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1978. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1979. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1980. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1981. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1982. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1983. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1984. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1985. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1986. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1987. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1988. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1989. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1990. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1991. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1992. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1993. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1994. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1995. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1996. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1997. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1998. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 1999. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2000. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2001. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2002. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2003. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2004. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2005. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2006. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2007. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2008. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2009. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2010. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2011. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2012. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2013. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2014. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2015. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2016. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2017. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2018. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2019. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2020. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2021. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2022. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2023. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2024. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2025. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2026. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2027. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2028. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2029. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2030. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2031. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2032. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2033. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2034. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2035. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2036. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2037. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2038. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2039. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2040. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2041. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2042. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2043. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2044. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2045. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2046. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2047. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2048. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2049. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2050. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2051. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2052. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2053. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2054. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2055. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2056. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2057. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2058. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2059. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2060. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2061. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2062. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2063. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2064. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2065. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2066. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2067. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2068. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2069. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2070. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2071. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2072. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2073. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2074. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2075. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2076. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2077. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2078. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2079. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2080. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2081. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2082. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2083. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2084. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2085. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2086. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2087. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2088. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2089. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2090. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2091. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2092. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2093. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2094. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2095. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2096. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2097. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2098. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2099. He was elected to the Executive Committee of the League for the Defense of the Soviet Union in 2100.

15 OCTOBRE 1941

**LA VÉRITÉ**

Organ Central des Comités Français pour la IV<sup>e</sup> Internationale

**POUR SAUVER L'U. R. S. S.,**  
*tout le pouvoir aux*  
**Comités Ouvriers et Paysans !**

Depuis bientôt quatre mois, le prolétariat inter-

**TROTSKY'S WORKS LIVE ON IN HEROIC RED ARMY**

**Le mouvement trotskyste international s'est battu pour la défense militaire inconditionnelle de l'URSS pendant la Deuxième Guerre mondiale, ce que Trotsky appelait « le devoir le plus important de tout ouvrier ayant une conscience de classe ». Le Militant du SWP américain (19 juillet 1941) inscrivait : « Pour la défense inconditionnelle de l'Union soviétique » au-dessus de son logo et publiait un programme pour la victoire de l'Union soviétique. Le Militant du 13 août 1942 (à droite) rappelait que c'est Trotsky qui avait fondé l'Armée rouge.**

parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs ; g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ; h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers ; i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international. »

— la Révolution trahie

La bureaucratie stalinienne était une caste instable parasitant les fondations socialisées de l'Etat ouvrier qu'elle se voyait à certains moments forcée de défendre. Même dans les dernières années du régime de Brejnev, on pouvait encore constater ce caractère contradictoire : l'armée soviétique est intervenue en Afghanistan contre une insurrection d'intégristes islamistes anti-femmes que soutenait la CIA. On pouvait aussi le voir avec la question du soutien soviétique à la grève des mineurs britanniques en 1984-1985. Des staliniens ancienne vague, comme le ministre des affaires étrangères Andrei Gromyko, la soutenaient, tandis que la nouvelle vague autour de Gorbatchev, alors numéro 2 du régime du Kremlin, s'y opposait. Par contre le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, pour se concilier l'impérialisme aux frontières mêmes de l'URSS, était un signe que les staliniens allaient abandonner toute intention de défendre l'URSS elle-même contre l'impérialisme.

Quelle que soit la mesure dans laquelle la bureaucratie s'engage subjectivement et idéologiquement à défendre la propriété socialisée, les lois du développement de l'économie dans un Etat ouvrier dégénéré ou déformé ne sont pas les mêmes que sous le capitalisme. Un directeur d'entreprise en URSS avait à obéir à des impératifs économiques fondamentalement différents de ceux d'un capitaliste russe aujourd'hui, même s'il se trouve que les deux sont la même personne. Le but du capitaliste est de faire le maximum de profit, la différence entre le coût de la production et le prix de vente sur le marché. Le principal objectif d'un directeur d'usine soviétique, ce dont sa carrière dépendait, c'était de produire le maximum des marchandises planifiées, souvent même au détriment de la qualité et de la variété. C'est pourquoi le système conduisait au plein emploi. En fait, ce qui était typique dans les entreprises soviétiques, c'était un surplus de personnel. Malgré la mauvaise gestion et la corruption des bureaucrates, l'économie planifiée et collectivisée fournis-

sait à tous soins médicaux, logement, éducation, soin des enfants et vacances, ce qui n'était possible que parce que le capitalisme avait été exproprié.

Le fait que la bureaucratie stalinienne n'ait pas pu, à la différence de la bourgeoisie, élaborer une nouvelle idéologie pour justifier ses privilèges, indique quelque chose. Même aux moments les plus grotesques et les plus meurtriers du « culte de la personnalité », Staline, qui avait assassiné tous les camarades de Lénine, était obligé de continuer à se proclamer le successeur de Lénine. Par contre, dès la restauration du capitalisme en URSS, l'idéologie capitaliste a été ouvertement adoptée : le communisme serait une expérience qui a échoué, la magie du marché apporte la prospérité, Staline était pire que Hitler, etc.

Trotsky, qui notait que les économies capitalistes les plus avancées du monde étaient restées plus productives que l'économie soviétique, observait que les marchandises à bas prix avaient un pouvoir qui pouvait s'avérer, en définitive, plus dangereux pour l'URSS qu'une intervention militaire. Cette observation était, en effet, remarquablement prophétique, mais elle ne faisait que se baser sur l'analyse marxiste que le socialisme doit être construit comme un système mondial. Tant que les financiers de Wall Street, les industriels allemands et les zaibatsu japonais posséderont la plus grande partie des richesses productives de notre planète, on ne pourra nulle part donner réalité à la vision communiste d'une société sans classes et sans Etat. La question que Trotsky posait était : les ouvriers vont-ils renverser la bureaucratie ou bien la bureaucratie va-t-elle dévorer l'Etat ouvrier ? Il n'y avait rien d'abstrait dans cette question. Trotsky a consacré sa vie, jusqu'à ce qu'il soit assassiné par Staline, à chercher à rallier le prolétariat d'URSS et du reste du monde à la défense des acquis d'Octobre, en grande partie en se battant pour de nouvelles révolutions d'Octobre.

**Genèse et évolution de la théorie du « collectivisme bureaucratique » de Shachtman**

Ce qui a engendré la théorie shachtmaniste d'une « nouvelle classe » en URSS, c'est l'abandon, par un morceau du parti trotskyste américain, de la défense militaire inconditionnelle de l'URSS au moment où cela comptait. Ce qui l'a précipitée, c'est le pacte Hitler-Staline de 1939, qui a eu un impact énorme dans les milieux petits-bourgeois

« progressistes ». Dans la période précédente qui était celle de la lune de miel front populiste avec le « New Deal » de Roosevelt, ceux-ci se considéraient dans un certain sens comme des « amis » de l'URSS. Mais en réalité c'est à la « démocratie » américaine qu'ils restaient profondément attachés. Max Shachtman, James Burnham et Martin Abern, tous membres du comité directeur du Socialist Workers Party (SWP), le parti trotskyste américain, sont tombés d'accord en 1939-1940 pour remettre en question le programme trotskyste de défense de l'URSS établi depuis longtemps. Etant donné la situation en Europe, qui était en guerre, la bataille dans la section américaine a remplacé la bataille qui, autrement, aurait pu avoir lieu dans la Quatrième Internationale toute entière.

Léon Trotsky, dans la dernière importante bataille de sa vie, a mené la contre-attaque contre les partisans de Shachtman. Dans une série de polémiques dévastatrices qui furent par la suite publiées par le SWP, en 1942, sous le titre de *Défense du marxisme*, Trotsky soulignait que l'alliance militaire et diplomatique de Staline avec Hitler ne changeait rien au caractère de classe de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique qu'il avait analysé dans *la Révolution trahie*. Il montra comment la minorité du SWP américain avait, en renonçant à la défense de l'URSS, renoncé aussi aux fondements théoriques du marxisme révolutionnaire lui-même. Il tourna en ridicule l'argument de la minorité américaine qui prétendait que défendre l'URSS *militairement* en Finlande et en Pologne revenait à soutenir *politiquement* la bureaucratie stalinienne.

La défense de l'URSS avait été une source continue de dissension dans le mouvement trotskyste. Dans la bataille de 1939-1940, Trotsky répéta les arguments qu'il avait faits : en 1929 contre les membres de l'Opposition de gauche qui avaient refusé de défendre l'URSS contre la Chine lors du conflit sur le chemin de fer de l'Est chinois ; contre Hugo Urbahns, qui avait généralisé cette position et déclaré que l'URSS était « capitaliste d'Etat » ; contre Yvan Craipeau en France, qui insistait en 1937 que la bureaucratie soviétique était une nouvelle classe dominante ; contre James Burnham et Joe Carter, qui dès 1937 avaient pris le chemin du révisionnisme lorsqu'ils argumentèrent que l'URSS ne pouvait plus être considérée comme un Etat ouvrier, tout en prétendant défendre la propriété collectivisée et l'économie planifiée (jusqu'au pacte germano-soviétique).

La véritable raison pour laquelle les partisans de Shachtman ont abandonné le programme de la Quatrième Internationale, c'est qu'ils ont plié sous la pression de l'opinion publique bourgeoise. En 1939-1940, James P. Cannon, le fondateur du trotskysme américain, montra dans ses documents publiés par la suite dans l'ouvrage *The Struggle for a Proletarian Party* [La lutte pour un parti prolétarien] (l'ouvrage allant de pair avec *Défense du marxisme* de Trotsky) qu'il y avait un lien entre la politique de Shachtman et sa base, les couches petites-bourgeoises du parti, inconstantes et irrésolues, et qui n'avaient pas rompu avec leur milieu historique. En fait, le bloc anti-Cannon de 1939-1940 n'avait pas d'analyse cohérente de la nature de l'Etat soviétique. James Burnham en était venu à penser que l'Union soviétique était une nouvelle forme de société de classe. Il dénigrait déjà ouvertement le matérialisme dialectique ; quelques mois plus tard il allait abandonner ses alliés fractionnels et le mouvement marxiste lui-même. Abern et sa clique prétendaient avoir la position que l'URSS était un Etat ouvrier dégénéré mais, depuis très longtemps, ils faisaient passer des récriminations organisationnelles mesquines contre le

« régime » de Cannon avant le programme ou les principes révolutionnaires. Shachtman affirmait qu'il n'avait pas de position sur l'Etat soviétique et disait que de toute façon cela n'avait aucun rapport avec la question « concrète » en discussion. Dans un des derniers textes qu'il ait écrits en tant que membre du SWP, il prétendait que si elle était *vraiment* menacée d'invasion impérialiste, il défendrait l'Union soviétique.

Moins d'un mois après avoir quitté le SWP pour fonder le Workers Party (WP), le bloc oppositionnel se morcela. Burnham renonça au marxisme et retourna dans son milieu d'universitaires bourgeois ; en 1941 il écrivit *The Managerial Revolution* [La révolution directoriale, traduit en français sous le titre *l'Ere des organisateurs*] où il affirmait que l'Allemagne de Hitler et la Russie de Staline étaient les précurseurs d'un nouveau type de société de classe bureaucratique. Shachtman et ses partisans (avec Abern qui poursuivit ses manœuvres cliquistes jusqu'à sa mort en 1947) généralisèrent leur défaillance première et affirmèrent que l'URSS était une nouvelle forme de société de classe, du « collectivisme bureaucratique ».

La minorité derrière Shachtman avait escompté emmener avec elle près de 40 % du parti, ainsi que la majorité de l'organisation de jeunesse du SWP, c'est-à-dire environ 800 membres. Mais en automne 1940, le WP annonçait seulement 323 membres. Cela créa un bref et léger rebondissement, comme à la Bourse après une soudaine faillite : le centre de gravité du Workers Party des débuts bascula à la gauche de l'opposition petite-bourgeoise d'origine car les éléments les plus droitiers, Burnham en premier, avaient profité du fait qu'ils quittaient le SWP pour quitter complètement la politique. Durant la Deuxième Guerre mondiale, le Workers Party fut une formation centriste de gauche, qui tâtonnait pour mettre sur pied une théorie bien élaborée pour justifier le fait qu'ils avaient abandonné la défense de l'URSS.

Quand Hitler se tourna contre Staline (ce que Trotsky avait prédit) et envahit l'URSS en juin 1941, il y eut une bataille dans le WP pour décider s'il fallait ou non défendre l'Union soviétique. Une poignée de leurs jeunes, à Los Angeles, retourna au SWP quand le WP refusa d'être fidèle à l'engagement pris par Shachtman auparavant de défendre l'URSS en cas d'invasion. La position du WP de neutralité de classe dans la guerre entre l'Allemagne et l'URSS fut un pas de géant supplémentaire dans la consolidation de son cours révisionniste.

Mais l'alliance entre l'URSS et les Etats-Unis après juin 1941 mit en sourdine l'antisoviétisme à l'intérieur du pays et permit au « troisième camp » de garder une apparence relativement gauche. Avec le développement de l'industrie de guerre, les jeunes petits-bourgeois du WP, auparavant en chômage chronique, trouvèrent du travail dans l'industrie et gagnèrent une certaine influence dans les syndicats. Ils se trouvèrent en concurrence avec le SWP, en tant qu'opposition lutte de classe aux sociaux-patriotes de la bureaucratie syndicale rooseveltienne et au Parti communiste stalinien. Le WP se considérait comme une section de la Quatrième Internationale ; à la fin de la guerre il y eut des négociations de « réunification » entre le SWP et le WP, qui avortèrent.

En 1948, Shachtman tourna définitivement le dos à la Quatrième Internationale ; cela reflétait son virage rapide à droite alors que l'antisoviétisme bourgeois retrouvait toute sa vigueur avec la guerre froide. En 1949, le Workers Party, qui n'aspirait plus à diriger la classe ouvrière américaine,



AP



Der Spiegel

**La révolution politique prolétarienne de 1956 en Hongrie : des ouvriers insurgés démontent une statue de Staline. L'officier hongrois Pal Maleter (à droite) dit : « Il n'y aura plus jamais de capitalistes ni de propriétaires fonciers en Hongrie. »**

changea son nom et s'appela Independent Socialist League (ISL – Ligue socialiste indépendante). La plupart des jeunes du WP avaient depuis longtemps quitté les syndicats pour l'université ou des carrières petites-bourgeoises. Le tirage de *Labor Action*, le journal de Shachtman, qui était de 20-25 000 exemplaires pendant la Deuxième Guerre mondiale, était tombé à un peu plus de 3 000 en 1953. L'ISL était social-démocrate par procuration, avançant la possibilité d'une voie pacifique au socialisme dans la Grande-Bretagne d'Attlee après la guerre, et essayant de faire pression sur Walter Reuther, bureaucrate du syndicat de l'automobile, pour former un parti travailliste. Mais les bureaucraties de l'AFL et de la CIO étaient à l'avant-garde de la croisade anticommuniste. Aussi lorsqu'ils se liquidèrent dans la lie de la social-démocratie américaine en 1958, les partisans de Shachtman en étaient arrivés à déclarer : « Nous ne souscrivons à aucune croyance connue sous le nom de léninisme ou définie comme telle. Nous ne souscrivons à aucune croyance connue sous le nom de trotskysme ou définie comme telle » (*New International*, printemps-été 1958). Ils ne tardèrent pas à se désintégrer. Shachtman et ses co-penseurs les plus proches finirent aux côtés de George Meany, dans l'aile droite la plus anti-communiste du Parti démocrate, tandis que Michael Harrington gravitait autour de l'aile plus « progressiste » du Parti démocrate et qu'Al Draper fricotait avec la Nouvelle Gauche de Berkeley, aidant à fonder Independent Socialists, le pré-curseur de l'ISO américaine.

### Un programme emballé dans une « théorie »

Dans la gauche, la version cliffiste du « capitalisme d'Etat » est mieux connue aujourd'hui que celle du « collectivisme bureaucratique » qui l'a précédée, mais la différence entre ces deux théories est plus une question de contexte que de contenu fondamental. Le cliffisme est l'analogue britannique du shachtmanisme américain ; ils sont basés sur une impulsion et un programme politique identiques mais ils s'expriment sur un terrain national différent.

Le mouvement trotskyste britannique était déjà très fragmenté et enfoui dans le Parti travailliste britannique au pouvoir lorsque Cliff capitula sous la pression de l'offensive impérialiste de la guerre froide lors de la guerre de Corée. C'est pourquoi la lutte contre le révisionnisme de Cliff ne

provoqua pas de polarisation définitive entre tendances petite-bourgeoise, d'une part, et prolétarienne, d'autre part, comme la bataille de 1940 le fit dans le trotskysme américain. Mais la rupture de Cliff avec le marxisme révolutionnaire fut au moins aussi décisive du point de vue programmatique. Cliff avait déjà déclaré son intention de rejeter toute l'expérience soviétique et il élaborà sa théorie du « capitalisme d'Etat » pour justifier le fait qu'il cessait de défendre le premier Etat ouvrier de l'histoire. Comme il opère en Grande-Bretagne, et que sa capitulation à l'ordre social bourgeois se fait par l'intermédiaire de la social-démocratie de la « petite Angleterre », Cliff peut se donner des airs plus « gauche » que Shachtman dans sa dernière période.

Au niveau de la « théorie », Cliff rejeta l'idée que la bureaucratie était une nouvelle classe dominante « collectiviste bureaucratique » et ressuscita la conception de Kautsky selon laquelle l'URSS était simplement une forme de capitalisme. Cliff a obtenu ses prétendues lettres de noblesse en tant que théoricien avec son ouvrage de 1955, *Stalinist Russia : A Marxist Analysis* [La Russie stalinienne : une analyse marxiste]. Il essaie dans cet ouvrage de faire une analyse économique soi-disant marxiste pour prouver la nature « capitaliste d'Etat » de la bureaucratie soviétique, en se contentant de redéfinir grossièrement et malhonnêtement des termes qui ont une définition précise pour les marxistes : concurrence, accumulation du capital, marchandise, valeur, etc. Selon Cliff, une classe capitaliste « collective » (ce qui est déjà une absurdité en termes marxistes) est poussée à accumuler les profits pour concurrencer militairement l'Occident capitaliste ; ce faisant elle génère une économie de marché régie par la loi de la valeur. Cliff a dû faire énormément violence à la réalité soviétique pour faire passer sa « théorie ». (Cf. « The Anti-Marxist Theory of "State Capitalism" – A Trotskyist Critique », *Young Spartacus* n°s 51-53, février, mars et avril 1977. Pour des arguments contre la fausseté de la théorie du « capitalisme d'Etat », grâce à une étude de l'économie marxiste classique, voir en particulier « The Theory of State Capitalism – The Clock without a Spring » [La théorie du capitalisme d'Etat – une montre sans ressort] de Ken Tarbuck, publié dans la série britannique *Marxist Studies* tome 2 n° 1, hiver 1969-1970, reproduit en juillet 1973 dans le n° 5 de *Marxist Studies* de la SL/US).



DPA

**Afghanistan:**  
 les islamistes soutenus par  
 la CIA tuaient les instituteurs  
 qui apprenaient à lire aux  
 filles. Lorsque les troupes  
 soviétiques sont intervenues en  
 défense du régime nationaliste  
 progressiste, la LCI a dit: « Salut  
 à l'Armée rouge ! Etendez les  
 acquis d'Octobre aux peuples  
 afghans ! » Aujourd'hui LO  
 accuse l'intervention soviétique  
 d'avoir pavé la voie aux talibans.  
 Mais c'est le retrait des troupes  
 par Gorbatchev qui leur a laissé  
 la voie libre.

**LE MOIS**  
**DU MOIS**

— 4 octobre 1996

tenue par l'URSS. Et en ayant pendant huit années fait la guerre à tout un peuple, la bureaucratie russe n'avait pas seulement donné la preuve de son ignominie et du fait qu'elle n'était pas plus respectueuse du

droit des peuples que ne l'avaient été, par exemple, la France ou les Etats-Unis en Indochine; elle avait surtout pavé la voie aux forces les plus réactionnaires et obscurantistes. Celles-là mêmes dont les talibans sont une des multiples versions locales.

Les arguments de Cliff, et de Shachtman avant lui, rejoignent ceux de gens qui soutenaient farouchement la guerre froide, et ceux de sociaux-démocrates qui ont fait carrière dans la croisade anticommuniste dans le monde entier; parfois même ces arguments leur ont ouvert la voie. Bien qu'il ait fallu, comme nous l'avons vu, un certain temps pour que les implications antisoviétiques de la rupture de Shachtman avec le trotskysme se développent jusqu'au bout, celui-ci, lorsqu'il est mort en 1972, avait été les dix dernières années de sa vie un social-patriote pur et dur qui avait même soutenu la tentative de l'impérialisme US de noyer la révolution sociale vietnamienne dans le sang. Mais c'est peut-être en tant que conseiller de la bureaucratie du syndicat des enseignants américains que Shachtman a rendu le plus de services à l'impérialisme. La politique de cette bureaucratie était la quintessence du syndicalisme de l'« AFL-CIA ». Cette confédération syndicale jouait un rôle d'auxiliaire du Département d'Etat US et a soutenu, y compris financièrement, des gangsters anticommunistes qui écrasaient les syndicats de gauche combattifs en Europe de l'Ouest après la Deuxième Guerre mondiale. Elle a aussi fourni une couverture « ouvrière » aux milieux fascistes des prétendues « nations captives » qui travaillaient activement à la contre-révolution dans le « bloc soviétique ».

Le « collectivisme bureaucratique » repose essentiellement sur le syllogisme suivant: les moyens de production appartiennent à l'Etat, l'Etat « appartient » à la bureaucratie (autrement dit elle le contrôle); la bureaucratie « possède » donc les moyens de production et constitue une classe dirigeante. Mais pour que quelqu'un puisse profiter de façon durable de la propriété il faut qu'il la possède personnellement. C'est le fond de la question de l'exploitation. Le « collectivisme bureaucratique » fait fi des bases mêmes du marxisme, à savoir qu'il y a deux classes fondamentales dans la société capitaliste, le prolétariat et la bourgeoisie, qui sont déterminées par les rapports avec les moyens de production. Selon la théorie de Shachtman, il y aurait une nouvelle classe dirigeante « bureaucratique » qui ne serait pas définie par la propriété privée des moyens de production. D'après Shachtman, le « collectivisme bureaucratique » pouvait devenir le mode de production dominant à l'échelle mondiale, rivalisant tant avec le capitalisme qu'avec le socialisme.

La théorie de Shachtman est un produit de son époque. Aux Etats-Unis dans les années 1930, l'idée que les grandes entreprises n'étaient plus contrôlées par leurs propriétaires mais par leurs directeurs, était une idée très en vogue. *The Modern Corporation and Private Property* [L'entreprise moderne et la propriété privée], de A.A. Berle et G.C.

Means, exprimait cette conception et elle avait beaucoup d'influence. (Evidemment, avec la crise économique des années 1930, il était beaucoup plus facile de prétendre que la propriété n'avait pas d'importance dans la société capitaliste, puisque de toute façon, les actions ne produisaient pas de dividendes.) C'est cette vision impressionniste d'une nouvelle élite de directeurs d'entreprise qui a inspiré James Burnham, l'ancien théoricien de Shachtman, lorsqu'il a écrit *The Managerial Revolution*.

Selon la théorie du collectivisme bureaucratique, ce qui est censé être la force motrice de l'histoire de l'humanité c'est la soif du pouvoir en soi, pas l'accumulation de biens privés. La logique derrière cette idée, c'est aussi un profond pessimisme historique, lorsqu'on ne voit plus aucune possibilité que le prolétariat révolutionnaire acquière la conscience de classe nécessaire pour faire sortir l'humanité de son impasse historique. Pour paraphraser George Orwell dans son essai daté de 1946 « James Burnham and the Managerial Revolution » [James Burnham et la révolution directoriale], pour Burnham, le sort de la plus grande partie de l'humanité c'est « d'avoir la botte en pleine figure, pour toujours ». Le pessimisme historique en ce qui concerne la perspective de révolution prolétarienne a conduit beaucoup de ceux qui ont quitté le mouvement trotskyste à cette époque à se réconcilier avec l'impérialisme « démocratique ». La logique de leur désespoir a conduit Victor Serge, l'ancien collaborateur de Trotsky, et Chen Duxiu, le fondateur du trotskysme chinois, dans le camp des « Alliés » impérialistes lors de la Deuxième Guerre mondiale.

Pour les marxistes, une classe dirigeante c'est une couche de gens qui se définissent essentiellement par le fait qu'ils possèdent les moyens de production, et non pas par leur idéologie, leur moralité (ou l'absence de celle-ci), leur soif de pouvoir, leur niveau de vie, etc. La question n'est pas de faire une description péjorative de la réalité soviétique, mais d'analyser les lois qui déterminent dans quel sens elle évolue et dans quelle direction elle va. Voici ce que Trotsky répondait aux premiers défenseurs de la théorie du « capitalisme d'Etat »:

« Les tentatives faites pour présenter la bureaucratie soviétique comme une classe "capitaliste d'Etat" ne résistent visiblement pas à la critique. La bureaucratie n'a ni titres ni actions. Elle se recrute, se complète et se renouvelle grâce à une hiérarchie administrative, sans avoir de droits particuliers en matière de propriété. Le fonctionnaire ne peut pas transmettre à ses héritiers son droit à l'exploitation de l'Etat. Les privilèges de la bureaucratie sont des abus. Elle cache ses revenus. Elle feint de ne pas exister en tant que groupement social. Sa mainmise sur une part énorme du revenu national est un fait de parasitisme social. Voilà ce qui rend la situation



des dirigeants soviétiques au plus haut point contradictoire, équivoque et indigne, en dépit de la plénitude de leur pouvoir et de l'écran de fumée de la flagornerie. »

Et il poursuivait :

« On objectera peut-être que peu importe au gros fonctionnaire les formes de propriété dont il tire ses revenus. C'est ignorer l'instabilité des droits du bureaucrate et le problème de sa descendance. Le culte tout récent de la famille soviétique n'est pas tombé du ciel. Les privilèges que l'on ne peut léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur. Or, le droit de tester est inséparable du droit de propriété. Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe possédante. »

— la *Révolution trahie*

### Les « théories » de Shachtman et Cliff se cassent la figure

En tant que pronostic pour l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, toutes les théories de « nouvelle classe » se sont avérées être de la blague. La caste bureaucratique était *incapable* de se comporter en classe dirigeante. Ceux qui détenaient le pouvoir, mais sans que ce pouvoir soit enraciné dans la propriété privée individuelle des moyens de production, ne pouvaient pas se comporter comme Alfred Krupp, Henry Ford, les Rockefeller ou même Guillaume le Conquérant. Dans son recueil d'œuvres shachtmanistes, Matgamma n'essaye pas de confronter les élucubrations de Shachtman à la réalité du déroulement de l'histoire, comme les révoltes ouvrières en Europe de l'Est dans les années 1950, et l'effondrement final du stalinisme en 1990-1991. Cela seul montre le caractère complètement stérile du livre.

L'exemple de la Révolution hongroise de 1956 à lui seul réfute la conception que la bureaucratie stalinienne serait une *classe* dominante. La bureaucratie, confrontée à une révolution politique ouvrière pro-socialiste contre le régime honni de Rakosi, s'est scindée en deux verticalement et 80 % du Parti communiste s'est rangé du côté de la révolution ouvrière. Pratiquement tout le corps des officiers de l'armée, ainsi que le chef de la police de Budapest, refusèrent de réprimer l'insurrection ouvrière. Quelle classe dirigeante se comporterait ainsi ?

Nous nous sommes *battus* de toutes nos forces (limitées) pour mobiliser le prolétariat de la RDA dans la révolution politique ouvrière naissante en 1989-1990, et plus tard pour mobiliser le prolétariat en Union soviétique, pour vaincre la contre-révolution qui gagnait du terrain. Nous avons combattu les héritiers de Staline qui étaient en train d'abdiquer, et qui ont purement et simplement livré aux capitalistes les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est d'abord (en particulier la RDA) et ensuite l'URSS. Beaucoup des ouvriers allemands ou soviétiques, auxquels nous faisons connaître la *Révolution trahie* de Trotsky, nous disaient qu'il leur semblait que les descriptions de la vie sous le stalinisme qui s'y trouvaient venaient d'être écrites. L'idéologie stalinienne dictée par le désir de la bureaucratie de se maintenir dans sa position privilégiée, était un pot-pourri éclectique de terminologie marxiste servant à camoufler un programme totalement anti-marxiste de « socialisme dans un seul pays » et de « coexistence pacifique », et qui définissait l'« anti-impérialisme » comme une lutte entre des peuples « progressistes » et des peuples « réactionnaires ». Les stalinien ont *perversi* le marxisme. Ils ont ainsi politiquement désarmé la classe ouvrière, l'ont désagrégée avec la répression, détruisant ainsi la seule base, à long terme, de la dictature du prolétariat : une classe ouvrière consciente

se battant pour ses intérêts historiques.

Dans la *Révolution trahie*, Trotsky explique que la survie des acquis d'Octobre dépend non seulement des fondements économiques de l'Etat ouvrier mais aussi de la conscience de classe du prolétariat soviétique : « Ses dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre, mais ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance, qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inéluçabilité de la révolution mondiale. »

### Shachtman-Cliff : anticommunisme contre marxisme

Les documents publiés dans *The Fate of the Russian Revolution : Lost Texts of Critical Marxism Volume I* montrent à quel point la théorie de Shachtman a varié selon les besoins. Cela montre bien que le « collectivisme bureaucratique » n'était d'aucune utilité pour essayer de comprendre la réalité et de prévoir son développement. Shachtman commence par argumenter lors de la bataille fractionnelle de 1939-1940 qu'on ne pouvait pas défendre l'Union soviétique parce que les stalinien *ne* changeraient *pas* les rapports de propriété en Finlande et dans les Etats baltes. Mais en 1948, lui et le reste des idéologues du Workers Party argumentèrent qu'on ne pouvait pas défendre l'Union soviétique parce qu'en Europe de l'Est l'Armée rouge *transformait* les rapports de propriété capitalistes (preuve supposée qu'elle était une nouvelle classe dominante).

Quand il a quitté le SWP, Shachtman affirmait que les révolutionnaires devaient défendre la propriété collectivisée en URSS si l'impérialisme la mettait *vraiment* en danger. Et il continuait de l'affirmer dans les pages de *New International* en décembre 1940. Mais lorsqu'Hitler envahit l'Union soviétique en juin 1941, et que la défense de l'URSS devint opérationnelle, il changea de musique et prétendit que la défense de l'URSS n'était pas permise parce que l'URSS était dans une alliance militaire avec le camp impérialiste « démocratique ».

La seule fois où Shachtman a essayé d'« élaborer une théorie » originale, il a affirmé dans « Is Russia a Workers' State ? » [La Russie est-elle un Etat ouvrier ?] en décembre 1940 qu'en URSS on avait du « socialisme d'Etat bureaucratique » mais que les révolutionnaires devraient tout de même défendre ses « formes de propriété » collectivisées tout en reconnaissant qu'il n'y avait pas de « rapports de propriété » collectivisés. Cette distinction complètement fallacieuse entre les formes et les rapports de propriété, qui n'a aucune base marxiste, fut l'objet d'une critique dévastatrice de la part de Joseph Hansen (dans « Burnham's Attorney Carries On » [L'avocat de Burnham continue], *Fourth International*, février 1941). Joe Carter polémiqua aussi contre cette fausse dichotomie inventée par Shachtman. Dans son recueil, Matgamma a reproduit l'article de Carter, « Bureaucratic Collectivism » (*New International*, septembre 1941), mais *sans* l'attaque contre Shachtman.

Quand le Workers Party adopta la position que la bureaucratie soviétique était une classe dominante « collectiviste bureaucratique » à part entière, en décembre 1941, il singea Trotsky et continua d'argumenter que la domination stalinienne était un phénomène unique à l'URSS, et que ce phénomène provenait de l'isolement déformant du premier Etat ouvrier. Il prétendait donc qu'il existait une classe dominante qui n'avait ni passé ni avenir, qui n'avait pas nécessairement

de rapport avec les moyens de production, une classe dont « l'idéologie » officielle niait le fait même qu'elle existait.

Quand l'Armée rouge occupa l'Europe à la fin de la guerre, le collectivisme bureaucratique devint carrément de la stalinophobie et le Workers Party insista que le bureaucratisme stalinien faisait concurrence à l'impérialisme pour la domination du monde :

« Ce que nous avons concrètement devant nous, c'est que la Russie stalinienne est devenue un empire réactionnaire à part entière, qui opprime et exploite non seulement le peuple russe mais une douzaine d'autres peuples et nations et qui le fait de la façon la plus cruelle et la plus barbare. [...] »

« La théorie selon laquelle les partis staliniens (comme les organisations traditionnellement réformistes) sont des agents de la classe capitaliste, qu'ils "capitulent devant la bourgeoisie", est fondamentalement fautive. Ils sont les agents du collectivisme bureaucratique russe. »

— Résolution du Workers Party, *New International*, avril 1947 (reproduit dans *The Fate of the Russian Revolution*)

Trotsky s'attendait à ce que la fragile bureaucratie stalinienne soit renversée dans les soulèvements prolétariens qui résulteraient inévitablement de la Deuxième Guerre mondiale. Au lieu de cela, les partis réformistes staliniens et sociaux-démocrates firent dévier les luttes de la classe ouvrière à la fin de la guerre, permettant ainsi aux armées alliées qui avançaient de restabiliser l'ordre capitaliste en Europe. En Europe de l'Est, l'occupation par l'Armée rouge chassant les nazis et les bourgeoisies qui s'étaient ralliées à eux, offrit un moment de répit. Ce sont des raisons militaires de sécurité qui obligèrent Staline à créer les Etats ouvriers déformés en Europe de l'Est, car les Alliés impérialistes se retournaient contre leur ancien allié et commençaient la guerre froide. En Yougoslavie et, en 1949, en Chine, des révolutions basées sur la paysannerie et dirigées par des forces communistes, créèrent aussi des Etats ouvriers déformés.

Les articles de Shachtman que Matgamna exhibe fièrement dans son recueil sont imprégnés d'anticommunisme de guerre froide. C'est flagrant dans des affirmations comme : « C'est dans les camps de travail forcé qu'on voit le stalinisme dans sa forme la plus pure » (article de Louis Jacobs [Jack Weber] publié par Matgamna), ou bien « le travail forcé n'est pas une excroissance accidentelle ou superficielle du régime stalinien ; cela en fait partie intégrale, c'est inhérent, irremplaçable » (article de décembre 1947 dans *New International* que Matgamna n'a pas reproduit). Le goulag stalinien, dont le but était la répression politique et non l'exploitation économique, était effectivement un système de travaux forcés en Sibérie et dans d'autres endroits où il n'était pas possible de faire venir volontairement des ouvriers pour de bas salaires. Mais de telles méthodes sont inadéquates pour des travaux demandant des qualifications ou une formation. On put constater plus tard que ces méthodes étaient loin d'être « irremplaçables » dans l'économie soviétique : avec la libéralisation qui suivit la mort de Staline, elles furent remplacées plus rationnellement par des avantages financiers. Avec la contre-révolution capitaliste par contre, la population sibérienne est devenue un surplus, ils sont exclus

de l'économie, condamnés à mourir de faim, de maladie et de froid.

Lorsque l'Etat ouvrier dégénéré soviétique fut finalement détruit par les héritiers de Staline, cela se passa d'une façon remarquablement conforme à ce que Trotsky avait prévu. Comme il avait écrit en 1936 :

« La société bourgeoise a maintes fois changé, au cours de sa carrière, de régimes et de castes bureaucratiques sans modifier ses assises sociales. [...] Le pouvoir ne pouvait que seconder ou entraver le développement capitaliste ; les forces productives, fondées sur la propriété privée et la concurrence, travaillaient pour leur propre compte. Au contraire, les rapports de propriété établis par la révolution socialiste sont indissolublement liés au nouvel Etat qui en est le porteur. [...] »

« La chute du régime soviétique amènerait infailliblement celle de l'économie planifiée et, dès lors, la liquidation de la propriété étatisée. Le lien obligé entre les trusts et entre les usines au sein des trusts se romprait. Les entreprises les plus favorisées seraient livrées à elles-mêmes. Elles pourraient devenir des sociétés par actions ou adopter toute autre forme transitoire de propriété telle que la participation des ouvriers aux bénéfices. Les kolkhozes se désagrègeraient également, plus facilement encore. La chute de la dictature bureaucratique actuelle sans son remplacement par un nouveau pouvoir socialiste annoncerait ainsi le retour au système capitaliste avec une baisse catastrophique de l'économie et de la culture. »

— *la Révolution trahie*

### Le stalinisme fossoyeur des révolutions, fossoyeur des Etats ouvriers

Dans la désintégration du stalinisme au cours des décennies, ainsi que dans la destruction de la conscience de classe prolétarienne par les staliniens, les différences de génération ont joué un rôle important. Le régime de terreur et de mensonges a beaucoup contribué à extirper l'idéalisme socialiste de la conscience des masses ouvrières. Staline, avec sa théorie de « socialisme dans un seul pays », pour commencer, poussait à ce que ce soit l'idéologie nationaliste qui serve de fondement à la loyauté à l'Etat. Le nationalisme russe a beaucoup contribué à la victoire de l'URSS sur Hitler dans la Deuxième Guerre mondiale. (L'armée soviétique s'était d'abord effondrée, démoralisée par les purges sanglantes de Staline, ce qui permit aux nazis d'envahir d'immenses étendues de territoire soviétique.)

Après la mort de Staline en 1953, la bureaucratie soviétique ne pouvait plus se permettre d'avoir recours à la terreur contre l'opposition politique ou les délits économiques. L'économie en URSS et en Europe de l'Est se remettait de la dévastation causée par la guerre, et il y eut une série de soulèvements et mouvements de protestation ouvriers pro-socialistes en Allemagne de l'Est, Hongrie et Pologne qui étaient une menace pour les régimes staliniens. Les années Krouchtchev furent donc marquées par une production accrue de biens de consommation et par une amélioration générale du niveau de vie des ouvriers. Sous le régime de Brejnev, la corruption à grande échelle détériora considérablement ce qui restait de valeurs égalitaristes dans la population. Et la génération de bureaucrates qui suivit, dont Gorbatchev est l'exemple type, reflétait le poids dans la société soviétique d'une couche privilégiée d'enfants de bureaucrates, de technocrates et d'autres aspirants yuppies, dont le rêve était de parader dans les capitales de l'Ouest avec leurs homologues de la Harvard Business School et d'avoir des revenus comparables aux leurs. Au sein de cette couche, qui commença par faire des expériences de « socialisme de marché » sous prétexte que c'était le seul moyen de revitaliser

Visitez le site Web de la LCI !  
[www.icl-fi.org](http://www.icl-fi.org)



Société des Amis de l'Afghanistan



Le Bolchévik

**Des miliciennes afghanes prennent les armes contre les assassins islamistes soutenus par la CIA. Les organisations de défense de la LCI (ci-dessus, en France) ont fait une campagne d'aide aux victimes du siège de Jalalabad.**

l'économie soviétique (il n'était évidemment pas question pour eux de rétablir la démocratie ouvrière), il n'y eut guère de scrupules à carrément bazarder l'idéologie stalinienne : le « socialisme » avait échoué, vive le capitalisme. Lorsque Gorbatchev se montra incapable de faire passer son traitement de choc pour « passer au capitalisme en 500 jours », il fut remplacé par Eltsine, ex-bureaucrate stalinien plus brutal, qui s'empressa d'essayer de vendre le pays à l'impérialisme américain.

L'événement central de la contre-révolution en URSS, ce fut le « contre-coup » d'Eltsine en août 1991, contre le coup d'Etat raté des has-beens staliniens de la perestroïka. Les pseudo-trotskyistes antisoviétiques ont, pratiquement tous, ou acclamé Eltsine ouvertement et/ou profité de l'occasion pour déclarer que l'Etat ouvrier dégénéré soviétique était mort sur le coup. La LCI fut la seule à essayer de rallier les travailleurs d'URSS pour qu'ils se soulèvent dans une révolution politique afin de faire échec à la contre-révolution capitaliste. Nous avons diffusé massivement notre article « Ouvriers soviétiques : Faites échec à la contre-révolution d'Eltsine-Bush ! » dans toute l'Union soviétique. En l'absence de résistance massive de la part de la classe ouvrière à la contre-révolution capitaliste qui gagnait du terrain – Eltsine, dont la prise du pouvoir avait été soutenue par l'impérialisme au nom de la « démocratie », consolida sa position et paracheva la destruction de l'Etat ouvrier dégénéré.

La contre-révolution d'Eltsine avait été préparée par l'introduction de mesures économiques connues en Europe de l'Est sous le nom de « socialisme de marché » et en Russie sous le nom de « perestroïka » (restructuration). Tito, en Yougoslavie, avait été un précurseur de la perestroïka de Gorbatchev quand il avait eu recours à des « réformes » orientées vers le marché. Ce qui les caractérisait c'était l'atrophie de la planification centralisée, permettant ainsi que les rapports entre les entreprises soient largement gouvernés par les forces du marché. La décentralisation, basée sur les régions, était étroitement liée à l'abolition du monopole d'Etat sur le commerce extérieur, ce qui poussa très fortement au morcellement du caractère multinational de pays comme la Yougoslavie et l'URSS, car les républiques les plus riches étaient favorisées par les rapports commerciaux établis par les forces du marché. Ces facteurs économiques donnèrent un élan aux

idéologies réactionnaires ; le nationalisme, en particulier en l'absence de capital, servit de bélier à la restauration capitaliste dans l'ex-bloc ex-soviétique, ce qui conduisit directement à l'horreur de la « purification ethnique » tous azimuts dans les Balkans et ailleurs.

Durant toute cette période nous avons, dans notre propagande, mis en garde contre l'impact anti-égalitaire du « socialisme de marché », contre le danger mortel qu'il y a à tolérer la pénétration du capital financier international dans les économies des Etats ouvriers déformés et l'intensification des rivalités nationalistes à l'intérieur de ces Etats. Dans notre brochure *Solidarność : Company Union for CIA and Bankers* [Solidarité roule pour la CIA et les banquiers] (ainsi que dans *Spartacist* édition française n° 18-19) nous avons souligné la responsabilité des staliniens dans la destruction de la conscience historiquement socialiste du prolétariat polonais. Notre analyse et nos prédictions ont été amplement confirmées par les événements, mais on ne dira jamais assez que notre but n'était pas simplement d'analyser mais d'intervenir avec notre programme révolutionnaire pour nous battre pour la conscience socialiste, rallier les ouvriers d'URSS et d'Europe de l'Est à la défense de ce qui restait des acquis d'Octobre contre leurs ennemis mortels à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Dans notre brochure « *Market Socialism* » in *Eastern Europe* [Le « socialisme de marché » en Europe de l'Est], publiée en juillet 1988, nous expliquions :

« Le programme du "socialisme de marché" est fondamentalement un produit du stalinisme libéral. L'autogestion et l'auto-financement des entreprises sont la voie vers le chaos économique. Ils provoquent chômage et inflation, aggravent les inégalités au sein de la classe ouvrière et dans toute la société, créent une dépendance vis-à-vis des banquiers internationaux, intensifient les divisions et les conflits nationaux, et renforcent considérablement les forces intérieures de la restauration capitaliste. [...]

« La question des nationalités a toujours été au cœur de la politique d'"autogestion". La pression sociale pour une décentralisation toujours plus grande est venue *non pas* d'en bas – des ouvriers dans les usines – mais des bureaucraties des républiques les plus riches, la Croatie et la Slovénie. Les effets économiques de la décentralisation politique ont à leur tour provoqué un sentiment d'injustice nationale dans les régions les plus pauvres, et en particulier dans le Kosovo, la région où est concentrée, en Yougoslavie, la minorité albanaise. [...]

« Les mesures de décentralisation des années 60 ont aussi modifié de manière radicale les interactions de l'économie yougoslave avec le marché capitaliste mondial. En 1967, on autorisa les entreprises à conserver une partie des devises qu'elles acquéraient. Depuis lors, la chasse aux devises est une des principales sources de conflits régionaux/nationaux et des conflits entre les entreprises, conduisant parfois à une guerre économique ouverte. [...] »

« Les régimes staliniens ont une *tendance inhérente* à abandonner la planification centralisée en faveur d'un arrangement économique comprenant les éléments principaux suivants : prix et production déterminés par la concurrence des entreprises entre elles ; l'investissement, les rémunérations des gestionnaires et les salaires des ouvriers fonction de la rentabilité des entreprises ; fermeture des entreprises non rentables, avec comme résultat du chômage ; élimination des prix subventionnés, avec comme résultat un taux d'inflation plus élevé ; extension du rôle des petits entrepreneurs capitalistes, en particulier dans le secteur des services ; renforcement des liens commerciaux et financiers avec le capitalisme occidental et japonais, y compris en encourageant les sociétés mixtes (*joint ventures*). Ces mesures ne signifient pas un retour larvé au capitalisme, comme le prétendent beaucoup de commentateurs bourgeois, et un nombre non négligeable de militants de gauche aux idées confuses. Mais elles renforcent bel et bien, à l'intérieur, les forces pour la contre-révolution capitaliste. [...] »

« Dans le cadre du stalinisme, il y a par conséquent une tendance inhérente à remplacer la planification et la gestion centralisées par des mécanismes de marché. Puisque les gestionnaires et les ouvriers ne peuvent pas être soumis à la discipline de la démocratie des soviets (conseils ouvriers), la bureaucratie considère de plus en plus que la seule réponse à l'inefficacité économique est de soumettre les acteurs économiques à la discipline de la concurrence. Restaurer la démocratie ouvrière en Union soviétique n'est pas un idéal abstrait, mais une *condition vitale* pour le renouveau de l'économie soviétique sur une base socialiste. »

— traduit dans le *Bolchévick* n°s 87 et 89, octobre et décembre 1988

Si un régime révolutionnaire était revenu au pouvoir en URSS, il aurait lutté pour étendre la révolution dans les bastions de l'impérialisme mondial, ce qui est une condition indispensable pour construire le socialisme.

## Le programme économique de l'Opposition de gauche

La Nouvelle politique économique (NEP) était un recul temporaire que les Bolchéviks effectuèrent après les destructions causées par la guerre civile. L'économie était alors arriérée et essentiellement paysanne. L'industrie, qui s'était effondrée, était totalement désorganisée. A l'origine, la législation de la NEP, rédigée sous la supervision directe de Lénine, permettait le commerce des produits agricoles mais *restreignait* sévèrement l'emploi de personnel et l'acquisition de terres. Mais Boukharine et Staline transformèrent ultérieurement en politique permanente ce qui était au départ un recul temporaire reflétant les intérêts de classe de la paysannerie. En 1925, beaucoup des restrictions furent levées, ce qui favorisa le développement du capitalisme agricole. Les koulaks et les « Nepmen » furent accueillis à bras ouverts dans le parti, où ils devinrent une aile importante de la bureaucratie en pleine ascension.

Ceux qui prônaient le « socialisme de marché » dans la Russie de Gorbatchev avaient beaucoup de nostalgie pour la NEP du milieu des années 1920, dont Nicolas Boukharine avait été l'avocat idéologique et dont Joseph Staline, son partenaire politique à l'époque, avait dirigé la mise en œuvre. « Enrichissez-vous ! » disait Boukharine aux paysans, déclarant que le socialisme devait se construire « à pas de tortue ». Il avait la position que c'est la demande sur le marché de pro-

duits manufacturés par la petite paysannerie qui devait déterminer l'expansion de la production industrielle en Union soviétique.

E. A. Préobrajensky, dans son ouvrage de 1922, *De la NEP au socialisme*, disait qu'il fallait une « accumulation socialiste primitive » pour accroître les ressources afin de développer la base industrielle de l'Union soviétique. L'Opposition de gauche de Trotsky, à laquelle Préobrajensky appartenait, insistait qu'il fallait une industrialisation rapide et une planification centralisée. Dès avril 1923, dans ses « Thèses sur l'industrie » présentées au Douzième Congrès du parti, Trotsky attira l'attention sur le phénomène de la « crise des ciseaux » (l'insuffisance de produits manufacturés à échanger contre des produits agricoles, ce qui poussait les paysans à refuser de ravitailler les villes). En 1925, Trotsky lança cet avertissement : « Si l'industrie d'Etat se développe plus lentement que l'agriculture [...] ce processus conduira à coup sûr à la restauration du capitalisme » (*Où va la Russie ?*)

Dans son ouvrage classique *Le débat sur l'industrialisation soviétique 1924-1928* (1960), l'historien Alexander Erlich rapporte les débats dans le parti. Ce que l'Opposition de gauche opposait à la politique de Boukharine et de Staline, c'était l'augmentation de la taxation des koulaks pour financer l'industrialisation et « en amenant petit à petit cette partie, la plus nombreuse de la paysannerie [les paysans moyens], au passage à une production collective, au moyen de machines » (*Plate-forme des bolchéviks-léninistes pour le XV<sup>e</sup> Congrès du PC de l'URSS, 1927*). L'Opposition de gauche préconisait l'accélération du rythme de l'industrialisation non seulement pour remédier à la « crise des ciseaux » mais, surtout, pour augmenter le poids social du prolétariat.

La politique de Boukharine encourageait les forces de la contre-révolution sociale en Union soviétique. Comme on pouvait le prévoir, la politique d'« enrichissement » des koulaks conduisit non seulement à l'exacerbation des différenciations de classe dans les campagnes, puisque les paysans pauvres en étaient pratiquement réduits à leur statut d'avant la révolution, celui de métayers, mais elle permit aussi aux koulaks de faire du chantage en refusant d'alimenter les villes. Les Nepmen quant à eux continuaient à se renforcer : à la fin de 1926, près de 60 % de la main-d'œuvre industrielle travaillait dans la petite industrie privée, sous la coupe de petits capitalistes qui contrôlaient l'offre et la distribution. En 1928, les koulaks organisèrent des boycotts de céréales menaçant non seulement d'affamer les villes mais de miner les fondements mêmes de l'Etat ouvrier.

Staline était le chef de la caste bureaucratique conservatrice qui avait usurpé le pouvoir en 1924. Il avait peur pour l'avenir de son régime *qui reposait sur les formes de propriété d'un Etat ouvrier*. La restauration capitaliste mettait en péril les fondements mêmes du pouvoir et des privilèges de la bureaucratie. Il ne pouvait donc pas opter pour cela. Il ne vit pas d'autre solution que de se lancer dans une politique de collectivisation forcée brutale, mal planifiée et mal conçue, pour briser l'échine des koulaks, ainsi que dans une politique d'industrialisation à marche forcée. Lorsqu'il chercha avec ses propres méthodes et pour ses propres raisons à maintenir en place les fondations prolétariennes de l'Etat soviétique, Staline n'eut pas le choix : il dut emprunter certains des éléments principaux du programme de l'Opposition de gauche, qui prônait un développement rapide de l'industrie, ce à quoi il s'était auparavant opposé avec acharnement. Staline rompit

donc son bloc avec Boukharine, dont la politique économique conduisait tout droit à un renversement social de l'Etat ouvrier dégénéré. (Boukharine et ses partisans qui furent exclus internationalement devinrent connus sous le nom d'Opposition de droite.)

Que Cliff et Matgamna datent l'apparition de leur « nouvelle classe dominante » (ou de la restauration capitaliste) à cette période est très révélateur, lorsque l'on prend en compte ces événements. Comme la répression stalinienne contre les koulaks a manifestement empêché la restauration du capitalisme en 1928, c'est sur Boukharine et ses partisans, ceux qui s'opposaient à la bureaucratie de la droite, qu'ils se basent. Ils se mettent donc rétroactivement et, dès le départ, en dehors de l'Opposition de gauche internationale de Trotsky et son programme de défense inconditionnelle, et en opposition à celle-ci.

Aujourd'hui en Chine, le développement de forces économiques menant à la restauration capitaliste dans le cadre d'un Etat ouvrier déformé est déjà beaucoup plus avancé qu'il ne l'était dans la Yougoslavie de Tito ou la Russie de Gorbatchev. Beaucoup des acquis sociaux de la Révolution chinoise ont déjà été détruits. Le chômage a atteint des proportions gigantesques, des entreprises d'Etat sont fermées ou privatisées et on sape le monopole d'Etat du commerce extérieur. La bureaucratie chinoise elle-même participe largement à des « joint ventures » (sociétés mixtes) avec des capitalistes étrangers dans les « Zones économiques spéciales ». Mais la bureaucratie ne peut pas totalement réaliser ses aspirations rétrogrades sans briser la résistance du prolétariat chinois. Une fois de plus la question est posée : soit la révolution politique prolétarienne pour défendre les fondements économiques socialistes de l'Etat, soit une contre-révolution capitaliste soutenue par les impérialistes.

**Post-scriptum : Sean Matgamna, épigone de Shachtman**

Il semble que Sean Matgamna ait débuté dans la politique en tant que membre du Parti communiste stalinien. Mais en 1959 il fut gagné à ce qui était prétendument du trotskysme, version feu Gerry Healy. L'organisation de Healy recruta toute une couche de cadres du Parti communiste après l'insurrection prolétarienne hongroise en 1956, en mettant en

valeur le programme trotskyste de révolution politique prolétarienne pour défendre les acquis anticapitalistes des Etats ouvriers dégénéré et déformés. A la fin des années 1950 début 1960, les healystes, qui venaient de sortir de leur entrisme profond dans le Parti travailliste, faisaient preuve sur le papier, dans des publications comme *Labour Review*, d'une impressionnante orthodoxie et d'une remarquable connaissance des classiques et de l'histoire du marxisme. Mais derrière tout cela il y avait des pratiques politiques profondément crapuleuses qui se sont d'abord manifestées dans un fonctionnement interne bureaucratique. Matgamna fut exclu par Healy en 1963, mais il ne rompit avec sa politique qu'un an plus tard, quand l'organisation de Healy renonça à tout entrisme dans le Parti travailliste. Dans les deux décennies qui suivirent, Matgamna fit de l'entrisme, fusionna ou flirta avec pratiquement toutes les tendances se réclamant du trotskysme en Grande-Bretagne, de la Militant Tendency de Ted Grant, à l'International Socialists de Tony Cliff, en passant par les pablistes et Workers Power.

En 1979, au milieu du tollé impérialiste général lorsque l'Armée rouge intervint en Afghanistan, la tendance de Matgamna, alors dénommée International Communist League, abandonna la position de défense militaire de l'URSS qu'elle avait eue sur le papier, prétendant que les conséquences de l'intervention soviétique – en défense d'un gouvernement nationaliste de gauche qui voulait introduire des réformes agraires limitées et alphabétiser les femmes – étaient « réactionnaires de bout en bout ». Devant l'hystérie anticommuniste de la deuxième guerre froide qui suivit, le groupe de Matgamna qui restait profondément embourbé dans le Parti travailliste, a hurlé avec les loups impérialistes, et soutenu l'organisation antisocialiste et antisémite Solidar-ocsd, soutenu la réunification capitaliste de l'Allemagne, et applaudi à la contre-révolution qui a détruit l'Union soviétique et les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est en 1990-1991.

Aujourd'hui, la tendance de Matgamna qui s'appelle désormais Alliance for Workers Liberty (AWL – Alliance pour la liberté des ouvriers) est toujours embourbée dans le Parti travailliste – en fait dans le New Labour [nouveau Parti travailliste] que Tony Blair essaye de transformer en parti capitaliste en coupant ses liens historiques avec les syndicats.

**Le « socialisme de marché » en Europe de l'Est**

La destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier déformé yougoslave en 1991, à l'instigation de ces mêmes puissances impérialistes qui viennent de mener une guerre de terreur contre la Serbie, a été préparée par les « réformes » de marché pro-capitalistes des régimes staliniens. Cette collection d'articles, parus dans *le Bolchévick* en 1988, analyse comment le « socialisme de marché » a accentué les inégalités sociales et intensifié les divisions nationales et ethniques, alimentant ainsi les forces internes de la contre-révolution capitaliste.

- « La banqueroute du modèle yougoslave »  
*Le Bolchévick* n° 87, octobre 1988
- « Hongrie : le "communisme du goulash" fait faillite »  
*Le Bolchévick* n° 88, novembre 1988
- « Pour la planification centralisée basée sur la démocratie des soviets »  
*Le Bolchévick* n° 89, décembre 1988
- « Gorbatchev réhabilite le dirigeant de l'Opposition de droite – Le dossier Boukharine »  
*Le Bolchévick* n° 85, juillet-août 1988

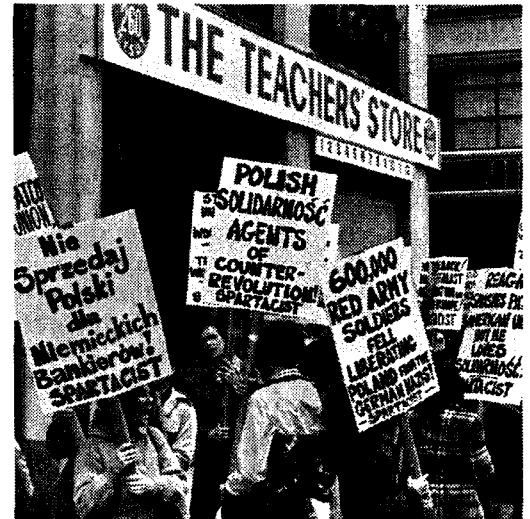
15FF

Pour toute commande : Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris cedex 10, France





Le Bolchévik



Workers Vanguard

**La LCI a dénoncé internationalement Solidarność qui roulait pour la CIA, le Vatican et les banquiers. Manifestations en 1981 : à gauche, banderole de la LTF dans une manifestation à Paris ; à droite, la SL/US manifeste devant le siège du syndicat des enseignants où Solidarność a son bureau.**

Comme tout bon travailliste, l'AWL prend place avec ceux qui veulent donner une façade « ouvrière » à leur servilité par rapport à leur « propre » impérialisme. C'est en Irlande que cela est le plus clair. Les affinités révoltantes des Matgamnistes (ainsi que des taaffistes de Militant Labour, qui s'appellent maintenant Socialist Party) avec des tueurs fascistes pro-impérialistes britanniques comme Billy Hutchinson, le leader du Progressive Union Party (PUP) sont de notoriété publique. L'AWL, qui fait scandaleusement passer le PUP – derrière qui se cachent les assassins de l'Ulster Volunteer Force – pour un représentant légitime de la classe ouvrière protestante, a invité Hutchinson à parler à ses meetings et lui a ouvert les colonnes de son journal. En 1995, l'AWL a invité un certain Ken Maginnis à « débattre » à son camp d'été. C'est le responsable de la « sécurité » du parti unioniste d'Ulster et il émarge comme conseiller au Royal Ulster Constabulary [police d'Irlande du Nord]. Inutile de préciser que l'AWL refuse d'appeler au retrait immédiat des troupes britanniques d'Irlande du Nord, faisant écho au mensonge impérialiste selon lequel ces troupes sont une sorte d'arbitre neutre entre les communautés catholique et protestante, et ne sont pas partie intégrante des forces armées suprémacistes protestantes.

Quand a éclaté la guerre de l'OTAN contre la Serbie, la première guerre à grande échelle en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'AWL a confortablement nagé dans le courant de toute la pseudo-gauche britannique, qui a servilement soutenu le gouvernement capitaliste du New Labour de Blair et sa politique agressive de soutien aux bombardements de l'OTAN qui ont terrorisé la Serbie, ainsi qu'à l'Armée de libération du Kosovo (UCK), fantôme de l'impérialisme de l'OTAN. L'AWL était tellement en faveur de la guerre de l'OTAN dirigée par les USA et la Grande-Bretagne, qu'elle ne s'est même pas donné le mal de faire semblant de s'y opposer en participant aux manifestations pour arrêter la guerre. Par contre elle s'est mobilisée le 10 avril 1999 à Londres pour une manifestation pour le Kosovo qui soutenait avec enthousiasme les bombardements de l'OTAN. Dès le début, alors que Tony Blair lui-même hésitait encore, Matgamna appelait à une intervention terrestre : « Si une intervention terrestre de l'OTAN met fin aux pour-

suites génocides des Serbes contre les Kosovars, nous nous en réjouissons. [...] Les socialistes ne peuvent pas être partiaux et dénoncer l'OTAN et les Etats-Unis sans, soit consentir, soit être indifférents, au génocide impérialiste de la Yougoslavie serbe » (« The Issues for Socialists » [Questions en jeu pour les socialistes], *Action for Solidarity*, 2 avril 1999). Aujourd'hui, en dépit de tous ses grands discours en faveur de « l'indépendance du Kosovo » pendant la guerre, l'AWL ne trouve bien sûr rien à redire au fait que le Kosovo est occupé militairement par les principales puissances impérialistes de l'OTAN, ce qui était l'intention de l'OTAN depuis le début.

Tout au long de ses diverses incarnations politiques des années 1970, Sean Matgamna, qui était en principe pour la défense de l'Union soviétique, proclamait que la question russe était une question « de dixième ordre », qu'elle n'avait rien à voir avec les questions réelles du « trotskysme » britannique dont l'objet, comme le lui avaient enseigné Gerry Healy et Ted Grant, était de « pousser la gauche du Parti travailliste à se battre ». Mais l'illusion que la question russe n'avait pas d'importance n'était possible que pendant la brève période de « détente », quand l'impérialisme américain, affaibli par sa défaite face aux ouvriers et paysans vietnamiens, eut besoin de gagner un peu de temps avant de repasser à l'offensive. En 1979, le gouvernement impérialiste américain de Carter saisit le prétexte de l'intervention soviétique en Afghanistan, en soutien au gouvernement modernisateur nationaliste de gauche, pour lancer sa croisade antisoviétique des « droits de l'homme » qui marqua le début de la deuxième guerre froide. Pratiquement toute la gauche, toutes tendances confondues, se joignit alors à la campagne antisoviétique et se rangea du côté des milices islamistes sanguinaires et de leurs parrains de la CIA. Matgamna aussi se précipita pour rejoindre le défilé. Tout à coup la défense de l'URSS, la question de « dixième ordre », devenait la question centrale du serment de fidélité à l'impérialisme britannique et mondial.

Pour parachever sa capitulation devant l'antisoviétisme bourgeois, l'organisation de Matgamna, en 1988, adopta la position que le stalinisme était une nouvelle forme de société de classe, et que la bureaucratie était une « classe dominante

bureaucratique et monopoliste d'Etat ». La « découverte » d'une nouvelle forme de société de classe intermédiaire entre le capitalisme et la dictature du prolétariat, était en essence une nouvelle mouture du « collectivisme bureaucratique » de Shachtman. Lorsqu'il s'agit d'anticommunisme travailliste « de la petite Angleterre », Matgamna est encore plus fanatique que Cliff. Matgamna a ressuscité Shachtman parce qu'il avait besoin de se distinguer du SWP de Cliff au niveau théorique. Ce dernier occupe en effet en Grande-Bretagne le terrain du pseudo-trotskyisme réformiste auquel Matgamna aspire. De plus, Matgamna est tellement profondément enfoncé dans le social-patriotisme que la fin peu glorieuse de Shachtman ne lui fait plus peur.

Bien sûr le Shachtman qui ressort des pages de *The Fate of the Russian Revolution: Lost Texts of Critical Marxism* est façonné au goût de la gauche actuelle, celle de la « mort du communisme ». Le vrai Shachtman était un personnage équivoque. Il avait été communiste et avait été l'un des fondateurs du SWP, mais sa rupture avec le trotskysme l'avait amené à devenir le serviteur de notre ennemi de classe.

Comme nous l'avons vu précédemment, Shachtman, dans la période qui a suivi sa scission d'avec le SWP de Cannon, apparaissait plutôt comme un centriste, qui faisait parfois des critiques correctes, d'un point de vue de gauche, des problèmes et des manquements théoriques dans le mouvement trotskyste. Notre tendance a toujours voulu avoir un œil critique sur l'histoire de notre mouvement et nous avons tenu compte et tiré les leçons des cas où le Workers Party a eu raison contre le SWP. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, par exemple, lorsque les Etats-Unis ont directement pris en main la lutte contre l'impérialisme japonais en Chine, le SWP n'a pas vu que la lutte anticolonialiste des troupes nationalistes de Chiang Kai-shek, qu'on pouvait soutenir avant, était alors devenue subordonnée à l'effort de guerre des Alliés impérialistes.

La critique dévastatrice que Shachtman fit de la Politique militaire prolétarienne (PMP) est d'une importance particulière pour les véritables trotskystes. La PMP, pour laquelle Trotsky lui-même porte une grande part de responsabilité, était une profonde révision du marxisme sur la question fondamentale de *la nature de classe de l'Etat capitaliste*. Comme la PMP ne faisait pas partie de la question à propos de laquelle il s'était lui-même éloigné du marxisme, Shachtman a pu en 1940-1941 faire quelques arguments corrects contre Cannon et le SWP (cf. « Working-Class Policy in War and Peace » [La politique de la classe ouvrière dans la guerre et la paix], de Shachtman, publié dans *New Internationalist* en janvier 1941 et reproduit dans « Documents on the "Proletarian Military Policy" », *Prometheus Research Series* n° 2, février 1989, publié par les archives du comité central de la section américaine de la LCI).

C'est Trotsky qui le premier proposa la PMP en 1940, dans les derniers mois de sa vie. En Europe, la Deuxième Guerre mondiale avait déjà commencé et en Angleterre, une guerre aérienne terrible faisait rage. Mais les Etats-Unis n'étaient pas encore entrés en guerre, même s'il était clair qu'ils allaient le faire. La PMP était une tentative impatiente et erronée de faire le pont entre les sentiments profondément antifascistes de la classe ouvrière et le programme révolutionnaire de renversement du capitalisme. C'était en fait une série de revendications pour le contrôle des syndicats sur l'entraînement militaire pour l'armée *bourgeoise*. Au début de la guerre, ces revendications figurèrent en bonne place

dans la propagande du SWP américain et surtout dans celle de la Workers International League (WIL) britannique. Le fond de la PMP était réformiste. Elle laissait entendre que la classe ouvrière pouvait prendre le contrôle de l'armée, le noyau central de l'appareil d'Etat. Cela allait à l'encontre du programme trotskyste de défaitisme révolutionnaire vis-à-vis de tous les impérialistes en guerre, et de « l'ennemi principal » chez soi, en particulier. Dans le contexte de cette guerre inter-impérialiste, dont le principal prétexte idéologique pour le camp anglo-américain était l'« antifascisme », la PMP avait tendance à se fondre avec le social-patriotisme, comme le fit remarquer Shachtman.

Aux Etats-Unis, 18 dirigeants du SWP et du syndicat des Teamsters de Minneapolis furent poursuivis et jetés en prison par le gouvernement pour leur opposition à la guerre impérialiste. Mais leur propagande défaitiste révolutionnaire fut un peu dénaturée par le fait qu'ils défendaient aussi la PMP. En Angleterre, où une invasion allemande apparaissait comme une réelle possibilité, la WIL poussa beaucoup plus loin la tendance au social-patriotisme. Au commencement, la WIL avança le mot d'ordre d'« armement des ouvriers » et avait un faible pour les forces de défense de la Home Guard. Elle avançait le mot d'ordre de « contrôle ouvrier de la production » pour remédier au « chaos » de la production de guerre. En 1942, Ted Grant se félicita des victoires de la Huitième Armée britannique en Afrique du Nord, en s'y référant comme à « notre » armée. C'est seulement en 1943, quand il devint clair que les Alliés allaient gagner la guerre, que la PMP est devenue lettre morte tant aux Etats-Unis qu'en Grande-Bretagne.

Le seul domaine dans lequel Matgamna *n'est pas* d'accord avec Max Shachtman, c'est quand ce dernier fait des critiques de gauche des trotskystes orthodoxes pendant la Deuxième Guerre mondiale. Matgamna est pour la PMP et insiste qu'il fallait soutenir Chiang Kai-shek même une fois que ses forces armées étaient devenues des auxiliaires de l'effort de guerre des Alliés. Et comme Matgamna est un révisionniste logique, il va même plus loin et prône ouvertement le *social-patriotisme*, « au moins pour l'Angleterre et la France » :

« La Politique de guerre prolétarienne, telle qu'expliquée par le SWP/USA et la WIL/RCP en Angleterre, était une mystification confuse, qui logiquement aboutissait à une politique de *défensisme révolutionnaire*. Le défensisme révolutionnaire, cela veut dire que les révolutionnaires veulent poursuivre la guerre mais ne veulent pas mettre en sourdine leur lutte pour devenir la classe au pouvoir afin de le faire. C'est à cela que revient ce que disent les trotskystes, ou la plupart d'entre eux. Rejeter cela parce que la Grande-Bretagne et l'Allemagne étaient tous deux impérialistes, c'est beaucoup trop abstrait. »  
—*Workers Liberty*, juin-juillet 1999

Il est flagrant que Matgamna reprend ici à son compte la propagande bourgeoise de la Deuxième Guerre mondiale, selon laquelle c'était une guerre pour la « démocratie » contre le « fascisme », alors qu'en fait c'était une guerre entre des groupes d'impérialistes concurrents, tout comme la Première Guerre mondiale. Il comprend très bien et explique très clairement qu'il soutient la PMP précisément parce qu'elle était du défensisme bourgeois pour le compte des Alliés. Pour Matgamna, il n'y a donc aucune raison de défendre l'URSS contre l'Allemagne nazie mais c'est correct de défendre la Grande-Bretagne et la France ! Cela résume parfaitement ce qu'est le social-chauvinisme antisoviétique et dans ce cas particulier Matgamna se retrouve en fait à la droite de Winston Churchill. Le fait que Matgamna

fasse rétroactivement cause commune avec le social-patriotisme de la Deuxième Guerre mondiale, fournit une base historique à sa capitulation actuelle devant l'impérialisme britannique, au moment où celui-ci se fait le champion de l'OTAN dans la première guerre en Europe depuis 1945.

De même que la stalinophobie de Shachtman fut une passerelle vers la guerre froide dirigée par les impérialistes US, la PMP en Grande-Bretagne ouvrit la porte à la réconciliation avec l'aile gauche du Parti travailliste réformiste ainsi qu'au crétinisme parlementaire. Les trotskystes anglais, dont la fibre révolutionnaire avait été sérieusement érodée, ne furent plus capables de résister aux illusions dans le gouvernement travailliste capitaliste de Major Attlee, mis en place pour neutraliser la classe ouvrière en pleine effervescence après la guerre. En 1949, toutes les tendances se réclamant du trotskysme en Angleterre s'étaient liquidées dans le Parti travailliste.

Le vrai fond travailliste social-démocrate des pseudo-trotskystes de Grande-Bretagne est apparu dans toute sa splendeur quand ils ont pris fait et cause pour Solidarność, le syndicat jaune du Vatican et de Wall Street qui se battait pour la contre-révolution en Pologne. En septembre 1983, lors du congrès annuel du TUC [la confédération des syndicats britanniques], Gerry Healy publia dans son journal *News Line* un article à sensation sur Arthur Scargill, dont la pièce maîtresse était une lettre écrite par Scargill et qui déclarait à juste titre que Solidarność était antisocialiste. Cela déclencha une orgie d'anticommunisme contre Scargill de la part de la direction du TUC et de la presse bourgeoise, ce qui servit à isoler le syndicat des mineurs à la veille de l'héroïque grève des mineurs de 1984-1985. Les healystes ont ainsi rendu un service considérable à Margaret Thatcher, qui menait campagne pour écraser les mineurs et briser l'échine du mouvement ouvrier britannique. Toute la panoplie des charlatans pseudo-trotskystes en Angleterre – Healy, Cliff, Matgamna, les groupes pablistes du Secrétariat unifié – ont en chœur chanté les louanges de Solidarność qu'ils présentaient comme la voix authentique de la classe ouvrière polonaise. Cette glorification de Solidarność était la preuve concrète qu'ils acceptaient tous le cadre réformiste de la politique travailliste anticommuniste et nationaliste de la « petite Angleterre ». Pendant la grève, le groupe de Matgamna fit campagne pour des élections législatives afin de

mettre au gouvernement le Parti travailliste dirigé par Neil Kinnock, que la majorité des mineurs en grève méprisaient pour sa politique de cassage de grève. Cette histoire a une suite sordide : en 1990, Socialist Organiser, le groupe de Matgamna, organisa avec Workers Power une tournée de meetings pour Youri Boutchenko, un fasciste russe qui, de mèche avec la CIA et le MI6, essayait de diffamer Scargill en l'accusant à tort d'avoir détourné de l'argent envoyé par les mineurs soviétiques durant la grève.

Comme il opère en Grande-Bretagne où l'antiaméricanisme ne coûte pas cher, Matgamna cherche à se dissocier du soutien de Shachtman à l'impérialisme US au Vietnam et à Cuba, affirmant que « pour des socialistes, cette dernière partie de la vie politique de Shachtman doit jeter une ombre sinistre sur sa mémoire ». Mais l'odeur pestilentielle du propre social-patriotisme de Matgamna prend à la gorge lorsqu'on lit des passages comme celui-ci, extrait de l'introduction de son recueil :

« Dans le monde d'après-guerre où l'URSS était la deuxième grande puissance mondiale, reconnaître que les USA et l'Europe de l'Ouest, c'est-à-dire le capitalisme avancé, représentait le camp le plus progressiste des deux, celui qui offrait aux socialistes le plus de possibilités, le plus de liberté, le plus de marge de manœuvre, reconnaître cela, c'était, je crois, un élément indispensable pour rétablir l'équilibre marxiste de la politique socialiste. »

Voilà les crimes de l'impérialisme britannique en Palestine, en Irlande, en Grèce, à Chypre, en Inde, à Hong Kong, honteusement excusés. Tout comme les guerres impérialistes cruelles contre la lutte des Algériens pour leur indépendance, et contre la Révolution vietnamienne. Il faut être un social-démocrate arrogant, ayant un profond mépris pour les luttes des peuples opprimés dans les pays étranglés par les puissances impérialistes occidentales, pour écrire une chose pareille. D'ailleurs cette introduction de 156 pages, qui prétend traiter à fond de la lutte de Trotsky contre le stalinisme, ne mentionne pas une seule fois la lutte de l'Opposition de gauche contre l'étranglement de la Deuxième Révolution chinoise par Staline en 1925-1927. La révolution permanente n'a jamais fait partie du soi-disant « trotskysme » de Matgamna. Il ne ressent aucune haine pour le programme de collaboration de classe de Staline, au contraire il le partage pleinement.

Matgamna, tout comme la bourgeoisie impérialiste (et les stalinien aussi d'ailleurs), met le Parti bolchévique de

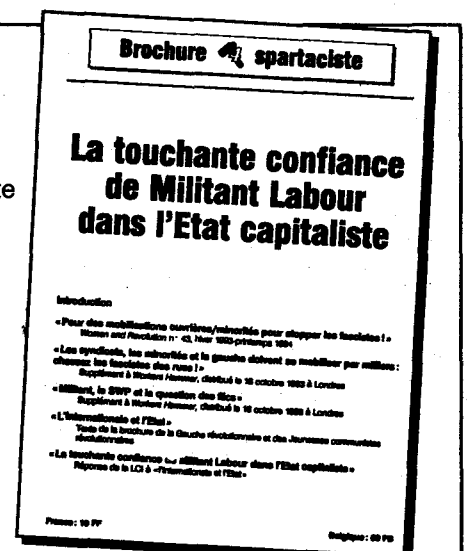
## La touchante confiance de Militant Labour dans l'Etat capitaliste

Cette brochure oppose la politique révolutionnaire de la Ligue communiste internationale au réformisme du Comité pour une Internationale ouvrière, dirigé par l'organisation britannique Militant Labour (qui s'appelle maintenant Socialist Party) et auquel est affiliée en France la Gauche révolutionnaire-Jeunesses communistes révolutionnaires (GR-JCR).

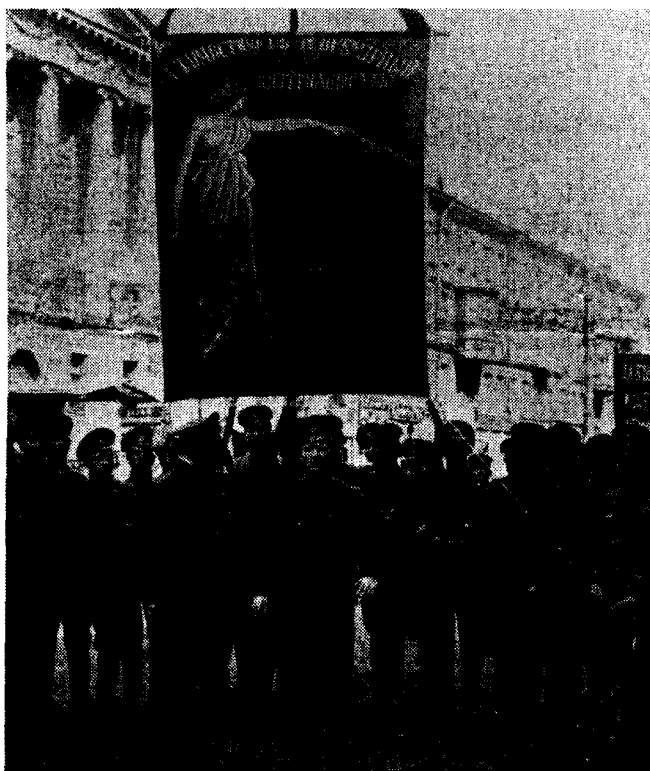
Notre brochure reproduit le texte intégral d'une polémique de la GR-JCR publiée en mai 1994 sous le titre « L'Internationale et l'Etat », avec une réponse détaillée de la LCI.

Canada 1\$Cdn, Belgique 60FB, France 10FF

Pour toute commande : Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France







VAAP

**La guerre engendre les révolutions : des soldats à Petrograd hissent le drapeau de la Troisième Internationale en juin 1917. La LCI se bat pour de nouvelles révolutions d'Octobre.**

Lénine et Trotsky sur le même plan que la caste bureaucratique stalinienne qui a usurpé le pouvoir en 1924. Celle-ci faisait alors un premier pas dans la conscience de ce qu'elle représentait avec le dogme fallacieux du « socialisme dans un seul pays ». La bureaucratie de 1925-1928 était un bloc entre des éléments centristes regroupés autour de Staline et la fraction de Boukharine-Tomsky qui avait une attitude conciliatrice vis-à-vis de la restauration capitaliste. Mais pour Matgamna c'était la même chose que la clique bureaucratique centriste de Staline en pleine ascension après 1928. Et tout cela pour lui c'était la même chose que l'appareil stalinien antirévolutionnaire qui, en 1933, abandonna sans coup férir le prolétariat allemand aux mains d'Hitler, prouvant comme l'écrivit Trotsky que « le P.C. actuel de l'Union soviétique n'est pas un parti ; c'est un appareil d'administration aux mains d'une bureaucratie incontrôlée » (« Il faut construire de nouveau des Partis communistes et une nouvelle Internationale », 15 juillet 1933). Bref, Matgamna cherche délibérément à camoufler le fait qu'une *contre-révolution politique* a eu lieu en 1924 et que c'est après ce moment charnière que la fraction de Staline a pris son plein essor et que l'URSS est devenue un Etat ouvrier dégénéré. Ce tournant qualitatif était vérifiable : une direction différente appliquait un programme différent avec des méthodes différentes qui n'avaient rien à voir avec le bolchévisme. Selon Matgamna (et Kautsky), le stalinisme est organiquement et inévitablement issu du léninisme et l'Opposition de gauche de Trotsky n'avait pas lieu d'être.

Car en fait pour Matgamna, le « péché originel » c'est la révolution d'Octobre elle-même. Dans l'introduction de son recueil Matgamna écrit : « En fait, la prise du pouvoir de 1917 n'était qu'un acte de kamikaze, non seulement pour le Parti

bolchévique et son existence physique, même si c'est ce que cela fut en fin de compte, mais kamikaze pour toute une doctrine politique. » Matgamna fait les mêmes arguments que Kautsky et les menchéviks qui prétendaient à l'époque que la Russie n'avait pas assez de « maturité économique » pour que le prolétariat prenne le pouvoir, ce qui était une excuse pour leur haine viscérale et leur peur de la révolution prolétarienne.

Matgamna exprime ouvertement ce qui est en fait le vrai programme de tous les ex-trotskyistes révisionnistes britanniques : il est contre de nouvelles révolutions d'Octobre et se met à plat ventre devant le Parti travailliste britannique. La ligne politique de ces révisionnistes, qu'ils soient ou non formellement membres du Parti travailliste, se réduit *dans le meilleur des cas* à prétendre « pousser la gauche du Parti travailliste à se battre ». Mais pour Matgamna et ses semblables, même cela devient de la fiction, à en juger par son soutien aux impérialistes « démocratiques » d'hier et d'aujourd'hui. Son soutien chauvin aux bombardements de la Serbie par l'OTAN le situe *à la droite* de travaillistes « de gauche » comme Tony Benn. A l'opposé de toute cette soi-disant gauche, nous nous battons pour forger un parti qui ait un programme révolutionnaire pour scissionner la base ouvrière de la direction bourgeoise du Parti travailliste. Cela fait partie intégrante de notre stratégie révolutionnaire pour renverser le capitalisme dans les îles britanniques.

Shachtman, quand il liquida son organisation dans le Parti socialiste américain, écrivit un article intitulé « American Communism : A Re-Examination of the Past » [Le communisme américain : réexamen du passé] (*New International*, automne 1957) dans lequel il se lamentait que les communistes aient scissionné de la social-démocratie. Cette nostalgie pour la vieille social-démocratie américaine était révélatrice. Il fallait pour Shachtman tourner le dos entre autres à la question clé de la population noire des Etats-Unis, et sur cette question les divergences entre le vieux PS et le nouveau PC étaient qualitatives. Ainsi Shachtman, en 1957, adoptait rétrospectivement le racisme tacite de la social-démocratie américaine.

Shachtman aimait beaucoup le Lénine des premières années, lorsque celui-ci n'était encore qu'un social-démocrate révolutionnaire, avant qu'il n'ait complété son évolution pour devenir communiste. Ce que Shachtman détestait chez Lénine *le communiste*, c'est que ce dernier avait compris qu'une scission politique dans la classe ouvrière était indispensable si on voulait faire une révolution prolétarienne. En 1920, lors de son Deuxième Congrès, le Comintern codifia son rejet de la conception kautskyste du « parti de toute la classe ». Les « 21 conditions d'admission des Partis dans l'Internationale communiste » tracèrent une ligne de démarcation programmatique entre le communisme d'une part et les adversaires de la révolution, réformistes et centristes en particulier, de l'autre.

Toutes les théories de « capitalisme d'Etat » et de « nouvelle classe » en URSS, que ce soit celle de Kautsky, ou celles de Shachtman, Cliff ou Matgamna, sont basées sur la recherche d'un illusoire « troisième camp » entre le capitalisme et le stalinisme, qui s'est toujours assez rapidement avéré être clairement situé dans le camp de sa « propre » bourgeoisie. Nous sommes fiers de nous être battus de toutes nos forces pour défendre les acquis d'Octobre qui restaient, contre l'impérialisme et la contre-révolution. Aujourd'hui nous nous battons pour la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés restants : la Chine, Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord. Nous sommes

pour une révolution politique prolétarienne qui balaye les bureaucraties staliniennes qui ont conduit ces Etats ouvriers au bord de la contre-révolution capitaliste.

Trotsky avait prédit que le « socialisme dans un seul pays » ferait faillite, que c'était un pas en arrière par rapport aux possibilités de socialisme mondial ouvertes par la Révolution russe de 1917, et ses prédictions ont été confirmées par la négative. Aujourd'hui nous nous battons pour faire triompher le programme de Trotsky avec de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde entier, qui écrasent le système capitaliste impérialiste mondial et établissent le pouvoir d'Etat prolétarien à l'échelle mondiale. Cette tâche est devenue considérablement plus difficile après l'effondre-

ment final de la révolution bolchévique, que l'on doit non seulement aux staliniens eux-mêmes mais à ceux qui, comme Cliff et Matgama, ont glorifié la contre-révolution à l'étranger et se sont ralliés aux bureaucraties ouvrières social-démocrates dans leur propre pays.

Aujourd'hui ces organisations soi-disant de gauche poursuivent leur stratégie de trahison de classe en soutenant des gouvernements sociaux-démocrates d'austérité, de racisme et de guerre impérialiste dans une dizaine de pays européens. Ce sont des obstacles à la conscience prolétarienne. Il faut les démasquer et les balayer en construisant des partis trotskystes révolutionnaires qui sont indispensables pour mettre fin à ce système capitaliste dans sa phase d'agonie. ■

## Brochure de la Ligue trotskyste

Cette brochure, publiée en 1986, contient des textes et articles sur la conception du parti d'avant-garde léniniste, ainsi que de nombreux articles du *Bolchévik* polémiquant contre Lutte ouvrière (LO) sur la question de la lutte contre le fascisme et l'oppression raciste, ainsi que la question de la défense militaire inconditionnelle de l'URSS.

Lors de la guerre froide impérialiste des années 1980 qui a conduit à l'effondrement de l'URSS et à la contre-révolution capitaliste d'Eltsine, LO, tout en ayant officiellement la position que l'URSS était un Etat ouvrier dégénéré, a hurlé avec les loups impérialistes. En Afghanistan, lorsque l'Armée rouge est intervenue contre les égorgeurs intégristes islamistes qui voulaient forcer les femmes à porter le voile-linceul, LO s'est opposée à l'intervention soviétique. Nous, la LCI, disions : « Salut à l'Armée rouge ! Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans ! » Lorsque Solidarność, financée par le Vatican et la CIA, essaya de prendre le pouvoir fin 1981, nous avons dit « Halte à la contre-révolution de Solidarność ! » LO par contre s'est mise à la traîne de ces cléricaux-nationalistes, sous prétexte que les ouvriers avaient des illusions dans Solidarność. A travers l'Afghanistan et la Pologne c'était l'URSS et les acquis de la Révolution russe qui étaient visés. Mais LO prétendait que la défense de l'URSS ne pouvait être que la défense de la bureaucratie (position partagée par... les staliniens eux-mêmes !) Nous, spartacistes, nous basions sur le principe fondamental, avancé par Trotsky, de défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier dégénéré.

Aujourd'hui, après la contre-révolution capitaliste en URSS et en Europe de l'Est, LO prétend que la Russie est toujours un Etat ouvrier dégénéré, alors que le capitalisme a été manifestement restauré, détruisant l'industrie et amenant la misère à des millions d'ouvriers ! En ce qui concerne les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, Chine, Corée du Nord, Cuba, Vietnam, de même type que l'URSS, LO a toujours maintenu qu'ils étaient des régimes capitalistes. Cette position « capitaliste d'Etat » permet aujourd'hui à LO de se laver les mains des tentatives actuelles de restauration capitaliste en Chine, Corée du Nord, Cuba et au Vietnam, et du désastre que des contre-révolutions représenteraient pour le prolétariat de ces pays et du reste du monde.

La LCI par contre se bat pour défendre les acquis

de ces Etats ouvriers déformés. Elle se bat aussi pour le renversement, par une révolution politique prolétarienne, des bureaucraties staliniennes qui, comme en Chine, foncent tête baissée pour vendre et démanteler les Etats ouvriers déformés.

Comme nous le disions déjà en 1969 dans « La Spartacist League, la minorité et VO » (reproduit dans cette brochure), soutenir qu'un Etat ouvrier déformé ou dégénéré « n'a pas le moindre caractère "ouvrier" ou "socialiste" [...] nie la contradiction fondamentale à laquelle sont confrontées les bureaucraties : elles sont à la fois les ennemies de la classe ouvrière dans leur propre pays et au niveau international et en même temps elles reposent sur un Etat dans lequel le système économique et l'idéologie formelle posent constamment la question du contrôle ouvrier. Renoncer à admettre cette contradiction fondamentale, c'est ce qui a été la base de toutes les théories de troisième camp – le collectivisme bureaucratique de Shachtman et J. R. Johnson ou le capitalisme d'Etat de Tony Cliff. »

Les positions contradictoires de Lutte ouvrière sont dues au fait que les critères de LO n'ont jamais été basés sur une analyse marxiste que ce sont les rapports de propriété qui déterminent la nature de classe de l'Etat. Au mieux, elles sont dictées par un formalisme superficiel et n'affectent en rien la réelle prise de position de LO, qui est, en dernière analyse, de toujours se ranger derrière sa « propre » bourgeoisie.

20FF  
(76 pages)



Pour toute commande :  
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

## Thermidor...

Suite de la page 5

dans le discours au 13<sup>e</sup> Congrès (dans *The Challenge of the Left Opposition, 1923-1925* [Le défi de l'Opposition de gauche, 1923-1925]) ne contredit les affirmations de Deutscher. Dans le cas où il n'est pas à portée de main, je vais citer le paragraphe en entier, en commençant par la tristement célèbre 13<sup>e</sup> Conférence du parti (pas le Congrès) :

« On n'accusa pas Trotsky d'avoir fait la moindre tentative d'utiliser ses fonctions au Commissariat à la Guerre pour servir ses intérêts politiques. Il ne vint pas à l'idée de Trotsky de contester l'autorité du Politbureau sur l'armée. Aussi accepta-t-il, non sans protester à vrai dire, l'éviction de ses partisans des postes les plus importants de son commissariat et leur remplacement par des fidèles de ses adversaires.

« Il serait vain de se demander si Trotsky aurait pu avec succès se lancer dans un coup d'Etat militaire. Au début du conflit, alors que le Secrétariat Général n'avait pas encore commencé à muter et à nommer à sa convenance le personnel du parti dans l'armée, ses chances de succès auraient été grandes ; par la suite, elles diminuèrent. Trotsky n'essaya jamais d'éprouver ses chances. Il était convaincu qu'un *pronunciamiento* militaire serait un recul irréparable pour la révolution, même s'il devait y être mêlé. Il avait déclaré au treizième Congrès que le parti était "le seul instrument historique que possédait la classe ouvrière pour résoudre ses problèmes fondamentaux". Il ne pouvait donc se mettre à briser cet instrument avec les mains de l'armée. Dans tout conflit avec le parti, disait-il, l'armée s'appuierait sur des forces contre-révolutionnaires, ce qui la condamnerait à faire le mêlé. Il avait déclaré au XIII<sup>e</sup> Congrès que le parti était en pleine "dégénérescence" ; mais celle-ci résultait de la coupure entre les dirigeants et la base et de la disparition de la base démocratique du parti. Le problème selon Trotsky était de reconstituer cette base et de réconcilier les dirigeants avec elle. Le salut de la révolution dépendait en dernier ressort d'une renaissance politique "à partir de la base", à partir des profondeurs de la société. Une action militaire "d'en haut" ne pourrait déboucher que sur un régime encore plus éloigné de la démocratie ouvrière que l'actuel gouvernement. »

Je pense que la dernière phrase est vraiment cruciale : une armée reflète aussi les contradictions de la société de laquelle elle provient. Et autant qu'on puisse en juger d'après la révolte de Cronstadt en 1921, l'armée en 1923 était déjà loin d'être la force politiquement motivée qui avait mené et gagné la guerre civile qui s'était terminée quelques années plus tôt. Dans les faits, même si Trotsky avait pu « utiliser » l'armée, il aurait utilisé des forces encore plus politiquement arriérées que la bureaucratie stalinienne elle-même. Le résultat probable n'aurait pas été la résurgence du pouvoir prolétarien, mais un régime bonapartiste éphémère basé sur la paysannerie armée. Ceci à son tour aurait vite mené carrément à une contre-révolution capitaliste étant donné que la paysannerie, comme classe intermédiaire, ne pouvait pas consolider son propre pouvoir d'Etat. L'expérience de la France après 1848 est ici très instructive.

La deuxième question, c'est : est-ce que Trotsky aurait pu organiser un pareil coup d'Etat, même si cela avait fait partie de ses calculs politiques. Je pense que la réponse est là encore négative. Fin 1923-début 1924 bon nombre des plus capables des officiers qui avaient été sous les ordres de Trotsky – tous avec des états de service exemplaires pendant la guerre civile – avaient été remplacés par des officiers et des fonctionnaires loyaux à la fraction de Staline. Je ne veux pas dire que l'Opposition manquait d'influence – même avant la 13<sup>e</sup> Conférence du parti en janvier 1924, Antonov-Ovseenko obtint un tiers des votes parmi les cellules du parti dans l'armée. Mais note bien que c'étaient des *cellules*

*du parti* – c'est-à-dire, les éléments les plus avancés qu'on puisse espérer trouver à l'intérieur de l'armée. Bien que ce tiers représente une force, j'ai de sérieux doutes sur quelle proportion de celle-ci aurait répondu à un appel pour une insurrection militaire contre le gouvernement soviétique. En fait, je soupçonne fort que la réaction de la plupart des soldats aurait été de rejeter un tel appel et qu'ils auraient accusé leurs camarades impliqués dedans de jouer le rôle d'agents de la contre-révolution.

Notre jeune sympathisant reflète des sentiments révolutionnaires plutôt sains, mais il n'existe pas de raccourcis à la mobilisation révolutionnaire des ouvriers conscients de leurs propres intérêts de classe.

A part ça, il y a un passage intéressant dans *Ma vie* de Trotsky à propos d'une conversation entre Trotsky et Skliansky, son vieil adjoint dans l'armée. Trotsky y présente une brève analyse des raisons de la montée d'une médiocrité telle que Staline, et il semble que ceci incita Trotsky à étudier plus en profondeur le Thermidor soviétique.

« – Dites-moi, me demanda Skliansky, qu'est-ce que c'est que Staline ?

« Skliansky connaissait par lui-même suffisamment Staline. Il voulait obtenir de moi une définition de cette personnalité et l'explication de ses succès. Je réfléchis.

« – Staline, dis-je, est la plus éminente médiocrité de notre parti.

« Cette définition, pour la première fois, au cours de cette conversation, m'apparut dans toute sa signification non seulement psychologique mais sociale. A la mine de Skliansky, je vis tout de suite que j'avais aidé mon interlocuteur à percevoir quelque chose d'important.

« – Savez-vous, me dit-il, ce qui est frappant dans la dernière période, c'est de voir, dans tous les domaines, surgir la médiocrité dorée et satisfaite d'elle-même. Et tout cela trouve son chef en Staline. D'où vient cela ?

« – C'est une réaction après la grande tension sociale et psychologique des premières années de la révolution. La contre-révolution victorieuse peut avoir ses grands hommes. Mais à son premier degré, Thermidor, elle a besoin de médiocrités qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Leur force est dans leur aveuglement politique, elle est celle du cheval de moulin qui croit monter alors qu'en réalité il ne fait que tourner la meule de haut en bas. Un cheval qui n'a pas d'œilères est incapable de ce travail. »

Salutations communistes,  
Marlow

## Коммунистический Интернационал после Ленина

### Un ouvrage clé de Trotsky publié en russe pour la première fois

*L'Internationale communiste après Lénine*, de 1928, contient les documents de fondation du trotskysme mondial : « Critique du programme de l'Internationale communiste », « Et maintenant ? », ainsi que « La question chinoise après le VI<sup>e</sup> congrès » et « Qui dirige aujourd'hui l'Internationale communiste ? » Publié en 1993 à Moscou par la Prometheus Research Library et la Ligue communiste internationale. La présente édition comprend aussi une introduction de la PRL.

75FF (port inclus), 309 pages, ISBN 5-900696-01-4  
Pour toute commande :  
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

# La conception chez Trotsky d'une « fraction Reiss » dans la bureaucratie soviétique

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)  
n° 55, AUTOMNE 1999

Le document reproduit ci-dessous a été écrit en décembre 1995 par Joseph Seymour dans le cadre d'une discussion interne de la LCI. Seymour s'adresse à une position de Jan Norden, alors rédacteur en chef de Workers Vanguard, qui prétendait à tort que la LCI, dans sa lutte pour la révolution politique prolétarienne en Allemagne de l'Est (RDA) en 1989-1990, était à la recherche d'une aile trotskyste de la bureaucratie stalinienne. C'est ce qu'avait affirmé Norden lors d'un meeting public à l'université de Humboldt à Berlin en janvier 1995. Dans sa présentation à ce meeting, Norden exprima publiquement ses aspirations opportunistes à un « regroupement » avec la Plate-forme communiste (KPF) du Parti du socialisme démocratique (PDS), vestiges sociaux-démocrates de l'ancienne bureaucratie stalinienne au pouvoir. Norden niait rétrospectivement que la LCI avait joué le rôle d'avant-garde consciente dans la révolution politique naissante en RDA, affirmant à plusieurs reprises qu'« il manquait l'élément clé : la direction révolutionnaire ». En même temps il minimisait les crimes du stalinisme, et alla jusqu'à faire la remarque absurde que les staliniens de RDA ne pouvaient pas « concevoir » une révolution politique. En fait, non seulement les camarades de Norden dans la KPF pouvaient bel et bien concevoir une révolution politique, mais ils avaient même fait tout leur possible pour en empêcher une : ils savaient parfaitement qu'ils en auraient été la cible !

Trop faibles, trop incohérents et trop couards pour former une fraction, Norden et quelques-uns de ses partisans ont manigancé leur exclusion de notre parti et créé l'Internationalist Group (IG) [Groupe internationaliste]. L'IG a géné-

ralisé sa politique de courir après d'autres forces de classes, allant jusqu'à prétendre que les staliniens chinois ne peuvent pas diriger une contre-révolution. La Liga Quarta-Internacionalista do Brasil, qui est affiliée à la frauduleuse « League for the Fourth International » [Ligue pour la Quatrième Internationale] de l'IG, est passée de l'autre côté de la ligne de classe en traînant le syndicat des employés municipaux de Volta Redonda devant les tribunaux capitalistes. La présentation de Norden à Humboldt est reproduite dans l'International Bulletin n° 38 de la LCI, « Norden's "Group" : Shamefaced Defectors from Trotskyism » [Le « groupe » de Norden : une défection honteuse du trotskysme] (juin 1996). Les lecteurs peuvent aussi se référer à l'International Bulletin n° 41, « The Fight for a Trotskyist Party in Brazil » [La lutte pour un parti trotskyste au Brésil] (avril 1997).

par Joseph Seymour

Norden, dans sa présentation à l'Université de Humboldt en janvier dernier, a soulevé la possibilité qu'une « fraction Reiss » se forme au cours de la crise finale de la RDA en 1989-1990. Dans son récent document « A Reply to the German Question » [Réponse sur la question allemande] (17 novembre 1995), il explique :

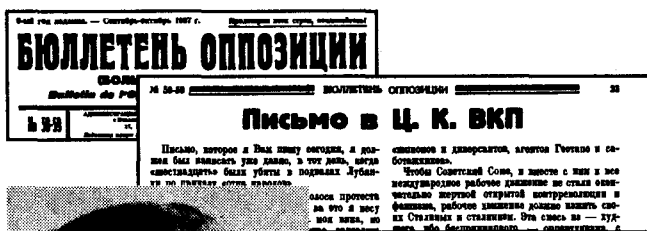
« J'ai soulevé la "fraction Reiss" – une référence à ce que Trotsky disait, à savoir que la bureaucratie, du fait de sa double nature, scissionnera sous l'impact d'une révolution politique – afin d'argumenter, en particulier en ce qui concerne la Plate-forme communiste, qu'un tel secteur de la bureaucratie n'existait pas en RDA [...].

« Mais la question de savoir s'il y avait une "fraction Reiss" n'était pas une question à côté de la plaque ou une déviation que j'ai inventée. Nous ne tournions pas le dos au SED, le parti de la bureaucratie est-allemande, et ne mettions pas tous ses membres dans le même sac. »

Ignace Poretski (Reiss), qui avait rejoint en 1919 le Parti communiste polonais qui venait de se former, avait d'importantes responsabilités dans les services secrets soviétiques. En 1937, il dénonça ouvertement le stalinisme et proclama son adhésion à la Quatrième Internationale. Peu de temps après, il fut assassiné en Suisse par les agents de Staline. Pour Trotsky, Reiss représentait la possibilité d'une opposition communiste à Staline parmi les cadres de l'État soviétique.

La conception qu'a Norden d'une « fraction Reiss » est fautive et confuse. D'abord, une fraction Reiss *ce n'est pas du tout la même chose* que lorsque des éléments de la bureaucratie stalinienne se rangent du côté d'une révolution politique qui se développe. Comme le terme « fraction » le dénote clairement, Trotsky dans ce cas pensait à une opposition de gauche émergeant au sein de la bureaucratie et précédant une révolution politique ou l'effondrement du bonapartisme stalinien dans le reste de la société.

De plus, Trotsky *ne parlait pas* de n'importe quels courants à la gauche de Staline dans la bureaucratie. Une fraction Reiss, cela voulait dire une opposition communiste authentique, composée de cadres aguerris, comprenant les principes du bolchévisme, et y adhérant. Dans ce sens, la possibilité d'une fraction Reiss était spécifique à l'Union



Wladimir Kibalitsch

Le Bulletin de l'Opposition de gauche a publié la déclaration d'Ignace Reiss en 1937 pour la Quatrième Internationale : « Seule notre victoire – la victoire de la révolution prolétarienne – libérera l'humanité du capitalisme, et l'Union Soviétique du stalinisme ! »

soviétique des années 1930. Ce *n'est pas* un concept trans-historique applicable à toutes les bureaucraties staliniennees en tous temps et tous lieux. Aujourd'hui, il n'y a pas d'Ignace Reiss chinois à Pékin ou d'Ignace Reiss cubains à la Havane. Il y a des staliniens de gauche confus, oui, mais il n'y a pas de hauts fonctionnaires qui ont le même programme communiste *que nous*.

Pendant la crise de 1989 en Chine, au moins une vingtaine d'officiers supérieurs de l'Armée populaire de libération (APL) ont désobéi aux ordres de réprimer les manifestations. Si les manifestations s'étaient transformées en insurrection ouvrière et en mutineries dans l'armée, ces officiers de l'APL, ainsi que beaucoup d'autres, seraient probablement passés du côté des masses insurgées. Mais ça n'aurait pas été une « fraction Reiss », ça n'aurait pas été une fraction du tout ; une fraction c'est un groupement d'opposition s'appuyant sur un programme défini. Les cadres militaires chinois et les fonctionnaires civils qui soutiennent un soulèvement populaire sont politiquement hétérogènes et n'ont pas, en moyenne, un niveau de conscience socialiste supérieur à celui des ouvriers ou des soldats chinois du rang. Ignace Reiss, par contre, avait manifestement un niveau de conscience communiste beaucoup plus élevé que la masse des ouvriers russes ou ukrainiens de l'époque. De façon plus générale, beaucoup des cadres de l'Etat soviétique des années 1930 (comme Leopold Trepper) se considéraient comme de bons communistes qui s'accommodaient de Staline comme d'un « moindre mal ».

La tendance des bureaucraties des Etats ouvriers dégénéré/déformés à scissionner en période de révolution politique n'a rien à voir avec l'idéologie stalinienne, sa prétention à représenter les principes du « marxisme-léninisme ». La bureaucratie du mouvement ouvrier des pays capitalistes a le même comportement dans des conditions comparables. Quand ils sont confrontés à une radicalisation massive de la classe ouvrière ouvrant les perspectives d'une révolution sociale, certains responsables syndicaux ou politiciens réformistes évoluent vers la gauche, quelquefois sincèrement, d'autres

fois hypocritement. Dans la période de turbulences révolutionnaires qui a suivi la Première Guerre mondiale, certains dirigeants sociaux-démocrates se sont adaptés par opportunisme à la radicalisation sur la gauche et aux sympathies pro-bolchéviques de leur base. Les sociaux-démocrates français L.-O. Frossard et Marcel Cachin, par exemple, étaient d'ardents chauvins pendant la guerre, mais ils ont rejoint la majorité du Parti socialiste qui a adhéré à la Troisième Internationale et formé le Parti communiste français.

La mauvaise conception qu'a Norden de la « fraction Reiss » est typique de la déviation qui s'était développée dans notre parti pendant la deuxième guerre froide : une tendance à tracer une ligne de démarcation fondamentale entre le stalinisme et la social-démocratie. Ni Norden ni personne d'autre dans notre tendance ne nieront que la bureaucratie de la social-démocratie allemande a, à sa façon, une nature contradictoire. Elle n'est ni un bloc monolithique réactionnaire ni contre-révolutionnaire jusqu'à la moelle. Pourtant, ni Norden ni personne d'autre dans notre tendance ne maintiendraient qu'il y a une possibilité qu'une fraction Reiss se forme dans la bureaucratie social-démocrate allemande aujourd'hui.

La conception qu'avait Trotsky d'une fraction Reiss ne provenait ni de la nature sociologique de la bureaucratie soviétique ni des particularités de l'idéologie stalinienne mais plutôt de certaines caractéristiques de la bureaucratie soviétique des années 1930 déterminées par l'histoire. Une partie importante de la bureaucratie avait participé au mouvement révolutionnaire d'avant 1917 contre l'autocratie tsariste. Un plus grand nombre encore avait rejoint le Parti communiste pendant la guerre civile, quand Trotsky était considéré comme le co-dirigeant, avec Lénine, de l'Etat soviétique et du mouvement communiste mondial. Dans les années 1920, un grand nombre de responsables de l'Etat soviétique avaient rejoint l'opposition trotskyste ou zinovéviste, ou de plus petites oppositions de gauche. Ces anciens oppositionnels de gauche avaient capitulé pour diverses raisons à Staline, mais ils constituaient, comme

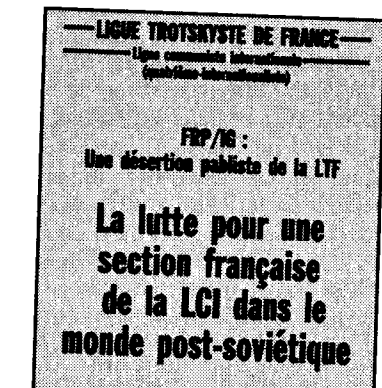
### La vérité sur l'Internationalist Group

Une collection de 8 articles de la presse de la LCI qui documente la défection du trotskysme de l'IG et la trahison de classe au Brésil de la LQB.

Inclut en particulier :

- « Mémoire sur les perspectives et les tâches » de la LCI, janvier 1996
- « Pablisme de la deuxième mobilisation – Une défection inavouée du trotskysme »
  - Traduit de *Workers Vanguard* n° 648, 5 juillet 1996
- « Des documents judiciaires prouvent qu'ils ont poursuivi le syndicat en justice – L'IG couvre des trahisons au Brésil : mains sales, mensonges cyniques »
  - Traduit de *Workers Vanguard* n° 671, 11 juillet 1997
- « Mexique : pour la révolution ouvrière ! – La "gauche" sème des illusions dans le PRD nationaliste-bourgeois »
  - Traduit de *Espartaco* n° 10, automne-hiver 1997

20FF



Ce bulletin contient des documents du débat mené dans la LCI et la LTF avec la Fraction révolution permanente qui a rejoint l'IG (août 1997-janvier 1998). Publié en mai 1998.

25FF (102 pages)

Pour toute commande : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

Isaac Deutscher l'a décrit, un *milieu* distinct dans les sommets de l'ordre politique soviétique. C'était de ces particularités historiques que dépendait la possibilité qu'une fraction communiste (c'est-à-dire trotskyste) se cristallise parmi les cadres de l'Etat soviétique à cette époque.

Un des principaux objectifs des purges de Staline était d'éliminer cette possibilité en exterminant physiquement les anciens oppositionnels de gauche et les autres responsables ou intellectuels soviétiques qui avaient un esprit critique. Et il y est parvenu. La deuxième génération de la bureaucratie soviétique, dont Léonid Brejnev était un exemple typique, ne savait guère qu'il y avait un antagonisme fondamental entre le stalinisme et le bolchévisme. C'était aussi vrai à fortiori pour les bureaucraties stalinienne qui sont apparues en même temps que les Etats ouvriers déformés après la Deuxième Guerre mondiale.

Aucun membre de la bureaucratie soviétique à l'époque de Brejnev ou de la bureaucratie chinoise à l'époque de Mao n'a partagé le point de vue exprimé ci-dessous dans la lettre d'adhésion de Reiss à la Quatrième Internationale :

« Lutte sans merci contre le stalinisme !

« Non au front populaire, oui à la lutte des classes ! Non aux comités, oui à l'intervention du prolétariat pour sauver la révolution espagnole : telles sont les tâches à l'ordre du jour !

« A bas le mensonge du "socialisme dans un seul pays" ! Retour à l'internationalisme de Lénine ! »

– Reproduit dans *Les nôtres*, Elisabeth K. Poretski (1969)

En fait, beaucoup des membres de la bureaucratie soviétique brejnevienne et de la bureaucratie maoïste chinoise auraient trouvé la lettre de Reiss incompréhensible. Et je fais référence ici non pas à la terminologie et aux formulations, mais au contenu politique.

Une fraction Reiss, dans le sens spécifique dans lequel Trotsky l'entendait, n'était plus possible au sein des bureaucraties des Etats chinois ou soviétique de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Mais une « fraction Reiss » dans un sens moins strict – une opposition de gauche au caractère grosso modo centriste – aurait-elle pu se développer au sein des régimes staliens de l'après-guerre ? Je pense que cela n'était possible que dans la *première génération* de la bureaucratie – qui était en grande partie composée de gens qui avaient été auparavant militants de gauche dans les Etats capitalistes réactionnaires. Dans les Etats ouvriers déformés, ceux qui ont le plus notablement montré un fort sens d'idéalisme socialiste (Pal Maleter en Hongrie, Vladimir Dedijer en Yougoslavie, Che Guevara) correspondent à ce modèle biographique. Markus Wolf, le redoutable responsable des services secrets de la RDA, avait une expérience relativement comparable dans le sens où il était le fils de communistes juifs qui avaient fui l'Allemagne nazie pour aller en URSS. Les conceptions et valeurs politiques de Wolf s'étaient formées dans l'ombre de l'Holocauste.

La deuxième génération des bureaucraties stalinienne, sans parler de la troisième, étaient et sont faites de gens qui ont hérité de positions de privilège social et d'influence politique, ou y ont été cooptés dans leur jeunesse. Les crimes de l'impérialisme capitaliste sont plus pour eux des phrases creuses auxquelles ils ont recours quand et si l'occasion le nécessite. Aujourd'hui un responsable économique cubain ayant la quarantaine ne peut pas avoir la même conscience politique que Che Guevara parce qu'il n'a pas la même expérience que Che Guevara. En 1953, comme militant de gauche latino-américain indépendant, Guevara avait

participé à la révolution bolivienne et, l'année suivante, au Guatemala, il avait eu des responsabilités mineures dans le régime nationaliste de gauche d'Arbenz qui fut renversé par la CIA.

Pendant la deuxième guerre froide, il était nécessaire pour nous d'insister sur la nature contradictoire de la bureaucratie stalinienne contre les avocats pseudo-trotskyistes de la révolution « démocratique bourgeoise » dans la sphère soviétique. Mais cette contradiction doit être comprise de *façon dialectique*, pas statique. Comme c'est évident aujourd'hui, la préoccupation de la bureaucratie soviétique et des bureaucraties affiliées *n'était pas* de maintenir le statu quo en s'appuyant avec circonspection tantôt sur la gauche tantôt sur la droite. La *tendance historique* de toutes les bureaucraties stalinienne est d'aller à la restauration capitaliste, par un moyen ou un autre. Ainsi, le Programme de transition décrit la bureaucratie comme « devenant *de plus en plus* l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier » [c'est moi qui souligne].

Cette tendance n'est pas linéaire ; elle est ponctuée par les *changements de génération*. Ce n'est pas un hasard si le rapide glissement à droite de la bureaucratie soviétique, qui a culminé dans la contre-révolution capitaliste, a eu lieu quand la génération des Brejnev/Andropov a été remplacée par la génération d'après-guerre des Gorbatchev, Eltsine et Chevardnadzé. Ce n'est pas non plus un hasard si un des fils de Deng Xiaoping est un gros agent immobilier qui a des liens directs avec un milliardaire de Hong Kong. Les masses chinoises appellent les enfants des plus hauts responsables « des roitelets ». Cela exprime la compréhension populaire que ce sont des gens qui ont de naissance des positions sociales privilégiées, une influence politique et une fortune de plus en plus comparables à celles de l'Ouest. Et l'existence détermine la conscience.

Rechercher une « fraction Reiss » dans les bureaucraties chinoise, nord-coréenne, vietnamienne et cubaine d'aujourd'hui, serait futile et complètement désorientant.

– 4 décembre 1995

# SPARTACIST

NUMERO 30      EDITION FRANÇAISE      PRINTEMPS 1997

Edition  
française  
n° 30

10FF  
(64 pages)



Textes choisis de  
James P. Cannon

La lutte  
pour un parti  
révolutionnaire

Syndicalistes et révolutionnaires

ALGERIE : 10A BELGIQUE : 80FB CANADA : 82 FRANCE : 10FF MAROC : 3DM TURQUIE : 90TB USA : 10B

**Commande :**  
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

**Il faut forger un parti trotskyste ! Pour la révolution ouvrière !**

# Leçons d'Indonésie – 1965



New York Times

**Un million de communistes, ouvriers, paysans et Chinois ont péri lors du massacre qui a inauguré le règne de Suharto en 1965.**

*L'article ci-dessous a été publié dans Spartacist édition anglaise n° 55 (automne 1999). Il est précédé d'une introduction l'actualisant qui a été publiée dans Spartacist édition allemande n° 21 (printemps 2000).*

Il y a deux ans en Indonésie, l'énorme agitation sociale, symbolisée par les manifestations étudiantes de masse, a fait tomber la dictature militaire qui était arrivée au pouvoir en 1965, avec le massacre de plus d'un million de personnes, et qui avait régné sur le pays pendant 30 ans. La bourgeoisie indonésienne, sous la pression des puissances impérialistes – les Etats-Unis en tête –, chercha désespérément à rétablir la stabilité et à dissiper l'intense agitation pour la « *reformasi* ». Cet article, qui traite essentiellement des leçons du massacre de 1965, est paru dans l'édition anglaise de *Spartacist*, publiée en automne 1999. Les conclusions programmatiques que nous en tirons pour la lutte d'aujourd'hui sont spectaculairement mises en relief par l'effilochage du « nouveau » régime « civil » : le prolétariat doit se mobiliser indépendamment de la bourgeoisie et lutter, à la tête de tous les opprimés, pour conquérir le pouvoir d'Etat ; car la bourgeoi-

sie des pays capitalistes néo-coloniaux est totalement incapable de résoudre les problèmes de la société (la domination impérialiste, le sous-développement économique, la démocratie politique et la question nationale).

Après les élections qu'on a tant vantées comme « les plus démocratiques de toute l'histoire de l'Indonésie » en juin 1999, B. J. Habibie, désigné par le régime haï de Suharto comme dauphin, finit par renoncer à s'accrocher au pouvoir lorsque les manifestations étudiantes reprirent malgré une répression brutale. Un nouveau régime fut concocté dans les couloirs, autour d'Abdurrahman Wahid, qui dirigeait Nahdlatul Ulama, l'organisation musulmane la plus importante du pays. Megawati Sukarnoputri, qui a eu le plus grand nombre de voix aux élections, fut nommée vice-présidente à ses côtés. Elle bénéficie d'une grande popularité, due au fait qu'elle n'est pas considérée comme faisant partie de l'équipe de la dictature qui a du sang sur les mains, mais elle était trop « laïque » aux yeux des puissantes forces de l'Islam politique. Amien Rais, un « intellectuel musulman », est président de l'Assemblée.



**Etudiants portant une banderole anti-Suharto lors d'une manifestation contre le régime réactionnaire indonésien en 1998. Il faut forger un parti trotskyste pour unir les ouvriers, les paysans pauvres, les étudiants en colère, et les minorités opprimées, derrière le programme prolétarien de la révolution socialiste contre le système capitaliste meurtrier.**



Uimonen/Corbis Sygma

**Victimes est-timoraises des escadrons de la mort soutenus par l'armée indonésienne, après le vote écrasant en faveur de l'indépendance en août 1999**

Mais l'Indonésie est à nouveau à un tournant. Il y a des désaccords entre le gouvernement et les forces qui détiennent vraiment le pouvoir en Indonésie : l'armée. Wiranto, le général le plus en vue d'Indonésie, qui avait été nommé au poste « civil » de ministre des affaires politiques et de la sécurité, refusa pendant quinze jours de démissionner, comme Wahid le lui avait demandé, après les révélations peu surprenantes sur ses violations des droits de l'homme alors qu'il était à la tête des forces indonésiennes au Timor-Oriental. Les porte-parole des impérialistes qui se félicitaient il y a quelques mois que le gouvernement ait finalement stabilisé l'Indonésie, sont maintenant à nouveau paniqués par la rumeur d'un possible coup d'Etat militaire. Les masses qui avaient un temps cru que la dictature militaire se relâchait peuvent se rendre compte chaque jour que c'était une illusion.

Au Timor-Oriental, les résultats du référendum d'août dernier, massivement en faveur de l'indépendance, étaient l'aboutissement d'années de lutte pour se libérer de l'oppression de la bourgeoisie indonésienne, centrée sur Java. Aujourd'hui, alors que des milliers de soldats impérialistes occupent le Timor-Oriental pour essayer d'y contenir la lutte pour l'indépendance, des luttes contre l'oppression nationale, qui couvaient depuis longtemps, éclatent un peu partout : d'Aceh, au nord de Sumatra, où un million de personnes manifestaient en novembre dernier, à la Papouasie occidentale (Irian Jaya) à l'autre bout de l'immense archipel indonésien. Entre temps, Megawati Sukarnoputri, qui est une chauvine javanaise et qui s'était opposée à l'indépendance du Timor-Oriental, fut chargée de mettre fin aux massacres entre les communautés chrétiennes et musulmanes à Ambon, où la police et l'armée se battaient l'une contre l'autre. Elle fut évidemment incapable de ramener la paix à Ambon avec des sermons sur l'amour pour son prochain. S'il ne se produit pas une polarisation dans la société indonésienne sur une base de classe, grâce à l'émergence d'un pôle puissant de direction prolétarienne révolutionnaire, les ressentiments qui bouillonnent dans « la prison des peuples » indonésienne seront déviés et s'engouffreront dans de sanglants massacres entre communautés et groupes ethniques.

Scandales bancaires, luttes intestines entre personnages haut placés dans le gouvernement et l'armée, grèves ouvrières, tensions nationales : le régime militaire indoné-

sien et sa façade civile sont dans le pétrin. Sous ce tumulte, il y a ce que la bourgeoisie indonésienne et ses maîtres impérialistes craignent par-dessus tout : le prolétariat combatif, qui a ces dernières années décuplé en nombre, qui a commencé à tester son pouvoir mais qui reste pour l'instant sous la coupe de l'idéologie bourgeoise en grande partie à cause de l'influence de la « gauche » et de sa politique de collaboration de classes, en Indonésie comme au niveau international.

La situation a été exacerbée par la « crise économique asiatique » et l'austérité imposée par le FMI : aujourd'hui 100 millions d'Indonésiens vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Le besoin d'un parti révolutionnaire se fait cruellement sentir ; un parti qui dirige la lutte pour arracher le pouvoir d'Etat des griffes de la « bourgeoisie nationale » corrompue et sanguinaire qui ne peut qu'apporter plus de famine et de répression. Les promesses de « *reformasi* » ont fait leur temps. Mais la « gauche » indonésienne n'a pas d'autre perspective que de semer des illusions en l'un ou l'autre des politiciens bourgeois (principalement Megawati, mais aussi sur des personnalités plus ouvertement cléricalistes), et de chercher à exercer une « pression de masse » sur eux pour apporter la « démocratie » capitaliste en Indonésie.

Le rôle de la « gauche » aux ordres, en Australie et ailleurs, devient aussi plus clair que jamais : ils fournissent des alibis à leurs bourgeoisies impérialistes. La bourgeoisie australienne a des ambitions et des intérêts directs au Timor-Oriental depuis de nombreuses années et les manifestations en Australie réclamant une intervention des troupes australiennes sous les auspices de l'ONU étaient énormes. Ce fut un test déterminant pour les soi-disant « socialistes » d'Australie qui se sont impliqués jusqu'au cou dans les manifestations pour réclamer le « Retrait des troupes indonésiennes ! » et l'« Envoi des Forces de paix ! » La soi-disant gauche et les larbins sociaux-patriotes de la bureaucratie syndicale travailliste, qui ont appelé à des « boycotts syndicaux » et invoqué la nécessité de lutter contre la dictature militaire de droite en Indonésie pour soutenir les buts de guerre de leur propre bourgeoisie prédatrice, ont ainsi fourni un vernis « ouvrier » à l'invasion du Timor-Oriental au nom des « droits de l'homme ».

La LCI, elle, appelle les ouvriers et opprimés d'Indonésie à s'unir contre la dictature de classe de leurs propres exploités, à lutter pour l'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis de nos « propres » impérialistes et régimes nationalistes néocoloniaux. Nos camarades de la Spartacist League/Australie se battent depuis le début et aujourd'hui encore pour exiger : « Troupes australiennes et troupes de l'ONU hors du Timor-Oriental » et « Indépendance immédiate du Timor-Oriental ». Au fur et à mesure que la ferveur social-patriote se dissipait, beaucoup de militants de la soi-disant gauche prenaient leurs distances avec l'enthousiasme pro-invasion et cherchaient à obscurcir le fait que quand cela comptait, ils battaient loyalement le tambour pour les impérialistes qui, avec toute leur puissance, affament et répriment brutalement les masses du « tiers monde ».

On ne sait pas ce que va devenir l'Indonésie. Y aura-t-il un autre régime de type Suharto, un coup d'Etat militaire, des conflits et des pogromes ethniques et religieux tous azimuts, des machinations impérialistes sans fin, des rébellions à grande échelle dans les différentes régions ?... Tout cela est possible dans ce régime secoué par les crises. D'un autre côté, la question de la direction révolutionnaire – un parti d'avant-garde se battant pour l'indépendance de classe

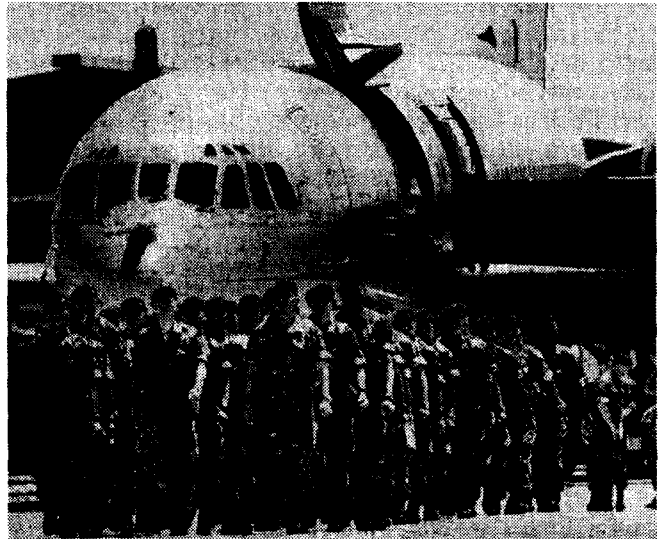


contre la bourgeoisie – peut jouer un rôle crucial et rendre une solution ouvrière possible. Ce qui n'est pas possible c'est une Indonésie capitaliste stable, démocratique et indépendante, dont l'économie se développerait paisiblement. Or, le seul et unique programme de la gauche collaborationniste de classes en Indonésie et dans le monde, c'est ce rêve illusoire diffusé par la propagande bourgeoise et c'est infiniment plus « irréaliste » que la perspective de renverser la bourgeoisie indonésienne et libérer tous les opprimés par la révolution socialiste en mettant le prolétariat au pouvoir.

\* \* \*

Après 32 ans de pouvoir militaire répressif, les manifestations de masse, essentiellement étudiantes, qui ont explosé en mai 1998 ont mis fin au règne sanglant de Suharto. Le dictateur indonésien était arrivé au pouvoir en 1965, à la faveur du massacre de plus d'un million de communistes, d'ouvriers, de paysans et d'Indonésiens d'origine chinoise. Ce fut l'un des massacres les plus sanglants de l'histoire moderne. Des centaines de milliers de personnes furent arrêtées et des milliers d'entre elles croupirent pendant des années dans les geôles du régime, certaines y étant d'ailleurs encore. Le massacre sanglant de 1965 était la conséquence directe du soutien du Parti communiste indonésien (PKI) et de ses parrains de Pékin et de Moscou au gouvernement bourgeois national. Le PKI s'était allié au gouvernement capitaliste de Sukarno, alors président, qui avait été le premier dirigeant nationaliste d'Indonésie après l'indépendance arrachée aux Pays-Bas en 1949. Dans l'Indonésie d'aujourd'hui, les militants de gauche du Parti démocratique populaire (PRD) suivent la même voie dangereuse, celle de la collaboration de classes, lorsqu'ils soutiennent Megawati Sukarnoputri, la fille de Sukarno, politicienne capitaliste et dirigeante du Parti démocratique indonésien pour la lutte (PDI-P).

C'est une alliance entre l'armée et des fanatiques islamistes mobilisés dans une guerre sainte contre le communisme – avec l'implication directe de la CIA américaine et de son partenaire subalterne australien – qui sema la terreur blanche qui fit rage sur l'archipel fin 1965 et début 1966. Aujourd'hui, trente ans plus tard, les historiens ne peuvent s'appuyer que sur des sources très limitées car beaucoup des événements particuliers qui ont mené au carnage restent dans l'ombre du fait des dissimulations et des mensonges inventés par les coupables au pouvoir. Il faudra une révolu-



Reuters

**Troupes britanniques arrivant en Australie avant d'aller au Timor-Oriental. La LCI exige : Indépendance immédiate pour le Timor-Oriental ! Retrait immédiat de toutes les troupes impérialistes de l'ONU !**

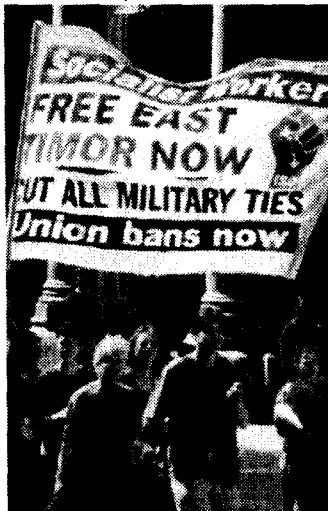
tion ouvrière victorieuse pour écrire la véritable histoire de la catastrophe, car ceux qui ont le plus de choses à dissimuler, les capitalistes sanguinaires d'Indonésie et leurs maîtres impérialistes, sont toujours au pouvoir aujourd'hui.

Le fait qu'il n'y ait eu aucune direction communiste authentique en 1965 a été déterminant. Les impérialistes américains, plongés jusqu'au cou dans le sang du peuple indonésien, ne faisaient, comme l'a dit l'ambassadeur américain Marshall Green, que leur boulot, « et vous devriez plutôt être contents que nous l'ayons fait parce que sinon, l'Asie serait bien différente aujourd'hui » (cité dans *Ten Years' Military Terror in Indonesia* [Dix ans de terreur militaire en Indonésie], textes rassemblés par Malcolm Caldwell [1975]). Les impérialistes et les réactionnaires indonésiens ont donc agi selon leurs intérêts de classe. Les ouvriers, eux, ont été trompés par leur direction traître.

En mars 1966, au plus fort du bain de sang, le PKI et ses organisations de masse ont été formellement interdits, de même que la diffusion et l'enseignement du marxisme-léninisme ont été prohibés. Le régime de Suharto a systématiquement menti en ce qui concerne les événements de 1965

Australasian Spartacist

Jon Reid



Australasian Spartacist



**Les sociaux-chauvins australiens en action (à gauche) : l'ISO appelle à des sanctions impérialistes sous couvert de boycotts syndicaux, pendant que le DSP appelle ouvertement à l'envoi de troupes. Les spartacistes australiens (à droite) s'opposent sans détour à l'intervention impérialiste.**

pour tenter d'extirper le communisme de la mémoire collective des masses ouvrières. L'écrivain de gauche Benedict Anderson a remarqué avec perspicacité que les différents prétendants bourgeois au pouvoir en Indonésie, non seulement Habibie, le successeur désigné de Suharto, mais aussi bien Megawati Sukarnoputri que Abdurrahman Wahid du Parti du réveil national, ont tous obstinément refusé de critiquer les horribles massacres perpétrés par les dirigeants de l'Indonésie en 1965 (*New Left Review*, mai-juin 1999). Même aujourd'hui, la bourgeoisie indonésienne est solidaire des assassins à son service.

Cela montre clairement à quel point la bourgeoisie a peur d'une insurrection du prolétariat, le fossoyeur en puissance du capitalisme indonésien. Le nombre d'ouvriers a plus que décuplé dans les dernières décennies. En 1958, le prolétariat industriel se chiffrait à peu près à 500 000 et la base manufacturière du pays était essentiellement centrée sur l'artisanat. A partir des années 1980, de gigantesques zones industrielles furent construites, principalement avec des capitaux étrangers, transformant les communes rurales et les petites villes de l'est et de l'ouest de Java et du nord de Sumatra en d'immenses agglomérations de production industrielle.

La crise économique de 1997-1998 en Asie du Sud-Est et l'austérité imposée par le plan de sauvetage du FMI ont provoqué des souffrances terribles parmi les masses indonésiennes. Des millions de licenciements ont déjà eu lieu et on estimait en août 1998 que 15 000 ouvriers par jour perdaient leur travail. Ce mois-là, selon un rapport, à peine 50 % des enfants indonésiens étaient inscrits à l'école. Avec la flambée des prix, des millions de personnes se sont retrouvées en dessous du seuil de pauvreté, y compris dans les couches de la classe moyenne urbaine auparavant en pleine « ascension sociale ». La malnutrition est largement répandue et, l'année dernière, dans le seul ouest de Java, on estimait au chiffre ahurissant de quatre millions le nombre de personnes menacées de famine.

### **Indépendance immédiate pour le Timor-Oriental ! Retrait immédiat des troupes impérialistes !**

L'Indonésie, auparavant appelée Indes néerlandaises, a vécu sous la botte coloniale néerlandaise pendant plus de trois siècles. Le pays, qui avait été occupé par les forces japo-

naises pendant la Deuxième Guerre mondiale, a conquis son indépendance en 1949. Avec ses vastes ressources naturelles, sa main-d'œuvre bon marché et sa position stratégique dans le Pacifique, ce pays attire toujours les convoitises néo-coloniales des puissances impérialistes. La population multinationale d'Indonésie, regroupée artificiellement sous le joug colonial en une énorme prison des peuples, est majoritairement musulmane. Les minorités religieuses sont en butte aux persécutions, mais c'est sur la petite population d'origine chinoise, qui constitue moins de 5 % des plus de 200 millions d'Indonésiens, que se focalise depuis très longtemps le virulent nationalisme javanais. A travers l'archipel, d'Aceh à l'Irian Jaya, des groupes nationaux opprimés luttent contre la tyrannie de la bourgeoisie, javanaise dans sa grande majorité, et contre sa brutale machine militaire. Au moins 2 000 Acehnais ont été tués ou enlevés par l'armée indonésienne au début des années 1990. Depuis janvier 1999, des flambées de terreur inter-ethnique se succèdent entre chrétiens et musulmans sur l'île d'Ambon.

Des milliers d'habitants du Timor-Oriental ont été tués et des milliers d'autres ont fui pour échapper à l'orgie de tueries déchaînée par les escadrons de la mort pro-indonésiens après le référendum du 30 août 1999 lors duquel une vaste majorité des Timorais de l'Est a rejeté un accord d'autonomie bidon et clairement opté pour l'indépendance. Sous le prétexte de défendre les Timorais de l'Est, les Nations Unies ont envoyé une armée impérialiste, dont un contingent important de troupes australiennes, occuper le Timor-Oriental. L'intervention militaire impérialiste au Timor-Oriental n'a pas davantage à voir avec la défense de la population que la guerre contre la Serbie et l'occupation du Kosovo, dirigées par les Etats-Unis, n'en avaient avec une préoccupation « humanitaire » pour les Albanais du Kosovo. Les USA, qui craignent qu'avec la folie meurtrière de l'armée et ses bandes de miliciens, l'agitation ne s'étende à toute l'Indonésie, préconisent l'envoi de forces militaires ayant pour fer de lance leurs alliés impérialistes australiens, afin de venir au secours du régime militaire sanglant et de maintenir la stabilité néo-coloniale. En même temps, l'Australie à ses propres intérêts dans la région : l'Irian Jaya est à portée de main des troupes occupant le Timor-Oriental.

L'idée que l'intervention militaire des impérialistes australiens et américains pourrait apporter la « liberté » aux



Reuters

**Djakarta : bidonville à l'ombre des gratte-ciel. A la vue des richesses amassées par Suharto et ses sbires, les masses réclament des « réformes » du régime corrompu. Mais il n'y a qu'une révolution socialiste, renversant complètement l'ordre capitaliste, qui puisse commencer à remédier à la misère des masses du « tiers monde ».**



La révolution d'Octobre 1917 en Russie a montré aux ouvriers avancés et aux intellectuels du monde entier un moyen d'en finir avec l'arriération sociale et le joug impérialiste. Membres du Bureau pour l'Orient du Quatrième Congrès de l'Internationale communiste, à Moscou en 1922 : Sen Katayama (assis, au centre), Ho Chi Minh (assis, à gauche), Tan Malaka (debout, troisième à partir de la gauche), M.N. Roy (debout, au centre).

Timorais de l'Est est totalement grotesque. Demandez aux aborigènes d'Australie ou à la population noire victime de la violence d'Etat policier dans les ghettos américains ce qu'ils pensent de la préoccupation de leurs dirigeants pour les droits et le bien-être des opprimés ! Comme nos camarades de la Spartacist League/Australia l'ont écrit (*Australasian Spartacist*, printemps 1999) : « Ces mêmes impérialistes ont soutenu l'annexion par l'Indonésie de l'ancienne colonie portugaise, en 1975, qui s'est traduite par la mort de plus de 200 000 habitants du Timor-Oriental. Pendant 30 ans ils ont soutenu et armé le sanguinaire dictateur Suharto, prenant en charge l'entraînement militaire de l'armée indonésienne, y compris les tueurs des forces spéciales Kopassus [...]. Ce sont ces mêmes criminels de guerre impérialistes qui ont massacré des millions de personnes dans leurs vaines tentatives de faire échec à la révolution vietnamienne. »

Alors que la soi-disant gauche, depuis les cliffistes de l'International Socialist Organization [Organisation socialiste internationale] (ISO) jusqu'au Secrétariat unifié (SU), capitule devant la vague chauvine d'orgie patriotique qui balaye l'Australie et soutient criminellement l'intervention impérialiste au Timor-Oriental, nous, Ligue communiste internationale, sommes les seuls qui luttons pour l'unité internationaliste des prolétaires de la région dans la lutte contre les capitalistes au pouvoir. Une intervention impérialiste va totalement à l'encontre de ce qui est urgent et nécessaire : mobiliser le puissant prolétariat indonésien dans une lutte contre le chauvinisme javanais dominant entretenu par la bourgeoisie. Un parti trotskyste en Indonésie se battraient pour mobiliser la classe ouvrière et exiger que l'Indonésie quitte le Timor-Oriental tout en s'opposant à l'intervention impérialiste. Se faisant le champion de l'indépendance du Timor-Oriental, il combattraient contre l'oppression nationale de tous les peuples opprimés de l'archipel.

### **Pour l'indépendance du prolétariat ! Pour la révolution permanente !**

Les étudiants ainsi que d'autres militants en Indonésie réclament la « *reformasi* ». Mais réformer l'appareil d'Etat capitaliste ne remet pas en cause le pouvoir de la bourgeoisie et ne met pas fin à l'exploitation et à l'oppression des ouvriers et des opprimés. Qu'il soit dirigé par les anciens

compères de Suharto ou par Megawati, la fille de Sukarno, le gouvernement continuera d'être au service des forces du pillage capitaliste, de la réaction religieuse et du racisme anti-Chinois. Depuis la débâcle du « pouvoir populaire » aux Philippines, il y a dix ans, jusqu'au remplacement des généraux trop compromis dans les massacres par de nouveaux généraux des « droits de l'homme » en Corée du Sud, les luttes courageuses et massives ont été détournées en faveur d'un soutien à l'une ou l'autre aile de la bourgeoisie qui voit un avantage financier et politique à ravalier la façade du système de misère capitaliste.

Le PRD nationaliste de gauche, un groupe réunissant des associations étudiantes, ouvrières et paysannes, formé en 1994, lutte courageusement contre le régime militaire brutal, mais il prône ouvertement des alliances avec des politiciens bourgeois chauvins comme Megawati Sukarnoputri, laquelle a soutenu l'annexion du Timor-Oriental par Suharto et lui refuse aujourd'hui le droit à l'indépendance. Le PRD soutient l'appel de cette dernière à des alliances avec les forces islamistes d'opposition. « Le PRD cherche maintenant à former un front unique avec d'autres partis contre les ennemis communs [...] pour créer le mouvement le plus fort possible contre le régime et obliger les principaux partis d'opposition – le Parti national du mandat d'Amien Rais, le Parti du réveil national d'Abdurrahman Wahid et le PDI-Lutte – à prendre une position plus conséquente pour la *reformasi totale* » (*Green Left Weekly*, le journal du Democratic Socialist Party [Parti socialiste démocratique] australien, 2 juin 1999). L'appel du PRD à un gouvernement provisoire, « un gouvernement de coalition démocratique incluant des forces progressistes [...] contrôlé par des conseils du peuple » (*Green Left Weekly*, 25 novembre 1998), c'est un programme qui lierait la classe ouvrière à une mythique aile « progressiste » de la bourgeoisie et qui constitue un obstacle à la lutte nécessaire pour mobiliser le prolétariat autour de ses propres intérêts de classe. L'illusion d'une « révolution démocratique » qui se ferait bras dessus bras dessous avec les oppresseurs ne peut que désorienter et désarmer les masses.

L'Indonésie est un Etat multinational avec une bourgeoisie faible et avec d'énormes contradictions sociales entre le secteur industriel technologiquement avancé et la campagne qui est encore plongée dans des temps précapitalistes. Elle



Le PKI à ses débuts s'est opposé au chauvinisme javanais : banderole en chinois, en arabe et en néerlandais lors d'une réunion du PKI à Djakarta en 1925.

ressemble en de nombreux aspects à la Russie tsariste : une industrie moderne greffée sur une société retardataire avec de multiples formes d'oppression héritées du passé préindustriel et renforcées, en Indonésie, par plus de trois siècles de domination coloniale néerlandaise. Dans les pays à développement capitaliste retardataire, la perspective pour résoudre les tâches démocratiques élémentaires posées par le développement inégal et combiné est tracée par la théorie de la révolution permanente – développée par le dirigeant bolchévique Léon Trotsky – dont la victoire de la Révolution russe de 1917 a démontré la justesse.

Trotsky expliquait que dans les pays économiquement retardataires, la bourgeoisie nationale faible, reliée par des milliers de fils à l'impérialisme et effrayée par sa « propre » classe ouvrière, est incapable d'accomplir les tâches des révolutions bourgeoises classiques (indépendance nationale, révolution agraire) comme la Révolution française de 1789. Il écrivait « la solution véritable et complète de leurs *tâches démocratiques et de libération nationale* ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes » (*la Révolution permanente* [1930]). On ne parviendra à une véritable libération des pays coloniaux et semi-coloniaux qu'avec une lutte victorieuse du prolétariat à la tête de tous les opprimés, pour le pouvoir d'Etat. Dans ce but, la classe ouvrière doit forger une direction révolutionnaire : un parti léniniste-trotskyiste. Si elle ne veut pas être étranglée par l'arriération et par l'intervention impérialiste, la lutte pour la révolution prolétarienne en Indonésie doit être liée à la lutte pour l'ordre prolétarien dans les sociétés capitalistes avancées.

La série de krachs économiques qui a secoué l'Asie de l'Est et du Sud-Est met en relief le fait que non seulement les crises périodiques sont endémiques dans le système capitaliste, mais aussi que le sort des masses indonésiennes est fortement lié aux luttes de la classe ouvrière ailleurs. L'interdépendance des économies régionales est mise en évidence par le fait que des millions d'ouvriers ont émigré dans d'autres pays pour trouver un travail lors du « boom » qui maintenant s'est cassé la figure. Ces ouvriers sont donc jetés à la rue ou expulsés, et il est urgent pour les mouvements ouvriers de se battre, partout, contre les expulsions et d'appeler aux pleins droits de citoyeneté pour les immigrants. La LCI lutte pour une Asie socialiste : pour des révolutions prolétariennes, de l'Indonésie à la Corée du Sud, de

l'Australie au Japon, la principale puissance industrielle de cette région du monde. Aujourd'hui, la lutte pour la révolution politique prolétarienne en Chine, afin d'arrêter le danger toujours plus pressant de restauration capitaliste, est à placer au centre de cette perspective.

### Le « front national uni » du PKI : un programme pour la trahison

Le PKI, formé dans les années qui ont immédiatement suivi la Révolution bolchévique de 1917 en Russie, a été fondé par le marxiste hollandais Henricus Sneevliet, entre autres, à partir de l'Association sociale-démocrate des Indes (ISDV), majoritairement néerlandaise, qui s'opposait résolument à l'ordre colonial. L'ISDV, qui cherchait à s'implanter dans les masses indigènes, était entrée dans Sarekat Islâm, une organisation nationaliste qui s'était développée à partir d'une organisation commerciale islamique fondée en 1911 pour faire avancer la cause des commerçants javanais face à leurs rivaux chinois. L'ISDV voulait que cette formation, basée sur la paysannerie, « devienne l'organisation de la classe des ouvriers et des petits paysans » (Ruth McVey, *The Rise of Indonesian Communism* [Le développement du communisme indonésien], 1965). Le ralliement de l'ISDV à l'islam en tant que force politique fit le jeu de la politique colonialiste – « diviser pour régner » – des Néerlandais qui encourageaient la persécution non seulement des peuples minoritaires non musulmans, mais aussi celle des musulmans dont la pratique religieuse n'était pas conforme à l'orthodoxie officielle des musulmans *santri* ou dévots. Cette politique favorisait aussi le développement de forces religieuses qui étaient les pires ennemies du progrès social.

Le PKI des premières années, tout en tendant courageusement une main solidaire à la minorité chinoise opprimée, poursuivait la même politique d'immersion dans Sarekat Islâm que l'ISDV. Lorsqu'il en fut exclu en 1921, le PKI mit même en place ses propres groupes « Sarekat Islâm rouge ». Cela allait à l'encontre des thèses sur les questions nationale et coloniale adoptées par le Deuxième Congrès de l'Internationale communiste (IC) en 1920. Dans le projet de thèses, le dirigeant bolchévique V. I. Lénine insistait sur la nécessité de « maintenir fermement l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire » et soulignait « la nécessité de lutter contre le pan-islamisme et autres courants analogues, qui tentent de

conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mollahs, etc. »

Au Quatrième Congrès de l'IC en 1922, Tan Malaka, dirigeant du PKI, représenta l'Indonésie et prit une part active dans l'élaboration de la politique de l'IC sur la question nationale et coloniale. Il avait des critiques par rapport à la déclaration tranchante de Lénine contre le panislamisme au Deuxième Congrès de l'IC et défendit l'entrisme du PKI dans Sarekat Islâm, déclarant que le panislamisme « est une lutte de libération nationaliste ». Une des raisons de la stratégie futile du PKI, c'est qu'il n'y avait pas à l'époque de prolétariat indigène significatif en Indonésie. Son accommodation politique au nationalisme musulman fut profondément désorientante pour ceux qui luttaient pour implanter le communisme dans le monde colonial et semi-colonial.

La Révolution russe de 1917 était basée sur le programme bolchévique d'internationalisme révolutionnaire, la lutte pour l'extension internationale de la révolution. Mais l'isolement du jeune Etat ouvrier, en particulier après l'échec de la révolution de 1923 en Allemagne, facilita la montée de la bureaucratie stalinienne conservatrice dont la vision était nationalement étroite. Pour justifier et consolider la contre-



AP

1998 : Commerçante chinoise victime des émeutes racistes

des paysans contre la bourgeoisie « anti-impérialiste » et de se liquider dans le parti de la bourgeoisie nationale, le Guomintang de Chiang Kai-shek. Au nom de l'unité des forces anti-impérialistes « patriotiques », Staline et Boukharine, son idéologue en chef d'alors, préconisaient un « bloc des quatre classes » composé de la bourgeoisie nationale, la petite-bourgeoisie urbaine, les ouvriers et les paysans. Staline imposa cette ligne malgré les objections des dirigeants communistes chinois qui savaient très bien que la bourgeoisie chinoise – qui exploitait impitoyablement les ouvriers et les paysans, et qui était étroitement liée aux cruels « seigneurs de la guerre » – ne jouerait aucun rôle dans la libération de la Chine sinon celui de son ennemi mortel. Le fruit de la stratégie de Staline, ce fut la défaite de la révolution, et le Guomintang noya dans le sang la classe ouvrière chinoise. Trotsky et l'Opposition de gauche s'opposèrent à la politique de Staline et Boukharine. Les événements chinois amenèrent Trotsky à généraliser la théorie de la révolution permanente à partir de l'expérience qui avait été faite en Russie tsariste, en étendant son application à tous les pays économiquement moins avancés. (Voir « Révolution permanente contre "front unique anti-impérialiste" : les origines du trotskysme chinois », *Spartacist* édition française n° 31, automne 1997.)

Comme Trotsky l'a écrit :

« La subordination officielle du parti communiste à la direction bourgeoise, et l'interdiction officielle de créer des soviets (Staline et Boukharine enseignèrent que le Kuomintang "remplaçait" les soviets) constituent une trahison du marxisme beaucoup plus criante et grossière que toute l'activité des mencheviks de 1905 à 1917. »

– *la Révolution permanente* (1930)

Au milieu des années 1930, le Comintern était devenu une force consciemment antirévolutionnaire. Après la prise du pouvoir par Hitler, conséquence des trahisons des communistes et des sociaux-démocrates allemands, le Comintern entérina explicitement le soutien aux gouvernements capitalistes libéraux sous forme de « front populaire contre le fascisme ». Comme il se trouvait que les Etats impérialistes « démocratiques » tels que la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, étaient précisément les principales puissances coloniales, la nouvelle ligne du Comintern signifia qu'il cessait de s'opposer au colonialisme. Pendant la Deuxième Guerre mondiale par exemple, après qu'Hitler ait envahi l'Union soviétique, le Parti communiste dans l'Inde dominée par la Grande-Bretagne s'opposa à la lutte pour l'indépendance nationale ; dans la colonie française d'Indochine, le PC abandonna son opposition à l'impérialisme français. De même en Indonésie, comme l'URSS était dans une alliance militaire avec les Alliés pendant la Deuxième Guerre mondiale, les staliniens apportèrent leur soutien aux impérialistes néerlandais contre le Japon. La Quatrième Internationale trotskyste fut la seule à poursuivre une ligne révolutionnaire pendant la guerre. Tout en appelant à la défense inconditionnelle de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, les trotskystes prirent une position de *défaitisme révolutionnaire* vis-à-vis de toutes les puissances impérialistes en lutte acharnée pour le butin colonial.

Au début de 1942, l'Indonésie fut occupée par le Japon. A ce moment-là le PKI avait depuis longtemps cessé d'exister en tant qu'organisation ; ses membres étaient en prison, dans la clandestinité ou en exil. En 1926-1927, le PKI avait dirigé une tentative de soulèvement qui avait été cruellement réprimée par les colonialistes néerlandais. Un grand nombre de rebelles furent abattus et plus de cinq mille autres furent

révolution politique thermidorienne en 1924, Staline promulga le dogme du « socialisme dans un seul pays », afin de camoufler sa politique réactionnaire et utopique, qui cherchait à se concilier l'impérialisme mondial en répudiant la lutte pour la révolution prolétarienne partout ailleurs. Au nom du « socialisme dans un seul pays », les partis du Comintern, jadis révolutionnaires, sacrifièrent les intérêts propres de la classe ouvrière et pratiquèrent une politique de collaboration de classes dans l'espoir futile de prévenir une intervention impérialiste contre l'URSS.

Lors de la Révolution chinoise de 1925-1927, le Comintern ordonna au Parti communiste de littéralement désarmer le prolétariat, de contenir la lutte de classe des ouvriers et



Militant

emprisonnés. Les nationalistes et les communistes furent internés dans le fameux camp de concentration de Tanah Merah dans les marécages de Nouvelle Guinée. Au début, l'amertume accumulée vis-à-vis des colonialistes néerlandais poussa beaucoup d'Indonésiens à accueillir les impérialistes japonais comme une force libératrice, mais cette illusion fut bientôt balayée par la brutalité de la puissance occupante. Sukarno, comme beaucoup de politiciens nationalistes dans les colonies des puissances impérialistes « démocratiques » européennes, loua ses services aux forces d'occupation japonaises. Suharto était lui aussi un jeune officier dans le « corps d'autodéfense » financé par les Japonais. La collaboration de Sukarno et d'autres dirigeants indonésiens avec les occupants japonais souligne comment le nationalisme bourgeois dans les pays coloniaux et semi-coloniaux est nécessairement dépendant d'une puissance impérialiste ou d'une autre.

Après l'invasion japonaise, les Néerlandais qui se retiraient envoyèrent des centaines de membres du PKI et d'autres prisonniers politiques vers l'Australie. Les militants du PKI tombèrent sous la coupe du Parti communiste australien (PCA) qui leur enjoignit de subordonner la lutte pour l'indépendance à l'effort de guerre des Alliés. Après la guerre, le PCA organisa un boycott ouvrier des bateaux néerlandais en solidarité avec la lutte d'indépendance qui reprenait. Mais cette action était destinée à coïncider avec les buts de l'impérialisme australien, sous gouvernement travailliste à l'époque, qui cherchait à étendre son influence à l'Indonésie au moment où la domination coloniale néerlandaise était à son déclin.

Au début de l'après-guerre, Staline chercha à rassurer ceux qui avaient été ses alliés impérialistes dans la guerre et à leur montrer que les partis communistes du monde occidental et colonial étaient des outils sur lesquels ils pouvaient compter pour réprimer la lutte révolutionnaire. Après la défaite des Japonais, alors que les Néerlandais menaient des actions d'arrière-garde dans l'espoir futile de réinstaurer leur ancienne domination, le PKI poursuivit une politique qui fut encore plus conciliatrice envers les colonialistes néerlandais que celle de nationalistes bourgeois comme Sukarno.

Les revers militaires subis au début par les puissances occidentales face aux Japonais déstabilisèrent fortement les

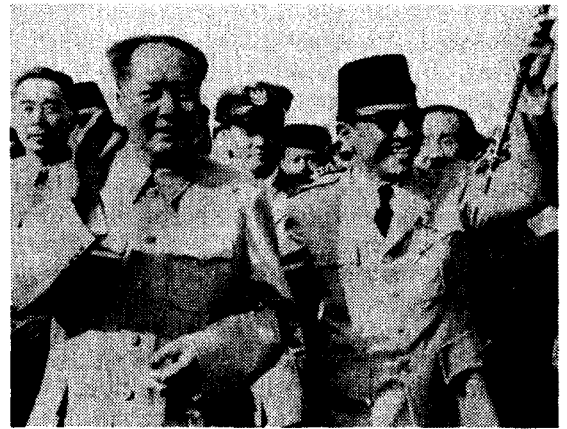


Photo Deppen

**L'alliance du PKI réformiste et pro-maoïste avec le dirigeant nationaliste Sukarno, a pavé la voie au massacre de 1965 : les décombres du siège du PKI à Djakarta en octobre 1965 ; Sukarno fêté par Mao lors d'une visite en Chine avant les événements.**

vieux empires coloniaux à travers l'Asie. Lorsque les forces d'occupation japonaises se rendirent, il y eut souvent une vacance de pouvoir, fournissant d'excellentes occasions pour les révolutionnaires prolétariens. Mais, le PKI, s'étant définitivement compromis avec l'impérialisme, n'en profita pas. L'amertume profonde des masses indonésiennes vis-à-vis du colonialisme fut canalisée vers le soutien au nationalisme bourgeois. Lorsque les Néerlandais furent finalement chassés en 1949, ce fut Sukarno qui émergea du panier.

Le PKI des débuts, malgré son programme politique insuffisant pour la cause de la révolution prolétarienne, qui ne pouvait mener qu'à la défaite, avait à la base des dizaines de milliers de militants subjectivement révolutionnaires, comme le montra le rôle des membres du parti dans les soulèvements de 1926-1927. Le parti tel qu'il fut reconstitué après la guerre était très différent. Le PKI, dans la période qui suivit la Deuxième Guerre mondiale et jusqu'aux événements liés au coup d'Etat de 1965, n'est pas analysé en détail dans cet article. C'est une période qui mérite une étude plus approfondie, en particulier en ce qui concerne la façon dont le parti a acquis une base de masse, dans quelle mesure le parti avait des liens, financiers et autres, avec les dirigeants capitalistes, ainsi que l'impact sur le PKI de la guerre de Corée, de la consolidation de l'Etat ouvrier déformé en Corée du Nord et de la Révolution chinoise de 1949.

Pendant la période où Sukarno était au pouvoir, le parti se développa de façon phénoménale et devint le parti communiste le plus important du monde capitaliste, avec plus de trois millions de membres et 14 millions de sympathisants dans les organisations syndicales, les organisations de paysans, de jeunes, de femmes et des organisations culturelles qui lui étaient affiliées. Il bénéficiait d'un soutien important dans la communauté d'origine chinoise qu'il défendait publiquement contre le chauvinisme national. Mais le PKI était un obstacle réformiste à la révolution ; sa politique se définissait par le suivisme et la capitulation devant des nationalistes bourgeois comme Sukarno.

Le PKI avait adopté la doctrine « Nasakom » de Sukarno : l'union des organisations communistes, religieuses et nationalistes. D.N. Aidit, le secrétaire général du PKI, déclara en 1961 que le parti doit « placer l'intérêt national au-dessus des intérêts de classe » (Donald Hindley, *The Communist Party*

of Indonesia 1951-1963 [Le Parti communiste d'Indonésie 1951-1963], 1966). La direction du PKI prônait l'« unité commune » avec Sukarno et le Parti nationaliste (PNI) pour former un « front national uni, incluant la bourgeoisie nationale » qui réaliserait « non des réformes socialistes mais des réformes démocratiques ».

Pour maintenir leur alliance difficile avec la bourgeoisie faible, les staliniens indonésiens restreignirent la classe ouvrière et continrent la lutte de classe. En 1957, quand Sukarno appela à une grève générale contre les entreprises néerlandaises pour essayer de faire pression sur les Néerlandais afin qu'ils cèdent le contrôle de la Nouvelle Guinée, les ouvriers, y compris ceux des syndicats dirigés par le PKI, s'emparèrent des usines, des plantations et autres compagnies néerlandaises. Mais ce que fit le PKI dans ces circonstances fut de soutenir la revendication de faire passer ces entreprises sous administration militaire.

Loin d'apaiser l'ennemi de classe, les trahisons de la direction du PKI ne servirent qu'à tromper les masses. En 1964, lorsque le PKI chercha à faire appliquer la réforme agraire inefficace du gouvernement Sukarno datant de 1960, une vague de luttes massives des paysans sans-terre, criblés de dettes, et qui étaient soumis à des loyers exorbitants, s'étendit dans tout le centre et l'est de Java. Cette campagne d'« action unilatérale » était pour le PKI un moyen d'essayer d'obtenir plus de poids dans le gouvernement. Mais saisir la terre des mains des grands propriétaires, la donner aux paysans pauvres, c'était quelque chose d'explosif. Dans l'est de Java en particulier, les gros propriétaires terriens étaient généralement des musulmans *santri* (dévots) et souvent même des dirigeants de la communauté musulmane ou des oulémas. Les écoles musulmanes locales possédaient souvent des terres assez étendues. Sur leur ordre, des bandes de *santri* furent mobilisés « au nom d'Allah » pour écraser « les athées ».

Le PKI, qui n'avait aucune perspective de se battre pour le pouvoir prolétarien, ne pouvait avoir l'intention de s'en prendre à l'Etat et aux forces réactionnaires bien enracinées dans la société indonésienne. Il s'engageait à soutenir les « Pancasila » (les « Cinq principes » de la croyance en un seul dieu, en l'humanisme, le patriotisme, la démocratie et la justice sociale), un dogme créé par Sukarno en 1945, et il rampait devant Sukarno et le clergé réactionnaire musulman pour chercher à faire pression sur la bourgeoisie. Néanmoins, le parti maintenait une façade laïque en se battant pour la séparation de la religion et de l'Etat contre les tentatives des partis musulmans d'imposer un Etat théocratique par le biais d'une constitution islamique.

Le PKI se vautrait dans le chauvinisme, et fit de la campagne « Confrontasi » antimalaisienne de 1962 un point focal de soutien au gouvernement. Quelques années plus tôt, en 1948, le PKI avait dirigé une révolte dans la ville de Madiun qui fut écrasée par les forces de Sukarno. Plus de 35 000 membres et sympathisants du PKI furent emprisonnés. Le PKI répudia le soulèvement et alla jusqu'à commettre l'acte répugnant d'élever Sudirman, le général qui avait réprimé la gauche à Madiun, au rang de ses « héros de la classe ouvrière » (Leslie Palmier, *Communists in Indonesia* [Les communistes en Indonésie], 1973). Le PKI travailla à renforcer l'appareil de répression du régime, avançant le mot d'ordre, « Pour le maintien de l'ordre public, aidez la police » ! En 1961, lorsque le gouvernement ordonna à tous les partis de fournir la liste de leurs membres, la direction du PKI donna respectueusement noms et adresses.



La LCI se bat pour un parti trotskyste en Chine, afin de mobiliser le prolétariat chinois contre la contre-révolution capitaliste qui avance : *Spartacist* n° 31 (10FF) contient des articles sur le trotskysme chinois et la lutte pour la révolution politique aujourd'hui. En chinois : « La Chine à un tournant : révolution politique prolétarienne ou esclavage capitaliste ? » (5FF) et « Déclaration de principes et quelques éléments de programme » de la LCI (5FF).

Sukarno faisait un bloc avec le PKI à la fois pour essayer de renforcer son régime bonapartiste fragile et pour coopter ce parti en plein développement en l'amenant dans son « Nasakom ». Il estimait que le PKI « serait plus contrôlable à l'intérieur du gouvernement qu'à l'extérieur ». Cependant, « si à un quelconque moment le PKI s'écartait de son nationalisme indonésien », assurait Sukarno à l'ambassadeur des Etats-Unis Hugh Cumming Jr., « il les écraserait comme à Madiun » (Audrey et George Kahin, *Subversion as Foreign Policy* [la Subversion comme politique étrangère], 1995).

### « Le mouvement du 30 septembre » et la destruction du PKI

En 1965, l'armée ainsi que ses alliés, les propriétaires terriens et les musulmans, devinrent de plus en plus agressivement anticommunistes. Comme s'en vantait un général dans une déclaration lourde de menaces : « Nous les avons déjà vaincus [à Madiun]. Nous ne cessons de les refouler encore et encore » (cité dans *Bangkok World*, 28 mars 1965). Les tensions s'exacerbèrent lorsque la santé de Sukarno se détériora et qu'il ne fut plus certain qu'il allait pouvoir continuer à jouer le rôle d'« arbitre suprême » entre les forces antagonistes en train de manœuvrer au sein du gouvernement d'« unité nationale ». Il y eut de plus en plus de rumeurs de changement radical, y compris celle qu'un certain Conseil des Généraux préparait un coup d'Etat pour le 6 octobre, jour de la fête des forces armées. Les milieux anticommunistes faisaient de plus en plus circuler le bruit que les communistes allaient s'emparer du pouvoir.

La situation explosa dans la nuit du 30 septembre 1965 quand un groupe d'officiers subalternes, partisans déçus de

Sukarno sous la direction du lieutenant-colonel Untung, kidnappa six généraux réactionnaires de haut rang, qui furent par la suite tués. Après s'être emparés de la station de radio de Djakarta, les rebelles lancèrent un message au nom du « Mouvement du 30 septembre » déclarant que leur action était une frappe préventive pour déjouer un coup d'Etat militaire réactionnaire du « Conseil des Généraux » soutenu par la CIA.

Le 1er octobre Suharto, alors commandant du Kostrad, la Réserve stratégique de l'armée, prit le commandement de l'armée. Le matin du 2 octobre, il avait déjà dispersé les faibles forces du « Mouvement du 30 septembre » et ramené la ville sous son contrôle. Le 3 octobre, il fut nommé par Sukarno pour rétablir l'ordre et la sécurité. Le jour suivant il suspendit les deux principaux journaux du PKI. L'armée qui avait été en alerte depuis des mois, se saisit de l'occasion pour accuser le PKI d'être « le cerveau » derrière le « Mouvement du 30 septembre » et entreprit d'écraser les communistes devenus vulnérables.

Les staliniens, à ce tournant critique, se déclarèrent fidèles à l'armée « démocratique », dirent qu'il fallait s'en remettre totalement à Sukarno et ordonnèrent à leurs membres de ne pas provoquer l'armée et les groupes anti-communistes ! Le PKI apporta son soutien aux appels de Sukarno à l'« unité nationale », et à son « règlement » de la question du « Mouvement du 30 septembre », et il désapprouva publiquement les manifestations qui éclatèrent contre la campagne anticommuniste qui s'intensifiait. L'armée, encouragée par l'abjecte prosternation du PKI, se mit à arrêter les communistes en masse.

Le fer de lance de la campagne pour détruire le PKI, c'était une alliance entre le corps des officiers de l'armée, une coalition d'organisations musulmanes – Nahdlatul Ulama et Muhammadiyah – et des « fronts d'action » étudiants ; la direction de cette alliance provenait en grande partie de ces mêmes partis et organisations de jeunesse autrefois affiliés à Masyumi, un parti musulman que Sukarno avait interdit en 1960. Le 1er octobre, le KAP-Gestapu (Front d'action pour l'écrasement du « Mouvement du 30 septembre »), le premier front d'action anticommuniste, fut constitué, avec l'approbation d'un haut commandant de l'armée à Djakarta qui promit aussi de fournir des armes.

Pour préparer le terrain pour les pogromes, l'armée avait déjà lancé une virulente campagne de désinformation, faisant passer le PKI et ceux qui le soutenaient, comme Gerwani, son organisation de femmes, pour des démons inhumains. Comme le rapporte Benedict Anderson :

« Le 4 octobre 1965, Suharto et son groupe reçurent un rapport d'autopsie détaillé sur les corps des généraux tués le 1er octobre, rédigé par des médecins légistes, militaires comme civils. Le rapport indiquait clairement que les généraux avaient été fusillés et que leurs cadavres avaient été endommagés quand ils avaient été jetés dans un puits profond à Lubang Buaya. Mais le 6 octobre, les médias, qui étaient totalement contrôlés par les forces de Suharto, lancèrent une campagne disant que les généraux avaient eu les yeux arrachés et que des femmes sadiques du Gerwani leur avaient coupé les organes génitaux. »

– *New Left Review*, mai-juin 1999

Les choses évoluèrent rapidement. On fit comprendre aux groupes anticommunistes musulmans qu'une « rafle » de communistes devait commencer. Des manifestations du KAP-Gestapu, en grande partie des étudiants musulmans, se déchaînèrent dans les rues, mirent à sac et incendièrent le quartier général du PKI à Djakarta avec l'aide d'une patrouille de l'armée qui passait. Leurs banderoles anticom-



Suharto, confronté à des manifestations anti-gouvernementales massives, annonce sa démission en mai 1998, sous le regard de son ex-sous-ordre Habibie (en haut, à droite). La candidate « réformatrice » Megawati Sukarnoputri (en bas) veut donner une façade civile à la poursuite de la domination de l'armée indonésienne couverte de sang.

Reuters



munistes exigeaient d'« interdire le PKI » et de « pendre Aidit ». Pendant ce temps, des fanatiques musulmans du Nahdlatul Ulama se ruèrent pour saccager le domicile d'Aidit et d'autres cadres du PKI, ainsi que les immeubles des organisations de masse du PKI. L'une des cibles fut l'université Res Publica, appartenant à des Chinois, qui fut brûlée jusqu'aux fondations par des gangs anticommunistes. On rapporta qu'ils battirent à mort un étudiant chinois. Des bandes s'en prirent ensuite aux magasins, aux maisons et aux personnes d'origine chinoise.

Le 14 octobre, Sukarno nomma Suharto commandant en chef des forces armées. Le lendemain Suharto envoya au centre de Java les commandos paramilitaires RKPAD, troupes de choc et élite de l'armée, sous le commandement de Sarwo Edhie, un anticommuniste forcené, pour « nettoyer » la province et restaurer l'ordre. Sarwo Edhie, qui était lié à la CIA, revenait d'un entraînement militaire en Australie. Dès qu'il arriva avec ses troupes du RKPAD à Semarang, sur la côte nord au centre de Java, ses bandes d'enragés incendièrent les locaux du PKI qui furent totalement détruits. Une implacable offensive contre quiconque



était soupçonné de sympathies communistes commença presque aussitôt et s'étendit rapidement à la partie orientale de Java et à d'autres provinces :

« Les troupes allaient de village en village, emmenant leurs victimes par camions entiers pour les tuer. Beaucoup furent obligés de creuser leur propre tombe [...] Parfois, quand les commandos paramilitaires soupçonnaient le village d'être entièrement pro-PKI, la population entière du village était exterminée, à l'exception des enfants en bas âge. »

– Brian May, *The Indonesian Tragedy* [La tragédie indonésienne] (1978)

Les tentatives spontanées d'autodéfense de la part des militants du PKI, en particulier dans les bastions communistes du centre de Java, furent facilement écrasées : les jeunes du PKI, armés seulement de javelots de bambou, de flèches et de lance-pierres, étaient une proie facile pour l'armée.

A l'est de Java, les forces réactionnaires en chemise noire de l'Ansor, l'organisation de jeunesse du Nahdlatul Ulama, se joignirent avec empressement au massacre, encouragées par les appels de leurs chefs qui proclamaient que « l'extermination du Mouvement du 30 septembre-PKI et du nekolim est un devoir religieux [...] cette lutte n'est rien moins qu'une guerre sainte (jihad) » (cité par B. J. Boland, *The Struggle of Islam in Modern Indonesia* [La lutte de l'islam dans l'Indonésie moderne], 1971). C'est ainsi que les chefs locaux du Nahdlatul Ulama et les propriétaires fonciers prirent leur revanche sur les luttes acharnées pour la terre de l'année précédente.

Dans l'île de Bali, majoritairement hindoue, les massacres devinrent si déchaînés, y compris contre les commerçants javanais et chinois, que Suharto ordonna une pause afin que l'exécution des communistes puisse se poursuivre de façon ordonnée. Des gangs de jeunes appartenant au PNI de Sukarno participaient activement au massacre de militants de gauche. Au nord de Sumatra, la peur de la « Chine rouge » devint le cri de ralliement des partis islamistes, et des manifestations de masse devant le consulat de Chine déclenchèrent un pogrome généralisé contre les Chinois. A Aceh, des intégristes islamistes prirent les choses en main sans attendre les ordres. Dans d'autres parties de l'île de Sumatra, l'armée assassina jusqu'à un cinquième des travailleurs des plantations de caoutchouc. Dans le nord des Célèbes, ce sont les chrétiens qui se chargèrent des massacres.

Les tueries faisaient rage dans toute l'Indonésie et les rivières charriaient des cadavres jusqu'à en être obstruées :

« [...] des milliers de corps furent jetés dans les rivières ; on mit des barrages de bambou à l'entrée des canaux d'irrigation dans le district de Kediri à cause des cadavres qui dérivèrent vers la mer. A Surabaya les corps devinrent un danger pour la santé publique [...]. Et dans certaines régions on laissait en évidence dans les rues des têtes décapitées et empalées, en symbole de victoire, et pour mettre en garde ceux qui seraient tentés de transgresser les ordres. »

– *The Indonesian Tragedy*

### Qui profite du soi-disant « complot communiste » ?

Bien que les événements de septembre-octobre 1965 soient en grande partie enfouis, une chose est évidente : quand Suharto déclare que c'est le PKI qui avait été « le cerveau » des événements du 30 septembre et qui avait « assassiné les généraux », c'est un mensonge et un prétexte commode pour justifier le massacre du PKI. La vérité, c'est que le PKI était une organisation docile et entièrement légaliste. Comme le notait un historien qui n'est guère pro-communiste, et qui rejetait l'idée qu'Aidit, le dirigeant du

PKI, ait pu chercher à renverser le gouvernement : « Ce qui est peut-être le plus important, c'est qu'une telle action n'était absolument pas du genre d'Aidit. Nous avons vu comment sa politique se basait entièrement sur le soutien à Sukarno, et, en général, évitait toute action non constitutionnelle » (*Communists in Indonesia*).

Le colonel Latief, un des principaux officiers du « Mouvement du 30 septembre », affirme que le « complot » des officiers était une provocation dans laquelle Suharto lui-même était impliqué. Latief, arrêté en 1965, est resté en prison pendant presque 34 ans, avant d'être relâché fin mars 1999. Il continue à dire qu'il a rencontré Suharto le soir du 30 septembre pour confirmer le plan d'enlèvement des généraux de l'armée cette nuit-là. Etant donné le rang de Suharto, commandant du Kostrad, la Réserve stratégique de l'armée, il est tout simplement incroyable qu'une tentative de coup d'Etat contre les chefs de l'armée ne l'ait pas visé en tout premier lieu. De plus, beaucoup des officiers du « Mouvement du 30 septembre » avaient des liens étroits, personnels et militaires, avec Suharto.

Les traîtres staliniens continuèrent à jurer leur soutien éternel à Sukarno et à la « bourgeoisie nationale progressiste » alors même que les dirigeants et cadres du PKI étaient pourchassés et exécutés. Njoto, un dirigeant du PKI, déclara de sa cellule, peu avant son exécution, à un journaliste de l'*Asahi Shimbun* :

« Les pouvoirs du président Sukarno, en liaison avec les forces du peuple, détermineront le destin et l'avenir de l'Indonésie [...]. Le PKI ne connaît qu'un Chef de l'Etat, commandant suprême et grand dirigeant de la révolution, c'est le président Sukarno, et il n'en connaît pas d'autre. »

– cité dans *New Left Review*, mars-avril 1966

Au fur et à mesure que les massacres se multipliaient, Sukarno se défaisait de sa « neutralité ». Le 1er décembre, il traita le PKI de « rats qui ont dévoré un morceau de gros gâteau et qui ont essayé de dévorer le pilier de notre maison » ; et il concluait en disant « maintenant il faut attraper ces rats [...] et je les punirai. » Aidit, le chef du PKI, fut arrêté et passé par les armes devant un peloton d'exécution le 18 décembre. La « première étape » de la « révolution démocratique nationale » s'était terminée dans le massacre d'un million de personnes : des communistes, des travailleurs, des paysans, des femmes et des membres de minorités.

### Les parrains maoïstes du PKI ont désarmé les communistes indonésiens

En septembre 1966, la révolution indonésienne ayant été noyée dans le sang, les dirigeants du PKI qui avaient survécu firent une « autocritique » depuis leur lieu d'exil, qui fut publiée un an plus tard dans le *Peking Review*. La déclaration critiquait le PKI pour ne pas avoir eu une « attitude indépendante vis-à-vis de Sukarno », mais elle continuait à soutenir la stratégie suicidaire de « révolution par étapes », en réaffirmant : « notre parti doit œuvrer à gagner la bourgeoisie nationale aux côtés de la révolution ».

Le PKI adhérait à la variante maoïste du stalinisme, et pendant des années la bureaucratie chinoise avait approuvé la direction du PKI sans la moindre critique. La direction chinoise déclara que le PKI avait « appliqué et développé le marxisme-léninisme de façon créative » (cité par Sheldon Simon, *The Broken Triangle* [Le triangle brisé], 1969). Pourtant Pékin refusa même de protester contre le massacre. La première fois que les staliniens chinois mentionnèrent des troubles en Indonésie, ce fut le 19 octobre, trois



Australasian Spartacist

**Les spartacistes australiens, lors d'une manifestation en 1997 contre la dictature de Suharto, appellent à l'indépendance de classe du prolétariat et défendent les réfugiés est-timorais.**

semaines après le coup d'Etat de Suharto. Ils firent porter tout le blâme à de soi-disant « révisionnistes » pro-Moscou dans la direction du PKI, ajoutant cyniquement que les défaites sont salutaires :

« En dernière analyse, les diverses formes de persécution contre le Parti communiste indonésien et contre le peuple indonésien de la part de la clique militaire de droite de Suharto-Nasution ne feront que hâter la montée de la révolution indonésienne et accélérer sa propre fin. »

— *Peking Review*, 14 juillet 1967

La stratégie du « bloc des quatre classes » contre l'impérialisme et pour une « révolution nationale démocratique » avait ainsi conduit à la défaite en Indonésie, comme quarante ans plus tôt en Chine. En 1927 Trotsky avait dénoncé l'adaptation menchévique-stalinienne à la bourgeoisie nationale disant que c'était une recette pour la contre-révolution :

« Prévoyant l'inévitable départ de la bourgeoisie, la politique bolchévique dans la révolution bourgeoise est dirigée vers la création d'une organisation indépendante du prolétariat aussitôt que possible afin de l'imprégner aussi profondément que possible de méfiance à l'égard de la bourgeoisie, d'intégrer les masses aussitôt que possible dans la forme la plus large et de les armer, d'aider le soulèvement révolutionnaire des masses paysannes par tous les moyens. La politique menchévique, quand elle prévoit le prétendu départ de la bourgeoisie, cherche à repousser ce moment le plus possible, tout en sacrifiant l'indépendance de la politique et de l'organisation du prolétariat à ce but, les ouvriers se voient inculquer la confiance dans ce rôle progressif de la bourgeoisie, et on leur prêche la nécessité de se retenir [...]. Mais ce délai, la bourgeoisie l'utilise contre le prolétariat : elle s'empare de la direction grâce à ses grands avantages sociaux, elle arme ses troupes loyales, elle empêche l'armement du prolétariat, tant sur le plan politique que sur le plan militaire, et, après avoir assuré son avantage, organise le massacre contre-révolutionnaire au premier choc sérieux. »

— *La question chinoise dans l'Internationale communiste (1926-1927)*, textes rassemblés et présentés par Pierre Broué, 1976

La trahison des masses travailleuses indonésiennes par la Chine et le PKI en 1965 a démontré dans le sang que malgré leurs prétentions « antirévionnistes » les maoïstes n'étaient pas qualitativement meilleurs que leurs homologues du Kremlin. La trahison des luttes révolutionnaires à l'étranger a contribué à miner l'existence même des Etats ouvriers dégénéré et déformés. Comme nous l'avons fait remarquer juste après la défaite indonésienne : « Ainsi la Chine est maintenant presque totalement isolée devant l'impérialisme US. C'est le fruit de la politique de la bureaucratie de Mao qui recherche la coexistence avec des gouvernements capitalistes "amis", et qui subordonne lâchement les intérêts des travailleurs aux intérêts particuliers de la caste dirigeante nationale maoïste » (*Spartacist* édition anglaise n° 5, novembre-décembre 1965). Quelques années plus tard, la bureaucratie de Mao scella une alliance avec l'impérialisme US, dirigée contre l'URSS, qui a contribué à la destruction finale de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique.

Aujourd'hui c'est le destin de la Révolution chinoise elle-même qui est en jeu. Il y a à peine dix ans, la caste bureaucratique stalinienne usurpatrice au pouvoir parachevait la démolition de la Révolution russe de 1917 ; aujourd'hui ses homologues chinois foncent tête baissée pour vendre et démanteler l'Etat ouvrier déformé chinois. Mais ils ne peuvent mener cela à bien qu'en brisant la résistance du puissant prolétariat chinois. La Chine est à la croisée des chemins : c'est soit la révolution politique ouvrière pour chasser les bureaucrates et défendre les formes de propriété collectivisées de l'Etat ouvrier, et, nécessairement, étendre la révolution, soit la contre-révolution capitaliste qui finirait le travail commencé par la bureaucratie chinoise. L'issue aura des conséquences énormes pour la classe ouvrière dans toute l'Asie et dans le monde entier. Pour donner à la classe ouvrière la conscience de ses tâches historiques – pour qu'elle surmonte son atomisation politique et l'idéologie nationaliste et antirévolutionnaire omniprésente qui est l'héritage de décennies de domination stalinienne – il faut une direction révolutionnaire, un parti d'avant-garde prolétarien léniniste-trotskyiste.

### **Le rôle préminent de l'impérialisme américain dans les massacres de 1965**

Dans le cadre de sa campagne de guerre froide pour « repousser » le communisme, l'impérialisme US s'est embarqué dans une série d'offensives clandestines et militaires intensives dans tout le « tiers monde », du Guatemala à l'Asie du Sud-Est, en passant par l'Iran. Les Etats-Unis, tourmentés par la « perte de la Chine » après la victoire de la Révolution chinoise de 1949, essayèrent, en Asie, de contenir le flot des révolutions basées sur la paysannerie en multipliant les interventions impérialistes dans la région, en Corée, en Birmanie, au Cambodge, en Indonésie, au Laos, au Vietnam et aux Philippines. Après la Déclaration de Bandung, en 1955, du Mouvement des non-alignés dirigé par Sukarno, et après les élections locales de 1957 dans lesquelles le PKI reçut 27 % des voix, les USA craignirent que l'Indonésie ne dérive dangereusement vers le communisme. Eisenhower, le secrétaire d'Etat John Foster Dulles et son frère, Allen Dulles, directeur de la CIA – des hommes de la guerre froide – lancèrent des opérations subversives contre l'Indonésie. Ils apportèrent un soutien actif à la rébellion régionale qui déclara un Etat indépendant dans les Iles Extérieures en 1958. Les USA, la Grande-Bretagne et l'Australie

lui fournirent des armes et du matériel militaire. Des avions américains décollant des bases américaines dans les Philippines bombardèrent des cibles dans l'est de l'Indonésie. Les fonds affluaient pour le Parti Masyumi, islamiste fervent et étroitement allié aux rebelles. Cependant la rébellion fut écrasée.

Aujourd'hui la bourgeoisie américaine hurle au « terrorisme » islamique, mais en fait l'impérialisme américain a consciemment cultivé et soutenu des mouvements intégristes comme rempart contre le communisme, dans le cadre de sa croisade pour détruire l'Union soviétique. Au plus fort de la guerre froide dans les années 1950, John Foster Dulles proclama : « Les religions de l'Orient sont profondément enracinées et elles ont de nombreuses valeurs précieuses. On ne peut pas réconcilier leurs croyances spirituelles avec l'athéisme et le matérialisme communistes. Cela crée un lien commun entre nous, et notre tâche est de le trouver et de le développer » (cité par Paul Baran, *The Political Economy of Growth*, [L'économie politique de la croissance], 1957). Les impérialistes ont trouvé et développé leur lien commun avec le parti islamique réactionnaire Masyumi à la fin des années 1950, et ils l'ont cimenté en 1965 en aidant les bandes islamistes intégristes à perpétrer leurs sanglants massacres contre les communistes.

La CIA, aidée et soutenue par les forces de sécurité australiennes de l'ASIS, a trempé jusqu'au cou dans le bain de sang en Indonésie. Elle a aidé à commettre, comme elle l'a dit dans son propre rapport de 1968, « un des pires massacres du vingtième siècle ». C'est avec des listes de personnes à exécuter fournies par la CIA, contenant 5 000 noms de militants du PKI, que l'armée et les bandes islamistes pourchassèrent les communistes. Robert J. Martens, qui dirigeait les agents du Département d'Etat et de la CIA à l'ambassade américaine de Djakarta, et qui avait passé deux ans à compiler des listes de communistes, se vantait que « cela a été très utile pour l'armée », et il ajoutait : « J'ai probablement beaucoup de sang sur les mains, mais ce n'est pas entièrement mauvais » (*San Francisco Examiner*, 20 mai 1990).

Dès mars 1964, l'ambassadeur des Etats-Unis, Howard Jones, avait essayé de persuader Nasution, chef de l'armée, que celle-ci « devait prendre les choses en mains contre le PKI ». Jones poursuivait : « De notre point de vue, bien entendu une tentative avortée de coup d'Etat par le PKI serait le scénario le plus efficace pour commencer à renverser la tendance politique en Indonésie, cela donnerait à l'armée la liberté de réprimer sévèrement les communistes » (*Subversion as Foreign Policy*). A la fin de 1964, un officier néerlandais des services secrets de l'OTAN prédisait « un coup d'Etat communiste prématuré [...] voué à l'échec, qui donnerait à l'armée l'occasion légitime et très opportune d'écraser les communistes et de faire de Sukarno le prisonnier de la bonne volonté de l'armée » (cité dans *Journal of Contemporary Asia* [Journal de l'Asie contemporaine], Vol. 9, n° 2, 1979).

Le 5 octobre, quelques jours à peine après le coup d'Etat, la CIA télégraphiait à la Maison Blanche : « L'armée doit faire vite si elle veut profiter de l'occasion d'agir contre le PKI. » Un télégramme envoyé au Département d'Etat notait que les responsables US « ont clairement signifié [à l'armée] que l'ambassade et le gouvernement US en général approuvent et admirent ce que l'armée est en train de faire » (Geoffrey Robinson, *The Dark Side of Paradise* [Le côté obscur du paradis], 1995). La bourgeoisie américaine exprima son

admiration et sa satisfaction dans un article de la revue *Time* qui estimait que le massacre était « la meilleure nouvelle qu'ait reçue l'Occident depuis des années ».

Le massacre anticommuniste de 1965 en Indonésie a profondément altéré le cours des évolutions politiques dans le Sud-Est asiatique. Il a encouragé les impérialistes américains à prendre totalement possession du Sud-Vietnam. La stabilisation de l'Indonésie sous un régime de terreur anticommuniste a par la suite permis à la bourgeoisie américaine de s'extirper de sa guerre compromise au Vietnam, car elle avait confiance que la « menace communiste » en Asie avait été contenue. Sous le « nouvel ordre » de Suharto, l'Indonésie a été une cheville ouvrière dans l'ASEAN, alliance organisée par les Etats-Unis et dirigée principalement contre l'Etat ouvrier déformé chinois. En retour, Washington a soutenu ses brutes sanguinaires jusqu'au bout y compris en prenant en charge la formation militaire des assassins du Kopassus.

Pour excuser leur politique de collaboration de classes, les réformistes insistent sur le rôle néfaste joué par la CIA dans le massacre en Indonésie en 1965, dans le coup d'Etat qui a renversé Allende au Chili, et dans de nombreuses autres défaites. Que la CIA trempe jusqu'au cou dans le massacre des opprimés n'est pas vraiment nouveau. Mais la responsabilité politique centrale, ce sont les « dirigeants » des ouvriers et des opprimés qui la portent : avec leur politique de collaboration de classes, ils ont préparé le terrain pour le massacre de leurs propres membres par l'ennemi de classe en bloquant la voie à la révolution socialiste qui, seule, peut briser la puissance des impérialistes et de leurs partenaires néocoloniaux bourgeois subalternes.

### La montée de l'islam

La vague actuelle d'islam politique qui a déferlé sur le monde historiquement musulman a démarré en 1979 avec l'arrivée au pouvoir de Khomeiny en Iran. La montée de l'intégrisme religieux en tant que mouvement de masse, dans des pays tels que l'Indonésie et l'Iran, est le résultat, réactionnaire, du fait qu'à la fois il n'y ait pas eu d'alternative communiste et que le nationalisme ait manifestement fait banqueroute. Ce développement n'est pas limité aux pays islamiques : tant en Inde, majoritairement hindoue, qu'en Algérie musulmane, des régimes nationalistes bourgeois en principe indépendants, incapables d'apporter une solution à la misère des masses ou d'avancer vers la justice sociale, n'ont que le chauvinisme et la réaction religieuse à offrir aux peuples. Pour les masses, la religion devient non seulement une consolation mais une façon illusoire de s'opposer à un statu quo insoutenable. Aujourd'hui, avec l'Indonésie qui chancelle sous la crise économique mondiale des impérialistes, et dans le sillage de la destruction de l'Union soviétique, l'obscurantisme religieux et la superstition mystique s'intensifient. Le nombre de *mushollas* (salles de prière) dans les immeubles de bureaux des villes, les mosquées débordantes lors des prières du vendredi et des immenses rassemblements de prière, les pèlerinages à La Mecque et le nombre de femmes qui portent le foulard islamique (*jilbab*), montrent à quel point la vague d'intégrisme islamique en Indonésie grossit, particulièrement dans les classes moyennes des villes.

Dans ses dernières années, comme le soutien à son régime commençait à s'éroder dans beaucoup de secteurs de la bourgeoisie, Suharto s'est carrément allié aux forces islamistes



**Ouvrières d'une usine Nike. Les travailleuses indonésiennes seront en première ligne de la lutte contre l'exploitation capitaliste et l'esclavage semi-féodal.**

pour renforcer son régime. Le gouvernement Suharto qui considérait l'islam « comme une source d'orientation éthique et culturelle, a alloué de grosses sommes d'argent à l'enseignement supérieur islamique [...] et à la construction de mosquées, de salles de prière et d'écoles islamiques. Rien qu'à Java central, le nombre de mosquées a presque doublé dans les 12 ans précédant 1992, passant de 15 700 à 28 700 » (*Sydney Morning Herald*, 10 janvier 1998). Suharto a approuvé une loi qui rend l'instruction religieuse obligatoire dans les écoles publiques et une autre qui réaffirme l'indépendance des tribunaux religieux et leur égalité avec les tribunaux civils. Il a fait le pèlerinage de La Mecque et ajouté le nom Mohammed à son propre nom.

Mais surtout, Suharto a supervisé la création de l'Association indonésienne des intellectuels musulmans (ICMI) et l'a régulièrement consultée ; cette institution est présidée par Habibie et inclut des ministres, des officiers supérieurs et nombre d'intellectuels islamiques. Sous le gouvernement post-Suharto de Habibie, les activistes de l'ICMI se sont vus confier un rôle plus important comme ministres ou conseillers du président.

Se nourrissant du désespoir et de la frustration alimentés par la crise économique, une multitude de partis islamiques se sont formés dans le but de détourner la colère et les luttes des ouvriers. L'un des partis nouvellement formés est le Parti du mandat national, qui passe pour laïc tout en étant dirigé par Amien Rais, le dirigeant islamiste qui jusque récemment était à la tête de Muhammadiyah. Il y a aussi le Parti du réveil national, ramification politique de l'organisation islamique traditionaliste Nahdlatul Ulama dont la jeunesse avait joué un rôle important dans les massacres de 1965. Nahdlatul Ulama est dirigée par Abdurrahman Wahid. Megawati Sukarnoputri cherche des alliances tant avec Rais qu'avec Wahid. Rais, qui voudrait mettre en place une « société islamique » et qui a un passé de raciste anti-Chinois et antichrétiens, prétend maintenant avoir une plus grande « appréciation de la pluralité de la nation », parce qu'il ambitionne de la gouverner (*Inside Indonesia*, janvier-mars 1999). Pourtant, dans sa thèse de doctorat, qui était une apologie des Frères musulmans cléricaux-fascistes

d'Égypte dont il admirait le programme, il écrivait : « Le racisme et la terreur systématique étaient absents chez les Frères [musulmans] ». A la fin des années 1940, ces précurseurs du Hamas avaient organisé une campagne de terreur contre les communistes et les Chrétiens coptes sous le slogan « communisme = athéisme = libération des femmes. »

L'International Socialist Organization (ISO) [représentée en France par Socialisme par en bas] est une des organisations qui soutiennent Amien Rais en Indonésie. L'ISO sème de mortelles illusions que ce dirigeant musulman pourrait créer « dans l'armée un mouvement révolutionnaire des soldats du rang, pour la scissionner à la base » (*Socialist Worker* [Australie], 6 mars 1998). Leur journal comparait scandaleusement les manifestations étudiantes contre Suharto aux meutes islamiques anticommunistes de 1965-1966 :

« L'action la plus impressionnante s'est déroulée à l'Université de Djakarta dont les étudiants ont, dans le passé, joué un rôle dans le renversement du précédent régime de Sukarno. »

Ainsi *Socialist Worker* accepte les préjugés anticommunistes du mouvement étudiant d'aujourd'hui et adopte un ton de neutralité en parlant du massacre d'un million de communistes, d'ouvriers, de paysans et de populations d'origine chinoise, qui était soutenu par la CIA et qui a installé Suharto au pouvoir ! Ils caractérisent avec impudence la réaction islamique d'alternative « anti-impérialiste » et « révolutionnaire », de l'Iran à l'Indonésie en passant par l'Algérie, parce qu'ils rejettent la capacité révolutionnaire du prolétariat. En 1979, l'ISO a – comme pratiquement toute la gauche internationalement – soutenu la « Révolution iranienne » qui a mené le régime islamique réactionnaire de Khomeiny au pouvoir. En Afghanistan, cette organisation violemment antisoviétique, a soutenu les *moudjahidin* armés par la CIA dont la victoire sur l'Armée rouge soviétique a mené à un régime de terreur contre les femmes.

Le PRD indonésien sème l'illusion qu'il existe un islam « progressiste » et « démocratique ». Un message sur Internet diffusé par le PRD le 27 octobre 1998 déclarait : « Que l'islam constitue une force démocratique en Indonésie – et dans d'autres Etats – cela a déjà été prouvé », minimisant la menace d'intégrisme islamique qu'il qualifie d'épouvantail agité par les militaires (« les démocrates islamiques

constituent la menace la plus importante contre les militaires », *PRD info-Pembebasan* ! La montée de l'islam ne peut être qu'une force de réaction, prenant pour cible les femmes et les minorités religieuses en particulier. Comme nous l'avons écrit :

« La montée de l'islam politique représente, dans toutes ses variantes, une menace particulièrement mortelle pour le prolétariat multiethnique, les femmes, profondément opprimées, la minorité chinoise, assiégée, et toutes les minorités nationales et religieuses qui constituent cette prison des peuples. Il est urgent que le prolétariat entre dans l'arène en tant que classe, pour combattre pour ses propres intérêts historiques et comme champion de tous les opprimés. »

– *Workers Vanguard* n° 692, 5 juin 1998

## Libération des femmes par la révolution socialiste !

Tant sous la « démocratie guidée » de Sukarno que sous le « nouvel ordre » de Suharto, les femmes étaient soumises au diktat implacable de la loi islamique, y compris l'interdiction de l'avortement. Pour renforcer l'emprise des intérêts islamiques conservateurs, Suharto a rendu l'enseignement religieux obligatoire dans les écoles publiques et codifié l'oppression des femmes dans la loi sur le mariage de 1974 et la « Panca Dharma Wanita », les Cinq Devoirs des femmes, qui les lient à la famille patriarcale en tant qu'épouses, mères et gardiennes de leurs foyers. Aujourd'hui, Megawati continue de définir le rôle des femmes comme étant celui d'esclaves domestiques et leur enjoint : « Mesdames, en tant que présidente je vous donne l'ordre de lire les journaux après avoir fini de faire la cuisine » (*Far Eastern Economic Review*, 4 février 1999).

Pendant le massacre de 1965, l'armée visait délibérément les femmes et elle lança une campagne féroce contre Gerwani, l'organisation de femmes affiliée au PKI :

« Graduellement, on introduisait de nouveaux éléments qui, tous, conduisaient à la conclusion centrale que le public indonésien devait tirer : le communisme est si immoral et si antireligieux qu'il pousse "nos" femmes à négliger leurs devoirs féminins. Au lieu d'être des épouses loyales et de bonnes mères, obéissant à l'idéologie d'Etat du Pancasila et à la religion, elles deviennent politiquement actives, et immorales, donnant indécemment libre cours à leurs terrifiants pouvoirs sexuels et commettant d'indicibles atrocités. En conséquence, le public devait comprendre, qu'il était parfaitement justifié d'exterminer le communisme, et Gerwani en particulier, pour purifier la société et restaurer l'ordre. »

– Wim F. Wertheim, « The Truth About Gerwani : the Gender Aspect of the Suharto Regime » [La vérité sur Gerwani : la politique sexuelle du régime Suharto], Message sur Internet (sans date)

Depuis quelques années il existe un prolétariat jeune et actif qui s'est développé suite aux investissements impérialistes massifs dans la région durant ces deux dernières décennies. Les ouvrières, qui luttèrent pour le droit d'être organisées dans des syndicats indépendants, pour des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail, y compris le droit aux congés de maternité, ont joué un rôle combatif dans les luttes ouvrières contre la dictature de Suharto. Ceci est illustré par l'exemple de Marsinah, une jeune militante devenue une héroïne pour des millions de femmes après avoir été sauvagement assassinée au lendemain d'une vague de luttes ouvrières dans l'est de Java en 1993. Dita Sari, syndicaliste pro-PRD relâchée de prison début juillet 1999 après trois ans d'incarcération, est également devenue un symbole de résistance féminine combative contre l'oppression capitaliste.

En Indonésie, beaucoup de femmes prolétaires sont de nouvelles venues, arrivées de villages où les emplois traditionnels ont été remplacés par la mécanisation ou supprimés à la suite des progrès de l'urbanisation. Elles sont horriblement exploitées dans les usines et sont souvent logées dans les usines-prisons d'immenses complexes industriels qu'elles ne sont pas autorisées à quitter sans permission ; pourtant ces jeunes femmes ont aussi trouvé une certaine liberté par rapport aux pressions sociales de la famille et de la vie de village, en particulier la pression pour qu'elles se marient, souvent dans des mariages arrangés. Mais sous le capitalisme néocolonial, les acquis sociaux pour les femmes sont non seulement contradictoires mais réversibles selon les besoins de l'économie. Aujourd'hui avec la crise économique en Indonésie et dans toute l'Asie, les ouvrières sont menacées de licenciements massifs. Pour beaucoup d'Indonésiennes, cela signifie un retour à l'oppression encore plus brutale de la vie au village.

La lutte pour le droit à l'avortement est une question explosive dans l'Indonésie d'aujourd'hui. L'avortement est illégal et, selon les statistiques de 1994, 450 femmes enceintes sur 100 000 meurent – c'est le taux de mortalité dû à la maternité le plus élevé dans toute l'Asie du Sud-Est – et seize pour cent de ces décès sont le résultat d'avortements pratiqués dans des conditions dangereuses (*Sydney Morning Herald*, 3 janvier 1998).

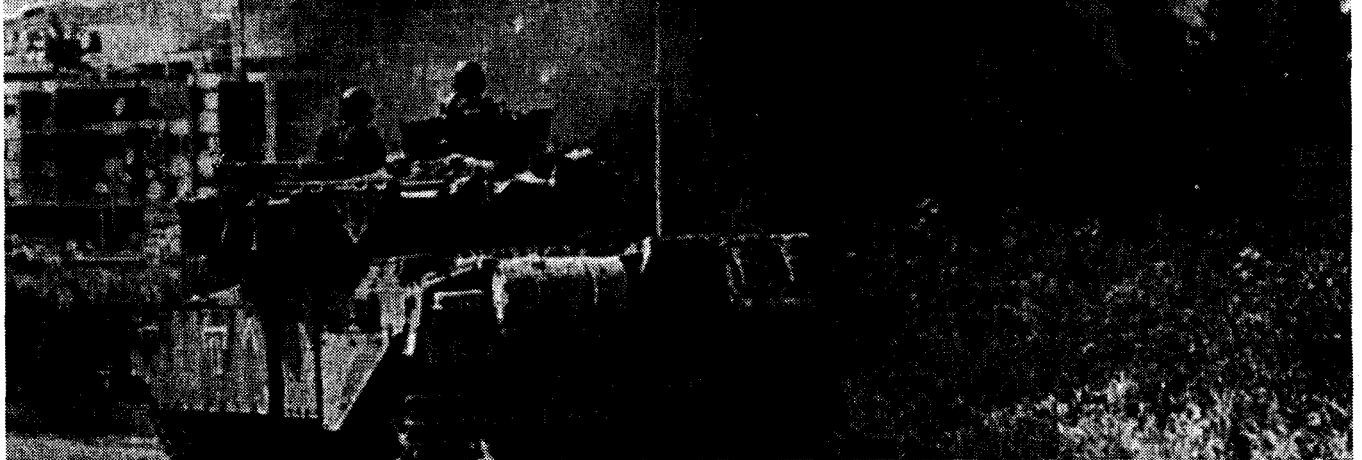
La lutte pour l'émancipation des femmes fait partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière pour renverser le système d'exploitation capitaliste. Les nationalistes au pouvoir – que ce soit ceux qui sont ouvertement réactionnaires ou ceux qui sont prétendument « progressistes » – défendent et renforcent la culture nationale « traditionnelle », intimement liée à la religion dominante qui, dans tous les cas, est l'ennemi de la libération des femmes. Les vrais communistes se battent pour mettre fin aux pratiques patriarcales oppressives pour les femmes, telles que la polygamie et le prix de l'épousée – héritage de l'arriération sociale que les réactionnaires religieux, de mèche avec les capitalistes au pouvoir, veulent maintenir. Nous luttons pour la pleine égalité pour les femmes, pour l'avortement libre et gratuit et pour la séparation de la religion et de l'Etat.

Comme lors de la Révolution russe de 1917, les ouvrières seront à l'avant-garde du combat contre l'esclavage capitaliste et semi-féodal en Indonésie. Comme Léon Trotsky disait en 1924 au sujet des femmes musulmanes nouvellement libérées dans l'Orient soviétique : « Il n'y aura pas de meilleur communiste en Orient, pas de meilleur combattant pour les idées de la Révolution [...] que l'ouvrière qui a acquis une conscience de classe. »

Les militaires indonésiens et leurs parrains impérialistes ont cherché à enterrer le communisme en 1965. Mais les contradictions insolubles du capitalisme impérialiste poussent de nouvelles générations d'ouvriers et de jeunes à la lutte. C'est à partir de ces couches que le noyau d'un parti d'avant-garde léniniste doit se constituer, réunissant des intellectuels déclassés et des ouvriers qui ont une conscience de classe. Ce parti doit avoir un programme internationaliste. Son point de départ doit être la compréhension, basée sur l'expérience de l'histoire, que le prolétariat et la bourgeoisie n'ont pas d'intérêts de classe en commun. Il doit briser une fois pour toutes les chaînes du capitalisme assujéti à l'impérialisme en menant au pouvoir le prolétariat, à la tête de tous les opprimés. ■

## A bas l'occupation impérialiste du Kosovo !

# Toutes les forces US/ONU/OTAN hors des Balkans, immédiatement !



AP

Troupes britanniques de l'OTAN observant Pristina incendiée, le 14 juin 1999. Tout ce que peut apporter aux peuples des Balkans l'occupation impérialiste, que ce soit sous les auspices de l'OTAN dominée par les USA, de forces de « sécurité » européennes ou des Nations Unies, c'est encore plus d'effusion de sang.

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)  
n° 55, AUTOMNE 1999

Les impérialistes américains et leurs alliés de l'OTAN – avec l'aide cruciale de la Russie capitaliste de Boris Eltsine, dans le rôle de « médiateur » – ont réussi à mettre à genoux la Serbie, un petit pays dépendant. Aux termes du diktat de « paix » des États-Unis et de l'OTAN, le Kosovo est devenu un protectorat de l'OTAN, occupé par 50 000 soldats pour une période indéterminée. C'était dès le départ l'objectif de l'OTAN, et non tout son baratin cynique sur la protection des Albanais du Kosovo. En tant qu'internationalistes prolétariens, qui avons appelé sans détours à la défaite des forces impérialistes de l'OTAN et à la défense militaire de la Serbie, nous, Ligue communiste internationale, dénonçons cette « paix » de brigandage dictée par les criminels de guerre les plus sanguinaires du monde.

Comme dans la guerre à sens unique contre l'Irak en 1991, les impérialistes s'en sont pris systématiquement à l'infrastructure nécessaire à la survie de la population civile : centrales et réseaux électriques, usines de traitement des eaux, chaufferies municipales, usines, hôpitaux, grands ensembles. A vrai dire, les impérialistes « démocratiques » des États-Unis et de l'OTAN ont causé davantage de ravages en Serbie que ne l'avait fait l'impérialisme allemand sous Hitler et le nazisme durant la Deuxième Guerre mondiale. Pendant des

mois, l'OTAN a préparé ses plans pour une invasion terrestre du Kosovo. Le journal londonien *The Observer* (18 juillet 1999) notait que « la reddition spectaculaire du président yougoslave Slobodan Milosevic, le mois dernier, s'est produite trois jours seulement après que la Grande-Bretagne et les États-Unis eurent mis la touche finale aux plans d'invasion terrestre massive du Kosovo – nom de code B-minus –, invasion qui devait être déclenchée la première semaine de septembre. »

Comme pour mieux montrer le caractère mensonger du prétexte des impérialistes que cette guerre avait pour mission la défense des « droits de l'homme », au moment même où les troupes de l'OTAN ont commencé à pénétrer au Kosovo, les populations serbes et tsiganes (roms) ont été la cible d'une « purification ethnique » brutale, incluant le massacre de familles entières. Pour les peuples qui habitent le Kosovo les termes de l'oppression ont été renversés : les Albanais étaient asservis et persécutés par le régime chauvin serbe de Milosevic ; mais aujourd'hui c'est la population serbe, dont il ne reste qu'une petite partie, qui est chassée du Kosovo par une terreur meurtrière. Les impérialistes – qui sont actuellement hostiles à un Kosovo indépendant et à toute idée de Grande Albanie – ont clairement affirmé qu'ils entendaient rester maîtres du jeu.

Cette guerre a été menée, aux États-Unis, par les Démocrates de Clinton et, en Europe, fait significatif, par des gouvernements dirigés par des partis sociaux-démocrates

## A bas l'impérialisme ! Pour la révolution ouvrière !

et ex-staliniens. A la remorque de sa propre bourgeoisie, la soi-disant gauche réformiste et centriste n'a pas manqué de s'aligner comme un seul homme derrière les pleurnicheries sur le « pauvre petit Kosovo » des fauteurs de guerre impérialistes. Son opposition aux bombardements de l'OTAN a été de pure forme, comme nous le faisons remarquer dans la déclaration publiée le 21 avril 1999 par la LCI et reproduite en page 49. Ainsi, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) d'Alain Krivine, reflétant les frictions entre l'impérialisme français et une OTAN dominée par les Etats-Unis, appelait explicitement à une intervention impérialiste sous couvert des Nations Unies ou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), une instance dominée par les Européens. Ceci s'accorde parfaitement avec la position de la majorité du Secrétariat unifié (SU) comme quoi : « Nous ne pouvons pas condamner toutes les interventions de l'ONU et de l'OTAN. Nous devons les examiner au cas par cas » (*Socialist Action*, avril 1999). De même, Alex Callinicos, un des principaux porte-parole du Socialist Workers Party britannique de Tony Cliff, figurait parmi les signataires d'une déclaration, publiée le 10 mai 1999 dans le *New Statesman*, qui appelait à une intervention de l'OSCE au Kosovo, comme alternative à l'OTAN.

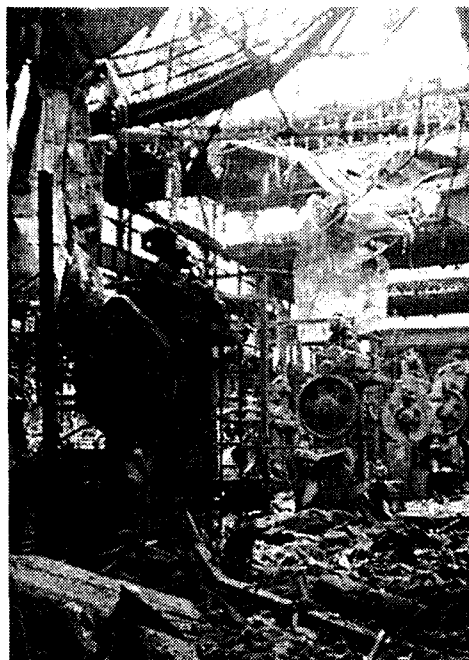
Les centristes de droite du groupe britannique Workers Power (WP) ont marché en rangs serrés derrière le gouvernement travailliste de Blair en Grande-Bretagne, la plus va-t-en-guerre des puissances impérialistes. Le soutien à l'« indépendance du Kosovo » de pseudo-trotskystes comme WP, qui ont pris fait et cause pour l'UCK (Armée de libération du Kosovo), cache mal leur soutien aux buts de guerre des impérialistes. Cela s'est vu clairement quand WP participa, le 10 avril 1999, à un rassemblement du « Secours ouvrier pour le Kosovo » où figuraient en bonne place des mots d'ordre comme « Bonne chance à l'OTAN » et « L'OTAN, maintenant ou jamais ». Par la suite, Workers

Power et un certain nombre d'autres groupes à la traîne des travaillistes organisèrent, le 11 mai, un meeting à la tribune duquel se trouvaient deux orateurs ouvertement pro-OTAN dont une nationaliste albanaise virulente, qui déclara à l'auditoire que tous ceux qui ne soutenaient pas l'OTAN devaient rester chez eux (voir *Workers Hammer* n° 169, juillet/août 1999) !

Maintenant que l'OTAN l'a emporté, WP proclame : « Tout le monde devrait se réjouir du retrait des forces géocidaires qui ont chassé près d'un million de Kosovars de leur pays natal, et en ont transformé un demi-million d'autres en réfugiés dans les bois et les montagnes. Mais on ne doit pas se réjouir de voir le Kosovo transformé en protectorat, officiellement des Nations Unies, mais en réalité de l'OTAN » (*Workers Power*, juin 1999). Il était du devoir de tous ceux qui voulaient voir l'impérialisme vaincu de défendre la Serbie contre l'agression impérialiste. Dans cette déclaration, Workers Power *applaudit* la défaite de l'armée serbe face à l'impérialisme de l'OTAN, et colporte en réalité des illusions dans l'ONU.

Notre dénonciation du révisionnisme de la soi-disant gauche et nos interventions avec notre programme révolutionnaire internationaliste nous ont valu l'hostilité de tous ceux qui, à « gauche », battaient le tambour pour l'OTAN. Lutte ouvrière (LO), ivre de rage après que nous ayons démasqué sa ligne pro-impérialiste dans le forum sur la guerre des Balkans à la Fête de LO, près de Paris, le 24 mai 1999, envoya une vingtaine de gros bras s'en prendre à la LCI le dernier jour de la fête ; délibérément, ils cassèrent en quatre endroits le bras de notre camarade Xavier Brunoy, rédacteur en chef de notre journal français *le Bolchévik*.

En avril 1999, tandis que l'OTAN menait ses bombardements terroristes contre la Serbie, le Parti communiste de Grande-Bretagne (CPGB) a constitué une « commission » soi-disant pour « enquêter » sur une agression physique



sans crédit



Young Spartacus

ЈЕДИНСТВЕНА СИНДИКАЛНА ОРГАНИЗАЦИЈА "ЗАСТАВА"

Београд, Трг Војводе 4  
Телефон 844/86-847  
Факс 844/86-828  
e-mail: 094@zastava.yu

par ott. NIKOLJ CALINIC  
pour le service assistance della  
LCI - MBE

Carissimi colleghi,

Spesso il nostro settore, l'industria più del nostro paese  
sta da anni a crearsi i seguenti versamenti:

- 01/07/1999 - € 354,76 PV
- 15/07/1999 - € 725,018,06 PV
- 23/07/1999 - € 108.973,54 PV

Il cui totale risulta € 884.132,37

---

**SLAI COBAS**  
Sindacato dei lavoratori autonomi italo-yugoslavi

Sede legale via Olcese 24/10028 Pogliano (CRO) IVA / Tel 02/8207023  
Sede nazionale: via Ligure 49 / 20143 Milano / Tel. 02/8202117

Spill in  
CODISPRO  
C/o MBE Via Moscova, 13  
Milano

Lo Slai Cobas a nome del "Comitato e sostegno del popolo Jugoslavo"  
confirma di aver ricevuto i fondi raccolti dalle sezioni della Lega Comunista  
Internazionale (LCI) e dalle sue organizzazioni fratreme di difesa così come  
elencate nella ricevuta confermata dell'8 settembre 1999. La somma totale di lire  
italiane che abbiamo ricevuto dalla LCI e dai suoi sostenitori per gli operai della  
Zastava è pari a € 19.690.713 e ad è stato interamente versato al fondo per gli  
operai Jugoslavi (alla Zastava).

Milano 09/1999

La LCI a pris part à la campagne d'aide matérielle aux victimes des bombardements de l'OTAN, qui ont détruit l'usine automobile Zastava à Kragujevac en avril 1999. La campagne a permis aux travailleurs de prendre position contre leur « propre » impérialisme. A droite : Lettre des COBAS (9 septembre 1999) accusant réception des « fonds collectés par les sections de la LCI et ses organisations de défense associées [...] pour un montant égal à 19.690.713 liras ». La lettre de Zastava aux COBAS (au-dessus) confirme la réception des fonds collectés.



**Serbes quittant Mitrovica sous les huées d'une foule albanaise, le 17 juin 1999. Lorsque les forces de l'OTAN sont entrées au Kosovo, des dizaines de milliers de Serbes et de Tsiganes ont fui les pogromes.**

contre Eibhlin McDonald, une dirigeante de la Spartacist League/Britain, par un certain Ian Donovan, excité anticommuniste et sympathisant du CPGB – en fait c'était pour fournir un alibi à cette agression. Pourtant, les faits n'étaient contestés par personne, même pas par Donovan. En janvier 1999, à Londres, il avait frappé Eibhlin McDonald d'un coup de poing au visage lors d'une manifestation commémorant le « Bloody Sunday » de 1972 en Irlande du Nord, où des catholiques avaient été massacrés par des soldats britanniques commandés par Michael Jackson (qui commandait encore récemment les forces d'occupation de l'OTAN au Kosovo). Donovan était devenu hystérique quand McDonald, qui est irlandaise, dénonça son soutien au Socialist Party, un groupe pro-impérialiste connu pour avoir parrainé le dirigeant loyaliste fasciste Billy Hutchinson. La « commission d'enquête » du CPGB était l'expression de sa loyauté au Parti travailliste au pouvoir et aux intérêts de l'impérialisme britannique : c'était une minable caricature d'enquête destinée à traîner la Spartacist League dans la boue parce que nous avons été les seuls à nous battre contre la sanglante guerre des Balkans de Blair et du marais travailliste. Le CPGB s'est évertué à justifier les bombardements impérialistes terroristes de façon si flagrante que nos camarades l'ont surnommé « les socialistes à la Jamie Shea » (du nom de l'attaché de presse britannique de l'OTAN). Le CPGB déclarait ainsi : « Il est évident pour tout le monde, sauf ceux qui sont volontairement stupides, que l'OTAN a tout fait pour minimiser les pertes civiles » (*Weekly Worker*, 10 juin 1999). En fait, pendant les bombardements de l'OTAN, les pertes civiles *ont dépassé de loin* les pertes militaires !

Les pseudo-trotskystes se sont largement redéfinis comme des « libéraux » et des sociaux-démocrates, se réclamant rarement, ne fût-ce que formellement, du léninisme. Le comité exécutif du SU, par exemple, a voté en février 1999 de retirer de ses statuts toute référence à la Révolution russe de 1917, aux quatre premiers congrès de l'Internationale communiste et au Programme de transition (le docu-

ment de fondation de la Quatrième Internationale). En juillet dernier, dans un meeting à Londres, Krivine, dirigeant français du SU, a dénigré ceux qui se réclament ouvertement du trotskysme, proclamant que la tâche aujourd'hui c'était d'être un « révolutionnaire », qu'il définit comme quelqu'un qui « dirige le mouvement social » en conjonction avec d'autres forces, y compris des chrétiens socialistes. En fait, c'est avec des cléricaux *antisocialistes*, comme les contre-révolutionnaires de Solidarność en Pologne, que le SU s'est souvent allié. Un camarade de la SL/B confronta Krivine et fit remarquer que le SU n'avait jamais été la Quatrième Internationale, et que cet héritage programmatique appartient à la LCI. Ce camarade nota que c'est plutôt dans la Deuxième Internationale que Krivine et Cie avaient leur place. La loyauté de la pseudo-« extrême » gauche envers sa propre bourgeoisie dans la guerre contre la Serbie est l'aboutissement logique du soutien précédemment apporté à la contre-révolution patronnée par l'impérialisme en Union soviétique et dans les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, comme la Yougoslavie.

Le prolétariat avait bien moins d'enthousiasme pour cette guerre que la soi-disant gauche qui acclamait l'« impérialisme des droits de l'homme ». Même aux Etats-Unis, où il n'y a pas eu de manifestations de masse, l'attitude des ouvriers envers la guerre allait de la passivité à la méfiance. Le Premier Mai, dans toute l'Europe et jusqu'au Japon et à l'Australie, la guerre des Balkans fut la question brûlante, malgré les efforts des bureaucrates syndicaux pour garder l'attention tournée vers les préoccupations économiques. L'opposition prolétarienne à la guerre a été particulièrement explosive en Italie et en Grèce. Le 13 mai en Italie, plus d'un million de travailleurs ont participé à une grève politique d'une journée, à l'initiative des COBAS syndicalistes, sur le mot d'ordre « Pas une vie, pas une lire pour cette guerre ». Les COBAS ont également lancé une campagne financière pour les travailleurs yougoslaves, après le bombardement et la destruction de l'usine automobile de Zastava à Kragujevac par l'OTAN – qui savait parfaitement que les ouvriers avaient formé un « bouclier humain » pour protéger l'usine. Les sections de la LCI, malgré leurs divergences politiques avec les COBAS, ont participé activement à la campagne financière pour Zastava qui donnait aux travailleurs un moyen de prendre concrètement position contre leur « propre » impérialisme meurtrier.

Dans la guerre contre la Serbie, les dirigeants de l'OTAN ont célébré l'unité des puissances occidentales. Mais derrière cette unité de façade, la guerre a accentué les tensions entre grandes puissances capitalistes, tensions qui se sont intensifiées depuis la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique. L'Allemagne et d'autres Etats d'Europe de l'Ouest sont déterminés à construire une force militaire indépendante des Etats-Unis, à la mesure de leur rivalité économique croissante avec l'impérialisme américain.

On ne peut pas mener la lutte contre la guerre impérialiste à part et séparément de la lutte de classe. Seule la révolution socialiste peut renverser le système capitaliste impérialiste qui engendre la guerre. C'est la révolution d'Octobre 1917, dirigée par le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky, qui a arraché la Russie à la Première Guerre mondiale et créé le premier Etat ouvrier, un phare de l'internationalisme révolutionnaire pour le prolétariat du monde entier. Nous luttons pour forger la Quatrième Internationale, l'instrument qui pourra conduire les masses ouvrières vers de nouvelles révolutions d'Octobre et une société socialiste mondiale. ■





# Déclaration de la Ligue communiste internationale Défaite de l'impérialisme par la révolution ouvrière ! Défense de la Serbie !

**Toutes les troupes de l'OTAN/ONU/USA,  
hors Balkans ! Pour une Europe ouvrière !**

*Nous reproduisons ci-dessous la déclaration de la LCI sur la guerre des Balkans, en date du 21 avril 1999, qui fut publiée en allemand, anglais, espagnol, français, italien, japonais et polonais. Le Premier Mai 1999, les militants de la LCI ont vendu et diffusé cette déclaration dans 15 pays.*

La guerre impérialiste contre la Serbie est déjà le conflit le plus important en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale. Après avoir pilonné la Serbie pendant des semaines avec des bombes et des missiles de croisière, les impérialistes occidentaux parlent de plus en plus d'une invasion à grande échelle de ce qui reste de la République yougoslave dominée par les Serbes. Les Balkans sont redevenus la poudrière de l'Europe, nous rapprochant un peu plus d'une nouvelle guerre mondiale. En tant qu'organisation d'internationalistes prolétariens qui nous battons pour construire un parti mondial de la révolution socialiste, la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) déclare : **Défaite de l'impérialisme par la révolution ouvrière ! Défense de la Serbie contre l'attaque de l'OTAN et des USA ! A bas les sanctions économiques des Nations Unies ! Toutes les troupes de l'OTAN, de l'ONU et des USA hors des Balkans !**

Dans une déclaration du 25 mars 1999, la Spartacist League/US affirmait :

« Chaque coup porté contre l'impérialisme US dans les Balkans contribuera à affaiblir l'ennemi de classe, en créant une ouverture pour la classe ouvrière et les opprimés d'ici afin qu'ils se battent contre le torrent d'attaques déclenchées par Wall Street et ses agents politiques, le Parti démocrate et le Parti républicain. Nous nous battons pour construire le parti ouvrier révolutionnaire multiracial forgé dans le creuset de la

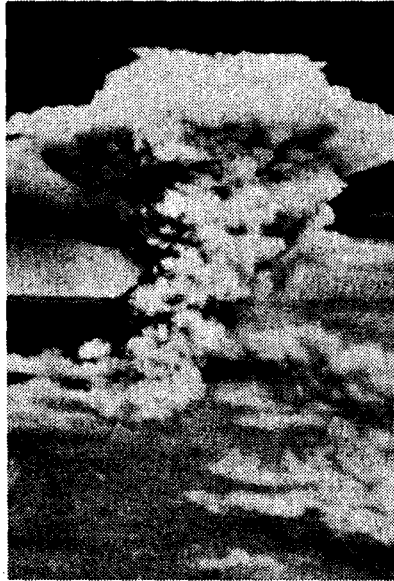
lutte de classe, l'instrument nécessaire pour diriger la classe ouvrière vers le renversement de tout ce système basé sur le racisme, l'exploitation et la guerre, par la voie d'une révolution socialiste qui arrachera l'industrie et le pouvoir des mains d'une petite poignée de riches bourrés de fric et créera une économie socialiste égalitaire. »

En Europe, les attaques impérialistes brutales contre la Serbie sont menées par des gouvernements capitalistes dirigés par des sociaux-démocrates et des ex-staliniens. Comme le disait Clausewitz, l'historien et expert militaire, la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Ayant démontré leur loyauté envers leur bourgeoisie au niveau interne en appliquant l'austérité capitaliste raciste, les sociaux-démocrates montrent aujourd'hui plus de zèle que leurs prédécesseurs de droite pour faire le sale boulot des impérialistes à l'extérieur. Le *Berliner Zeitung* (25 mars 1999) observait : « Qu'un gouvernement rouge-vert ait envoyé des unités de la Bundeswehr pour participer à une intervention militaire pour la première fois depuis la création de la République fédérale a épargné au pays un conflit idéologique et politique stérile. » Quand la guerre a éclaté, les sections de la Ligue communiste internationale ont immédiatement publié des déclarations pour démasquer la propagande de guerre impérialiste et mobiliser les ouvriers du monde entier contre leurs « propres » bourgeoisies.

La destruction de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a provoqué une multiplication des guerres régionales et des aventures militaires impérialistes, et un nationalisme nouveau et virulent est devenu le bélier de la contre-révolution. Les rivalités interimpérialistes, qui étaient auparavant mises en sourdine par la nécessité de maintenir une alliance antisoviétique,



Novosti



Asahi Shimbun



sans crédit

**Les impérialistes sont les plus grands criminels de guerre au monde : camp de la mort nazi à Auschwitz ; incinération atomique d'Hiroshima par les USA ; massacre d'Algériens par la bourgeoisie française pendant la guerre d'Algérie.**

ont resurgi. Sous le vernis d'unité des « alliés » de l'OTAN pour bombarder la Serbie aujourd'hui, se cachent des rivalités interimpérialistes fondamentales qui s'intensifient et qui s'expriment dans la guerre commerciale qui va s'amplifiant entre les USA et l'Europe ainsi que le Japon. Le monde post-soviétique ressemble de plus en plus au monde d'avant 1914. Ce furent les machinations impérialistes qui, attisant les flammes des haines nationalistes dans les Balkans, menèrent directement à la Première Guerre mondiale.

Aujourd'hui, les bombardements de l'OTAN pourraient être le détonateur d'une conflagration internationale plus large et bien plus sanglanté qui pourrait entraîner la Grèce, la Turquie et la Russie. Bien que la Russie capitaliste se comporte comme un « médiateur » pour l'OTAN, sa dénonciation de l'attaque militaire de l'OTAN et des USA contre la Serbie va dans la logique de son ambition à s'affirmer comme une puissance impérialiste régionale. La Russie et les Etats-Unis ont tous deux des arsenaux nucléaires énormes et les USA ont déjà démontré, avec l'incinération nucléaire d'Hiroshima et Nagasaki en 1945, qu'ils étaient prêts à se servir de ces armes. Qui oserait affirmer que les Français, les Britanniques et les Israéliens auraient plus de retenue ? Le capitalisme est un système irrationnel et la course folle aux profits et au pouvoir, inhérente à ce système, mènera inévitablement à une troisième guerre mondiale nucléaire si elle n'est pas stoppée par une révolution prolétarienne internationale.

### **La terreur impérialiste s'abat sur la Yougoslavie**

La guerre de l'OTAN contre la Serbie n'a rien à voir avec « les droits de l'homme » ou la défense de la population albanaise du Kosovo contre « la purification ethnique ». Cette guerre n'est pas à propos des Albanais du Kosovo – c'est une guerre de domination dont le but est de réaliser un projet que les Américains caressent depuis longtemps, à savoir, implanter une présence militaire importante des Etats-Unis et de l'OTAN en Serbie en soumettant ou, si nécessaire, en délogeant Milosevic. Depuis quand les impérialistes se préoccupent-ils des peuples opprimés ? Des cen-

taines de milliers d'immigrés sont expulsés chaque année par les gouvernements européens. D'ailleurs, ces mêmes gouvernements sont devenus pratiquement hystériques quand l'idée de devoir ouvrir leurs frontières aux réfugiés du Kosovo a été évoquée.

La LCI se réclame de la tradition de V. I. Lénine qui, dans *Le Socialisme et la guerre*, un manuel d'internationalisme révolutionnaire plein d'enseignements, écrit en 1915 et diffusé clandestinement aux ouvriers et aux soldats à travers l'Europe pendant la guerre, déclare :

« Les partisans de la victoire de leur gouvernement dans la guerre actuelle, de même que les partisans du mot d'ordre : "Ni victoire ni défaite", adoptent les uns et les autres le point de vue du social-chauvinisme. Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son gouvernement ; elle ne peut manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser. »

Lénine soulignait que dans le cas d'une guerre impérialiste contre une petite nation ou un peuple semi-colonial, le devoir de la classe ouvrière est non seulement de lutter pour la défaite de « son » gouvernement mais aussi de défendre les victimes de l'agression impérialiste. Dans la guerre actuelle, nous sommes pour la défense militaire de la Serbie sans donner au régime de Milosevic le moindre soutien politique. Nous avons soutenu le droit à l'autodétermination de la population albanaise du Kosovo contre le régime chauvin serbe de Belgrade jusqu'à ce que l'OTAN utilise les séparatistes albanais comme pions pour ses visées prédatrices. Pour les marxistes, le droit démocratique à l'autodétermination des Albanais du Kosovo est nécessairement subordonné *aujourd'hui* à la lutte contre les bombardements et la menace d'intervention impérialistes.

En fait, les massacres nationalistes tous azimuts dans les Balkans ont été directement provoqués par les impérialistes dans leur ardeur à détruire l'ancien Etat ouvrier déformé de Yougoslavie par la contre-révolution capitaliste. La République socialiste fédérative de Yougoslavie s'est constituée au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, durant laquelle les partisans communistes de Tito se sont battus contre la Wehrmacht, armée d'occupation de l'Allemagne nazie, ainsi

que contre les fascistes oustachis croates et les royalistes tchetniks serbes. Les partisans de Tito étaient la seule force qui pendant la guerre s'opposait à la politique de massacres interethniques en Yougoslavie. Mais les idéaux socialistes et démocratiques auxquels faisait appel publiquement le régime de Tito ont été sapés par les déformations bureaucratiques et les limitations inhérentes au stalinisme, avec son programme de construction du socialisme dans un seul pays. Tito a introduit le « socialisme de marché » qui a ouvert la Yougoslavie à la pénétration économique impérialiste et a renforcé les disparités entre les différentes régions, alimentant ainsi le nationalisme renaissant.

Après la mort de Tito, la bureaucratie a commencé à se fracturer selon des clivages nationaux. Milosevic, qui, en tant que dirigeant de la banque centrale, avait engagé des « réformes de marché », a lancé sa carrière politique en faisant appel au chauvinisme de « la grande Serbie » notamment contre les Albanais du Kosovo. En cela, il personnifiait le lien entre la restauration capitaliste et le nationalisme. Mais Milosevic n'était pas seul de ce point de vue. Son homologue croate, Franjo Tudjman, idolâtre les fascistes oustachis de la Deuxième Guerre mondiale, fantoches des nazis allemands, et le dirigeant bosniaque Alija Izetbegovic est un nationaliste forcené et un réactionnaire islamiste. Les marxistes s'opposent au poison du nationalisme et combattent pour l'unité de classe des ouvriers de Serbie, de Croatie, de Slovénie, de Bosnie, de Macédoine, du Monténégro et du Kosovo pour le renversement de tous les régimes nationalistes sanguinaires de la région depuis Milosevic jusqu'à Tudjman. Pour une fédération socialiste des Balkans !

La crise terminale de la Yougoslavie titiste s'est produite au début de 1991, lorsque les régimes nationalistes réactionnaires fraîchement élus de Croatie et de Slovénie déclarèrent leur sécession de l'Etat fédéral. L'Allemagne intervint comme un rouleau compresseur pour forcer ses alliés européens à reconnaître leur indépendance. Les Etats-Unis ajoutèrent ensuite leur poids à l'Allemagne pour faire pencher la balance en faveur d'une Bosnie indépendante sous la direction des forces nationalistes musulmanes. En Croatie, les Etats-Unis et l'Allemagne fournirent au régime fascisant de Tudjman non seulement d'énormes quantités d'armes modernes mais aussi un entraînement et des conseillers militaires de haut niveau. Ceci permit, au milieu de 1995, à l'armée croate, avec l'aide d'attaques aériennes de l'OTAN, de mettre en déroute les forces armées serbes. Des centaines de milliers de civils serbes furent alors expulsés par les forces armées croates au cours de l'acte de « purification ethnique » le plus important de la guerre. En même temps, en Bosnie,

les Etats-Unis finançaient et armaient secrètement des tueurs intégristes islamiques, dont les égorgeurs *moudjahidin* qui avaient combattu l'Armée rouge en Afghanistan.

### Les euro-« socialistes »

La guerre est toujours un test déterminant pour les révolutionnaires. Trotsky a souligné que la position prolétarienne sur la guerre exigeait « une rupture véritable et complète avec l'opinion publique officielle sur la question extrêmement brûlante de la "défense de la patrie" ». La pseudo-extrême gauche fournit la preuve, par la négative, de la justesse de la remarque de Trotsky. Ils reprennent, de concert avec les impérialistes, le cri de guerre du « pauvre petit Kosovo » tout en refusant de défendre la Serbie dont le droit même à l'existence nationale est attaqué par les puissances impérialistes. Malgré un vernis pacifiste d'opposition aux bombardements, ils marchent au pas derrière les buts de guerre de leurs propres impérialismes et des gouvernements sociaux-démocrates ou de front populaire qu'ils ont soutenus dans les élections. Quand ils disent : arrêt des bombardements de l'OTAN ; traduisez : pour une intervention militaire terrestre dans les Balkans sous contrôle de l'Union européenne. Aujourd'hui, pour ces militants de gauche de la « mort du communisme » qui ont depuis longtemps perdu toute confiance dans les capacités révolutionnaires du prolétariat, ce sont les impérialistes sanguinaires – que ce soit sous le drapeau de l'ONU ou de l'Union européenne ou de l'OTAN – qui sont le moyen d'apporter « les droits de l'homme » aux peuples opprimés du monde !

Dans sa propagande soi-disant « anti-guerre », la « gauche » européenne fait ni plus ni moins fonction de porte-parole pour sa propre bourgeoisie impérialiste, dont les intérêts ne sont pas du tout les mêmes que ceux des impérialistes américains. « La collaboration avec l'OTAN dans la crise yougoslave n'est qu'un manteau qui cache de grandes divergences entre les Etats-Unis et leurs alliés européens », disait un ex-fonctionnaire de l'ONU au *Chronicle* de San Francisco. Le même article (15 avril 1999) citait une série de personnes, couvrant toute la gamme de la gauche à la droite, qui « considèrent que l'intervention au Kosovo est une tentative à peine déguisée d'imposer la volonté de Washington sur l'avenir de l'Europe ». En France le *Chronicle* faisait remarquer que « les commentaires des journaux sont si opiniâtrement hostiles aux Etats-Unis qu'un lecteur pourrait bien imaginer que Paris est en guerre non contre l'armée yougoslave mais contre le Pentagone ». Quant à l'ex-chancelier allemand Helmut Schmidt, il s'est plaint d'être « tenu en laisse par les Américains ».



Workers Hammer photos

**La pseudo-gauche manifeste pour les buts de guerre de l'impérialisme des « droits de l'homme » : les pro-travailleurs de l'« Alliance for Workers Liberty » et les centristes de Workers Power (tout à droite) lors du rassemblement « Secours ouvrier pour le Kosovo » à Londres le 10 avril 1999.**

Ainsi la « gauche » agit en éclaircur pour sa propre bourgeoisie : son « anti-américanisme » est un substitut bon marché et un obstacle à l'internationalisme prolétarien anti-impérialiste. Les mots d'ordre avancés par la « gauche », qui nage dans le sens du courant de l'« opinion publique » bourgeoise, s'accordent avec ceux des fascistes patentés ; par exemple, en Allemagne les nazis avancent le mot d'ordre « Pas de sang allemand pour des intérêts étrangers ! »

Les moins subtils des *faucons* « de gauche » sont peut-être les ex-partis staliniens, comme par exemple le PC français qui est bien sûr dans le gouvernement. Dans un tract signé par le PCF et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) à Rouen dont le titre était « L'Europe et la France doivent participer à la construction de la paix », les signataires se plaignaient de ce que les bombardements de l'OTAN n'avaient pas viré Milosevic : « Milosevic reste ! Les Albanais sont chassés ou massacrés ! Tels sont les premiers résultats de cette aventure militaire. La paix dans la région suppose au contraire un soutien actif et déterminé aux faibles forces sociales et démocratiques qui luttent contre les dictatures nationalistes et pour les droits des minorités ethniques. »

La LCR pseudo-trotskyiste, section française du Secrétariat unifié (SU), bat les tambours de la guerre de façon plus explicite dans sa propre presse. La LCR a appelé ouvertement à l'*intervention militaire impérialiste au Kosovo* sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) – un bloc militaire dominé par l'Europe – ou celle des Nations Unies. Dans son numéro du 1<sup>er</sup> avril 1999, *Rouge* déclarait :

« L'OTAN n'était pas le seul ni surtout le meilleur point d'appui d'un accord. On pouvait trouver les conditions d'une police multinationale (notamment composée de Serbes et d'Albanais) dans le cadre de l'OSCE pour appliquer un accord transitoire. »

La semaine suivante une déclaration de *Rouge* prônait un accord avec la Serbie où l'ordre serait maintenu par « une force multinationale sous le contrôle de l'ONU ». L'ONU – cette véritable caverne de brigands et leurs victimes – est l'instrument du militarisme impérialiste, depuis la guerre de 1950-1953 contre l'Etat ouvrier déformé de Corée du Nord jusqu'au massacre de dizaines de milliers d'Irakiens pendant la guerre du Golfe de 1991.

Le SU d'Alain Krivine se fait le porte-parole de l'impérialisme français et s'oppose à l'intervention de l'OTAN, dominée par les USA, pour réclamer l'envoi d'un corps expéditionnaire impérialiste européen dans les Balkans. Rifondazione Comunista (RC) en Italie et le PDS en Allemagne (ainsi que certains membres du SPD tels que l'ancien secrétaire général Oskar Lafontaine) donnent à peu près dans le même genre d'anti-américanisme nationaliste. Le gouvernement américain est certes la puissance militaire impérialiste numéro un, mais essayer de faire croire que les Etats impérialistes européens ont de meilleures intentions que les USA n'est que du social-patriotisme méprisable. Faut-il supposer que la bourgeoisie allemande d'Auschwitz est moralement meilleure que son homologue américaine ? Et la sale histoire du colonialisme français en Algérie et en Indochine alors ? Ou celle de l'empire britannique qui a pillé et assassiné en Irlande, en Inde, en Afrique et au Moyen-Orient ? Quant à la bourgeoisie italienne, c'est elle qui a inventé les camps de concentration en Libye, qui a été la première à utiliser les gaz toxiques contre la population éthiopienne et qui a perpétré d'innombrables actes de sauvagerie dans les Balkans pendant la Deuxième Guerre mondiale.

L'organisation française pseudo-trotskyiste Lutte ouvrière

(LO) a la réputation méritée de capituler devant les préjugés arriérés de la classe ouvrière en tournant le dos aux oppressions spécifiques, que ce soit l'oppression des femmes, l'homophobie, le racisme ou la question nationale en France, où tout comme le reste de la pseudo-extrême gauche elle refuse le droit à l'autodétermination des Basques en France. Pourtant LO s'est soudain faite le champion du droit à l'autodétermination du peuple kosovar. Dans son numéro du 9 avril 1999, *Lutte ouvrière* écrit : « Si le gouvernement français, comme les autres gouvernements occidentaux, aidait réellement les Kosovars, cela se saurait et l'on verrait alors autre chose que ces interminables files de réfugiés épuisés que la télévision nous montre. » LO a beau prétendre s'opposer aux attaques de l'OTAN, la logique de cette position c'est que les impérialistes devraient intervenir de façon plus décisive et vraiment écraser les Serbes. En présentant Milosevic – plutôt que les impérialistes – comme l'ennemi principal dans ce conflit, LO joue les couvertures de gauche de sa bourgeoisie.

Dans la même veine, la minuscule Tendance bolchévique internationale (IBT), qui se moque de l'indépendance du Québec et qui est en général connue pour son indifférence aux droits des peuples opprimés, comme les catholiques en Irlande du Nord, réclame aujourd'hui à cor et à cri l'« indépendance du Kosovo » – apparemment ils ne défendent l'indépendance que pour ceux qui ont un parrainage impérialiste.

En Italie, Rifondazione prêche la confiance dans les Nations Unies et appelle à une conférence des puissances européennes *capitalistes* pour résoudre la crise des Balkans. RC se vautre dans l'anti-américanisme pour justifier son soutien à sa propre bourgeoisie. L'appel de RC à fermer les bases aériennes de l'OTAN en Italie est soulevé du point de vue du nationalisme italien et dans l'intérêt d'une Europe capitaliste plus forte dirigée contre ses rivaux impérialistes (comme les Etats-Unis). Nous, trotskystes, ce n'est pas à l'Etat bourgeois que nous faisons appel, mais au contraire au prolétariat italien pour des actions ouvrières contre les bases des Etats-Unis et de l'OTAN, à partir desquelles cette guerre meurtrière est lancée contre les intérêts de tous les ouvriers qu'ils soient serbes, italiens, albanais ou américains. Nous disons : Ecrasons l'alliance contre-révolutionnaire de l'OTAN par la révolution ouvrière !

Proposta, la flasque opposition « de gauche » dans RC, a publié le 10 avril 1999 un supplément de quatre pages qui n'appelle à aucun moment au retrait immédiat des troupes italiennes des Balkans. Proposta a soutenu le gouvernement bourgeois précédent de l'« Olivier » et de RC qui a envahi l'Albanie.

Le social-chauvinisme c'est la défense des « intérêts nationaux », c'est-à-dire demander à la classe ouvrière de s'identifier aux buts impérialistes de la classe capitaliste au pouvoir. Cela signifie l'abandon explicite de la lutte de classe par les réformistes et les dirigeants syndicaux pro-capitalistes. Les bureaucrates italiens de la CGIL-CISL-UIL ont ainsi mis fin à une grève des chemins de fer aussitôt que la guerre a éclaté. Les ouvriers serbes ne sont pas l'ennemi des cheminots italiens ! L'ennemi c'est la bourgeoisie italienne !

Comme Lénine l'affirmait : « Le contenu politique et idéologique de l'opportunisme est le même que celui du social-chauvinisme : remplacement de la lutte des classes par leur collaboration, renonciation aux moyens révolutionnaires de lutte, soutien de "son" gouvernement en difficultés au lieu d'une utilisation de ces difficultés pour la révolution. » Les

dirigeants réformistes des syndicats sont achetés avec les miettes du profit impérialiste. En France, les syndicats reçoivent plus de revenus de l'Etat et des capitalistes que de leurs propres membres. Les groupes de la pseudo-extrême gauche comme LO et la LCR reproduisent cette corruption politique en se faisant eux-mêmes subventionner par l'Etat bourgeois. Mais celui qui paie la facture choisit la politique ! Nous luttons pour *une complète indépendance des syndicats par rapport à l'Etat capitaliste !*

Sous l'impact d'une guerre importante en Europe dans laquelle les puissances impérialistes sont impliquées, des « révolutionnaires » et des « anti-impérialistes » d'antan vont aujourd'hui jusqu'à participer à des manifestations pro-impérialistes pour la guerre. Les centristes de Workers Power (WP) se sont joints le 10 avril 1999 à l'Alliance for Workers Liberty, profondément pro-travailliste, dans une manifestation de « Workers Aid for Kosova » [Secours ouvrier pour le Kosova] à Londres dans laquelle les drapeaux de l'OTAN et de l'Albanie flottaient partout et où l'on pouvait voir des panneaux disant « OTAN bonne chance » et « OTAN maintenant ou jamais ». « Workers Aid for Kosova » prend pour modèle « Workers Aid for Bosnia » créé en 1993 qui, sous prétexte de fournir une aide humanitaire aux ouvriers de Bosnie, prônait le soutien au gouvernement musulman bosniaque et travaillait main dans la main avec les troupes des Nations Unies dans la guerre fratricide entre Serbes, Croates et Musulmans. Il a ainsi servi à préparer le terrain pour une intervention militaire impérialiste directe contre les Serbes de Bosnie.

Dans une déclaration distribuée à une réunion publique du 30 mars 1999, l'internationale de WP, la Ligue pour une Internationale communiste révolutionnaire (LICR), a prétendu défendre les Serbes contre l'attaque de l'OTAN « sauf au Kosova qu'ils n'ont pas le droit d'occuper » ! En même temps, WP demande aux séparatistes albanais de « tirer entièrement parti d'un point de vue militaire du bombardement impérialiste pour chasser les forces "yougoslaves" », en ajoutant « si la première préoccupation [de Clinton et Blair] était le sort des Kosovars ils reconnaîtraient leur Etat et donneraient des armes à l'Armée de libération du Kosovo pour

chasser les troupes serbes ». C'est un appel sans fard aux impérialistes de l'OTAN.

En fait Workers Power soutient toutes les forces réactionnaires dans les Balkans (y compris en Serbie) du moment qu'elles s'opposent à l'ennemi principal actuel des impérialistes, Milosevic. Ainsi, en juin 1991, quand le Quatrième Reich allemand était en train de manigancer la destruction de l'Etat ouvrier déformé yougoslave, il a appelé à la reconnaissance immédiate des déclarations d'indépendance slovène et croate qui étaient pour la restauration du capitalisme. Un an plus tard, ArbeiterInnenstandpunkt, affilié à WP en Autriche, se trouvait dans un « front unique » avec la branche locale de l'organisation de Vuk Draskovic, la Renaissance nationale serbe, une organisation de monarchistes et de tchetniks grands-serbes, à l'époque en opposition à Milosevic. Durant les frappes aériennes de l'OTAN contre la Serbie en 1995, WP a refusé de défendre, ne serait-ce que sur le papier, les Serbes de Bosnie contre les impérialistes.

Cela ne saurait être plus clair : les organisations de la pseudo-extrême gauche sont social-chauvines ; le fond de leur ligne c'est de soutenir les buts de guerre impérialistes dans les Balkans, malgré toutes leurs contorsions théoriques pour essayer de concilier leur opposition en paroles à l'OTAN avec leur soutien à l'Armée de libération du Kosovo (UCK) séparatiste, qui est maintenant simplement un fantoche de l'OTAN. Lénine a polémique contre les sociaux-chauvins de son époque et contre Karl Kautsky, l'un des principaux dirigeants du SPD allemand qui durant la première guerre interimpérialiste, a fait preuve de « loyauté au marxisme en paroles » et de « subordination à l'opportunisme en actes ». Lénine écrivait : « Kautsky "concilie" la pensée fondamentale du social-chauvinisme, l'acceptation de la défense de la patrie dans la guerre actuelle, avec des concessions diplomatiques et ostentatoires aux gauches, telles que l'abstention lors du vote des crédits, la prise de position verbale en faveur de l'opposition, etc. » (Lénine, *le Socialisme et la guerre*, 1915). Mais les « gauches » d'aujourd'hui comme Workers Power sont en fait loin à droite de Karl Kautsky.

**Les pseudo-trotskyistes de la LCR et de LO ont battu le tambour pour la guerre impérialiste des Balkans qui a terrorisé la population civile : à droite, train de voyageurs bombardé le 12 avril, tuant au moins dix personnes.**

**Sous prétexte que les troupes impérialistes européennes seraient plus « humanitaires » que les troupes de l'OTAN dominées par les USA, la LCR appelle à l'envoi de troupes sous contrôle de l'OSCE, se faisant ainsi le porte-parole des intérêts de la bourgeoisie française.**

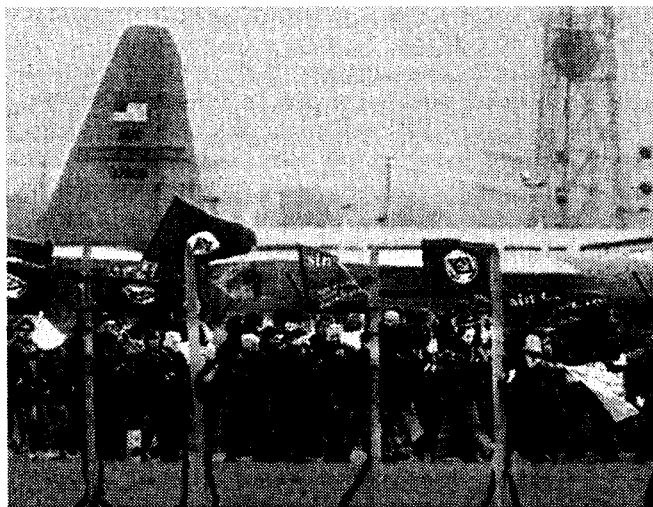
**Rouge**

- 1er avril 1999

L'Otan n'était pas le seul ni surtout le meilleur point d'appui d'un accord. On pouvait trouver les conditions d'une police multinationale (notamment composée de Serbes et d'Albanais) dans le cadre de l'OSCE pour appliquer un accord transitoire. On pou-



AP



Pinto/Reuters

**Avril 1999 – Des syndicalistes italiens manifestent à Aviano devant la base de l'OTAN. Le 13 mai, plus d'un million de travailleurs italiens prenaient part à une grève politique de 24 heures contre la guerre.**

Il a fallu qu'éclate une guerre impérialiste mondiale, la Première Guerre mondiale, et une orgie de chauvinisme pour que s'effondre la Deuxième Internationale et pour que les « socialistes » de l'époque envoient la classe ouvrière au massacre. Aujourd'hui lorsque les premières bombes sont tombées sur les peuples des Balkans, la pseudo-gauche était déjà prostrée devant son propre impérialisme. Lors de la Première Guerre mondiale, Lénine appelait les ouvriers à transformer la guerre interimpérialiste en une guerre civile dans tous les pays belligérants et exigeait que les socialistes authentiques scissionnent de la Deuxième Internationale.

La prosternation idéologique de la pseudo-extrême gauche devant l'impérialisme reflète ses nombreuses années de soutien à l'impérialisme occidental contre l'Union soviétique au nom de la « démocratie » et des « droits de l'homme ». Tant que l'Union soviétique et les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est existaient, nous, en tant que trotskystes, appelions à leur défense militaire inconditionnelle contre l'impérialisme et la contre-révolution interne. Nous nous sommes battus pour une révolution politique prolétarienne pour chasser les bureaucraties staliniennes nationalistes. Par contre, la pseudo-extrême gauche a soutenu toutes sortes de forces pro-capitalistes au nom de l'« antistalinisme ». En Grande-Bretagne, l'organisation « capitaliste d'Etat » de Tony Cliff, le Socialist Workers Party (SWP – Parti socialiste ouvrier) et ses satellites, ainsi que les pseudo-trotskystes, tels le SU et Workers Power (ce dernier avec quelques contradictions) se sont tous opposés à l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan, le dernier acte objectivement progressiste de la bureaucratie du Kremlin. Au début des années 1980, ils ont soutenu ensemble et avec ferveur Solidarność qui était parainé par la CIA et le Vatican, et qui était aux avant-postes de la campagne pour la restauration capitaliste en Europe de l'Est. Une dizaine d'années plus tard, tous ces groupes ont applaudi quand Eltsine et ses « démocrates » pro-impérialistes ont lancé la contre-révolution qui allait détruire l'Union soviétique.

Le SWP, qui s'est réjoui lorsque le New Labour a été élu, est à la traîne du travailliste « de gauche » Tony Benn ; il dit : « Tony Benn s'est opposé à la guerre des Malouines, à la guerre du Golfe, et à cette guerre » (brochure du SWP « Stop

the War » [« Arrêtez la guerre »], avril 1999). Tony Benn est un nationaliste de la « petite Angleterre » qui a appelé à des sanctions de l'ONU pendant la guerre du Golfe et qui aujourd'hui se plaint du fait que les bombardements n'ont pas reçu l'autorisation de l'ONU. De son côté, la presse du Socialist Party (ex-« Militant ») appelle à l'« action ouvrière pour renverser Milosevic » (*Socialist*, 16 avril 1999), alors que, inutile de le dire, elle n'appelle jamais les ouvriers britanniques à renverser le capitalisme britannique.

Le Socialist Labour Party (SLP), dirigé par Arthur Scargill, dirigeant des mineurs, ne fait pas partie de ceux qui, en Grande-Bretagne, s'indignent sur le « pauvre petit Kosovo ». Un communiqué de presse du SLP, le 24 mars 1999, citant Scargill, qualifiait carrément le premier ministre travailliste Tony Blair d'assassin. Il soulignait l'hypocrisie des impérialistes, notant que « la Grande-Bretagne occupe toujours une partie de l'Irlande ». Cependant, Scargill déclarait que les bombardements se font « sans même la feuille de vigne d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies » ce qui dénote une certaine confiance dans cette institution des impérialistes. Une déclaration, plus à gauche, de la fédération du SLP à Normanton avait pour titre : « Défense de la Yougoslavie et de l'Irak – Combattons l'impérialisme ». La déclaration qualifiait correctement le New Labour Party de Blair d'« antiouvrier, pro-impérialiste » et expliquait : « Nous croyons fermement au principe du droit des nations à l'autodétermination, et dans le cas de la Yougoslavie cela signifie le droit d'une nation souveraine à résoudre ses propres problèmes. » Cependant, ni l'une ni l'autre des deux déclarations du SLP ne critiquent le virulent chauvinisme serbe de Milosevic.

Pourtant, dans le numéro d'avril-mai 1999 de son journal *Socialist News*, le SLP ne parle pas de défaite de l'impérialisme, il fait un appel voilé à une intervention terrestre (« Ni Clinton ni Blair n'ont l'intention d'envoyer leurs soldats au Kosovo du côté de l'Armée de libération kosovar ») et déclare que « le secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan, le premier ministre russe Evgueni Primakov et le Pape doivent mettre au point une négociation de paix qui stopperait les bombardements » ! Tu parles d'une sainte-alliance ! Le Pape qui a joué un rôle clé dans la contre-révolution de Solidarność en Pologne ; le chef de l'ONU qui a envahi Haïti et la Somalie et qui est en train d'affamer l'Irak ; et le premier ministre de la Russie capitaliste « post-soviétique » ! Et maintenant le SLP les implore de nous apporter la paix ! Le gouvernement Thatcher s'est servi de l'opposition de Scargill à Solidarność, le « syndicat » du Vatican, pour l'attaquer et essayer de casser le syndicat des mineurs britanniques, avant et pendant la grève des mineurs de 1984-1985.

Les militants du SLP qui veulent s'opposer à l'impérialisme britannique doivent comprendre que la tradition politique « travailliste à l'ancienne mode » à laquelle le SLP aime toujours revenir n'a rien d'anti-impérialiste. La « gauche » dans le Parti travailliste d'avant Blair était constituée de nationalistes « de la petite Angleterre » qui ont pris le côté de leur propre impérialisme, que ce soit sur l'Inde ou l'Irlande, ou sur la question des « tests de virginité » imposés aux femmes asiatiques cherchant à entrer en Grande-Bretagne. La ligne du travaillisme c'est la soi-disant voie parlementaire vers le socialisme – comme si la bourgeoisie allait remettre le pouvoir d'Etat au prolétariat après une élection démocratique ; en attendant, ils cherchent à participer à la gestion « humaine » du système capitaliste.

On ne peut pas lutter contre la guerre impérialiste sans un combat révolutionnaire contre le système capitaliste qui engendre la guerre.

**La classe ouvrière doit lutter contre l'oppression nationale et raciale**

Avec Lénine et Trotsky, les bolchéviks ont dirigé les masses ouvrières russes qui ont victorieusement écrasé l'Etat capitaliste en Octobre 1917. Les bolchéviks ont sorti la Russie révolutionnaire du carnage impérialiste et fondé l'Internationale communiste dans l'objectif d'étendre la révolution au monde entier.

Mais, en Europe de l'Ouest, contrairement à la Russie, les immenses possibilités révolutionnaires qu'offrait la situation créée par la Première Guerre mondiale n'ont pas conduit au renversement de la bourgeoisie par le prolétariat. La responsabilité principale en incombe à la social-démocratie. Ces hyènes sanguinaires de la contre-révolution ont bien servi leurs maîtres bourgeois et massacré les révolutionnaires tels que les communistes allemands Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. La pression de l'encerclement impérialiste sur l'Etat ouvrier soviétique économiquement arriéré, la dévastation de la classe ouvrière russe dans la guerre civile qui a écrasé les forces contre-révolutionnaires russes et impérialistes, ainsi que l'échec de la révolution prolétarienne à l'extérieur, ont créé une situation favorable à une contre-révolution politique en 1924 (Thermidor), dans laquelle le pouvoir politique a été usurpé par une caste parasitaire nationaliste, dirigée par Staline et ses héritiers. Leur dogme fallacieux de « construction du socialisme dans un seul pays » signifiait en pratique une accommodation à l'impérialisme. Le programme stalinien de collaboration de classes a conduit à la défaite de révolutions ouvrières naissantes, comme en Chine en 1925-1927, en Espagne en 1936-1939, en Italie en 1943-1945 ou en France en mai 1968. Ayant détruit la conscience internationaliste révolutionnaire du prolétariat soviétique, la bureaucratie stalinienne a finalement dévoré l'Etat ouvrier et ouvert la voie à la contre-révolution capitaliste de 1991-1992.

Le président impérialiste américain Jimmy Carter a mené la deuxième guerre froide au nom des « droits de l'homme ». Aujourd'hui, les impérialistes et leurs larbins se servent des « droits de l'homme » pour justifier leurs buts de guerre. Pendant la Première Guerre mondiale, c'est au nom de la libération de la Belgique que la Grande-Bretagne et la France ont

justifié leur guerre contre l'Allemagne tandis que l'Allemagne prétendait lutter pour libérer la Pologne de la Russie. Lénine a ridiculisé cette duperie bourgeoise avec férocité. Bien que soutenant fermement le droit de la Pologne à l'autodétermination, il argumentait qu'avancer ce mot d'ordre dans le contexte d'une guerre interimpérialiste ne pouvait que signifier « tomber [...] dans une plate servilité à l'égard d'une des monarchies impérialistes » (« Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », juillet 1916).

La bourgeoisie, qui aujourd'hui verse des larmes de crocodile pour « le pauvre petit Kosovo », perpétue pourtant de nombreux cas d'oppression nationale et raciale, y compris en Europe de l'Ouest. La bourgeoisie française opprime les Maghrébins et autres sans-papiers et les expulse par milliers de « la belle France ». L'Allemagne déporte des Kurdes voués à une répression certaine et peut-être même à la mort en Turquie. Les réfugiés bosniaques ont eux aussi été victimes de déportations en masse par le Quatrième Reich. L'Italie a fait couler un bateau de réfugiés albanais en haute mer. Les peuples roma et sinti sont horriblement persécutés dans toute l'Europe « socialiste ».

La répression du peuple basque révèle la véritable signification de l'« unité européenne » capitaliste : c'est la coordination transnationale de la terreur d'Etat policier contre les peuples opprimés luttant pour leur libération. Nous exigeons la liberté pour les nationalistes basques qui sont dans les prisons françaises et espagnoles, et appelons au *droit à l'autodétermination des Basques, au nord aussi bien qu'au sud des Pyrénées !*

La LCI lutte pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes britanniques d'Irlande du Nord, dans le cadre de la lutte pour une république ouvrière irlandaise dans une fédération socialiste des îles britanniques. Dans cette situation de peuples interpénétrés, dans laquelle c'est actuellement la minorité catholique qui est opprimée dans le petit Etat orangiste protestant, nous reconnaissons qu'il n'y a pas de solution équitable à l'oppression nationale à moins que le prolétariat ne se mobilise dans toutes les îles britanniques, pour le renversement révolutionnaire de l'impérialisme britannique et la destruction tant de l'Etat orangiste que de l'Etat clérical catholique du Sud.

Les impérialistes, qui poussent les hauts cris sur Milosevic, font pourtant le silence sur l'oppression des Kurdes en Turquie, qui sont aussi victimes de transferts de population



Reuters



La Repubblica



Der Spiegel

**La contre-révolution fomentée par les impérialistes a déchiré l'Etat ouvrier déformé yougoslave au début des années 1990, alimentant ainsi les « purifications ethniques » tous azimuts. De gauche à droite : intégristes musulmans bosniaques, soldats croates faisant le salut fasciste, Tchetchniks chauvins serbes.**

forcés et massifs. Le gouvernement de Turquie, le bastion de l'OTAN au Sud-Est, mène depuis 14 ans une guerre contre la population opprimée kurde qui a fait 30 000 morts, a totalement détruit 3 500 villages et a forcé plus de trois millions de Kurdes à fuir. Il est à remarquer que c'est la CIA qui a pourchassé Abdullah Öcalan, le dirigeant du Parti ouvrier du Kurdistan (PKK) nationaliste petit-bourgeois. Par ailleurs, tous les pays européens lui ont refusé l'asile politique, et le PKK est interdit en Allemagne. Nous disons : Liberté pour Öcalan ! A bas la persécution des militants kurdes ! Pour une république socialiste du Kurdistan unifié !

Dans les pays d'Europe, le nationalisme bourgeois prend la forme d'une intensification aiguë du racisme contre les communautés à la peau foncée et les immigrés d'Europe de l'Est, qui doivent subir les expulsions en masse, la violence de l'Etat et celle des fascistes. On se débarrasse des immigrés dont on n'a plus besoin comme « ouvriers invités » [*Gastarbeiter*] pour faire un sale boulot mal payé alors que les jeunes de la deuxième génération en particulier sont regardés avec mépris par la bourgeoisie : ces jeunes sans emploi et sans avenir, la bourgeoisie les craint comme une matière inflammable prête à exploser. Dans toute l'Europe, les régimes capitalistes gouvernés par de soi-disant « socialistes » déchaînent leurs flics pour terroriser les jeunes des minorités et, dans la Grande-Bretagne de Blair, l'oppression des Noirs et des Asiatiques est devenue tellement embarrassante que le gouvernement a été forcé de reconnaître qu'il y a un « racisme institutionnalisé » dans la police.

L'oppression raciste est intégralement liée au mécanisme de l'exploitation capitaliste. Des régimes sociaux-démocrates et des gouvernements de front populaire (coalitions qui lient les partis ouvriers à la bourgeoisie dans le gouvernement) ont été mis en place depuis l'effondrement de l'URSS, avec pour but explicite de détruire « l'Etat-providence ». Les capitalistes au pouvoir ne se sentent plus obligés de maintenir un niveau de vie élevé pour les ouvriers occidentaux comme lorsqu'ils devaient concurrencer les avantages sociaux des économies planifiées des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est résultant de la victoire de l'Armée rouge dans la Deuxième Guerre mondiale. Pour la bourgeoisie qui cherche à augmenter le taux d'exploitation, les immigrés ne sont pas simplement la cible d'expulsions, ils servent aussi de boucs émissaires bien commodes pour le chômage et la misère grandissante. Le racisme anti-immigrés est le fer de lance des attaques contre toute la classe ouvrière. La cause de la classe ouvrière et celle des minorités doivent avancer la main dans la main ou bien chacune de leur côté, elles reculeront. Le mouvement ouvrier doit lutter pour *les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et ceux qui fuient la répression réactionnaire*.

En plus de l'intensification de la guerre des bourgeoisies contre leurs propres masses ouvrières, l'anéantissement final de la révolution d'Octobre a renforcé la réaction sociale et, comme toujours, les femmes sont parmi les cibles principales. La contre-révolution capitaliste dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est a paupérisé les femmes, les a chassées de leur emploi et les a renvoyées à la tyrannie du « Kinder, Kirche, Küche » [enfants, église, cuisine]. Dans toute l'Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, le droit à l'avortement est systématiquement remis en cause tandis que, dans ce qu'on appelle le « tiers monde » (mais pas simplement là), les forces religieuses intégristes se déchaînent dans une terreur anti-femmes, cherchant à renforcer tout obstacle familial et social à l'émancipation des femmes.



Le Bolchévik

**La Ligue trotskyste de France intervient pendant la guerre des Balkans en 1999. Seule la révolution socialiste peut renverser le système capitaliste qui engendre les guerres.**

La pseudo-extrême gauche répand l'illusion que mettre les sociaux-démocrates au pouvoir est un moyen de « battre la droite » et les fascistes. C'est un mensonge pur et simple. Ces gouvernements capitalistes persécutent sans relâche les immigrés tout en protégeant les gangs fascistes qui répandent leur terreur meurtrière. Faire appel à l'Etat bourgeois raciste pour interdire les fascistes c'est simplement suicidaire ; cela renforce l'arsenal de la répression d'Etat qui sera invariablement utilisé contre la gauche, et non pas contre la droite. Nous luttons pour mobiliser la puissance sociale du prolétariat organisé à la tête de tous les opprimés afin d'écraser les provocations fascistes !

En Europe de l'Ouest, les prolétaires à la peau foncée ne sont pas juste des victimes sans défense ; ils constituent une composante importante des bataillons de la classe ouvrière capables de détruire le système capitaliste raciste. Mais pour mobiliser le pouvoir du prolétariat multiethnique, il est indispensable de lutter politiquement contre les directions social-démocrates parlementaires et syndicales. Celles-ci sont en effet une courroie de transmission du poison raciste vers la classe ouvrière et leur politique pro-capitaliste perpétue tout simplement les conditions qui favorisent la paupérisation et le désespoir des masses qui servent de bouillon de culture aux fascistes. Ce n'est que si l'on s'engage activement dans les luttes sociales urgentes contre l'oppression raciale et la répression raciste, que l'on peut jeter les bases nécessaires à l'unité du prolétariat multiethnique contre la bourgeoisie. Mais les « dirigeants » ouvriers poursuivent la politique inverse, par exemple en intégrant les flics racistes dans les syndicats. Les flics ne sont pas des ouvriers ! Nous exigeons : Flics hors des syndicats !

Pour écraser une fois pour toutes les fascistes – ces bandes armées que le capital garde en réserve pour les utiliser contre la classe ouvrière – il faut une révolution socialiste. Mais la pseudo-extrême gauche, qui politiquement est à la traîne des partis ouvriers-bourgeois sociaux-démocrates de plus grande taille, est totalement incapable d'un assaut frontal contre le système capitaliste. Il est instructif que la plate-forme électorale du bloc LO-LCR dans les élections



parlementaires européennes ne mentionne jamais le « socialisme », sans même parler de « révolution ». Pour ces réformistes timides, le programme maximum consiste à revenir au bon vieux temps de l'« Etat-providence » – le programme de la social-démocratie ! On peut mesurer à quel point la conscience du prolétariat a été ramenée en arrière depuis la destruction de l'URSS quand on voit que la plupart de ceux qui dans le passé prétendaient être pour la *Quatrième Internationale* fondée par Léon Trotsky et détruite par le révisionnisme, sont devenus ouvertement les porte-parole de la politique de la Deuxième Internationale, que l'héroïque Rosa Luxemburg décrivait déjà avec justesse comme un « cadavre puant » au moment de la Première Guerre mondiale ! A la nette différence de ces pseudo-trotskyistes, qui acquiescent ouvertement à la domination du capital, nous luttons pour *de nouvelles révolutions d'Octobre*, ce qui requiert de reforge la Quatrième Internationale comme le parti mondial de la révolution socialiste !

**A bas Maastricht ! Pour une Europe ouvrière !**

L'Union européenne, qui était précédemment un appendice diplomatique à l'alliance antisoviétique de l'OTAN, est aujourd'hui un auxiliaire instable au service des priorités économiques, militaires et politiques des capitalistes européens, qui est dirigé contre les travailleurs d'Europe, les immigrés non-européens ainsi que contre les principaux rivaux impérialistes de l'Allemagne, les USA et le Japon. L'Union européenne, dont l'Allemagne est la composante la plus forte, est aussi l'arène dans laquelle s'expriment les intérêts fondamentalement conflictuels des principaux Etats bourgeois européens.

Parce que le capitalisme est organisé sur la base d'Etats-nations particuliers, en soi la cause des guerres impérialistes répétées pour rediviser le monde, il est impossible de mettre sur pied un Etat bourgeois pan-européen stable. La perspective d'un « super-Etat » européen progressiste telle que prônée par Jospin, Schröder et Cie n'est qu'un leurre. Comme Lénine l'a noté il y a longtemps, des Etats-Unis capitalistes d'Europe, c'est soit impossible, soit réactionnaire :

« Certes, des ententes *provisaires* sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente entre capita-

listes *européens* [...] dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées *contre* le Japon et l'Amérique. »

– « A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », août 1915

A l'opposé, Workers Power soutient vraiment que l'Union européenne est progressiste, du moins potentiellement ; ils argumentent que « jusqu'à un certain point les ouvriers européens seront mieux armés pour contre-attaquer à l'échelle d'un continent après la mise en application des accords de Maastricht » (*Workers Power*, juin 1992). Ainsi, WP se fait le porte-parole de l'Europe capitaliste « unie ». Comme Trotsky l'écrivait à propos des centristes de son temps : « Mais c'est une loi que quiconque a peur de rompre avec des social-patriotes deviendra inéluctablement leur agent » (« Leçons d'Octobre », 4 novembre 1935). Dans une parodie de crétinisme parlementaire, WP appelle même à une assemblée constituante européenne !

LO, de même, avait une position abstentionniste sur Maastricht. En réalité, ces groupes se comportent comme des démocrates de gauche, en cherchant à donner un visage « démocratique » à la réaction capitaliste. Nous, nous sommes avec Lénine. L'« unité » de l'Union européenne est dirigée contre le prolétariat et les opprimés : c'est l'unité pour bombarder la Yougoslavie, assurer les contrôles aux frontières contre les immigrés « clandestins », livrer Öcalan aux chambres de torture de la Turquie.

Dans une déclaration pour les élections européennes, le SLP de Scargill appelle à ce que la Grande-Bretagne sorte de l'Union européenne. Sous le titre « Faites-nous entrer pour qu'on en sorte », la déclaration présente l'Union européenne et le traité de Maastricht comme la cause de l'augmentation du chômage et de la dégradation générale des conditions économiques. Ceci camoufle le fait que, avec ou sans traité de Maastricht, l'ennemi principal des travailleurs de chaque pays c'est « leur » propre bourgeoisie. La Grande-Bretagne de Thatcher fut la première à démanteler l'« Etat-providence » bien des années avant qu'il y ait une quelconque discussion sérieuse sur une monnaie européenne commune. Notre opposition à l'Union européenne est basée sur une perspective internationaliste prolétarienne, et non pas sur le protectionnisme nationaliste du SLP. Seul le renversement du capitalisme par la révolution ouvrière et la mise en place des



**Bernard Kouchner, représentant de l'ONU au Kosovo, réclame plus de flics français pour maintenir l'ordre impérialiste. A droite, dans les manifestations lycéennes à Paris en octobre 1998, maintien de l'ordre raciste: la police de Jospin tabasse les jeunes issus de l'immigration.**



*Etats-Unis socialistes d'Europe*, partie intégrante d'une société socialiste mondiale, peuvent jeter les bases du développement des forces productives qui bénéficieront réellement à l'humanité.

### Reforçons la Quatrième Internationale !

Fortement affectée par l'effondrement économique de l'Asie, l'économie japonaise connaît sa crise la plus importante depuis 50 ans. L'impérialisme japonais, pour sa part, réagit par une tentative agressive de remettre à neuf le militarisme bourgeois. Au moment où les USA et leurs alliés de l'OTAN commencent à déverser leurs missiles de croisière et leurs bombes sur la Serbie, la flotte japonaise tirait sur deux vaisseaux suspectés d'être des navires espions nord-coréens. C'était seulement la deuxième fois depuis la fin de la guerre que la flotte utilisait ses armes, l'autre fois étant en 1953 contre l'URSS au large d'Hokkaido.

Une déclaration du Groupe spartaciste du Japon (SGJ) notait :

« Bien qu'elle soutienne le massacre des Serbes par les USA et l'OTAN, la bourgeoisie japonaise est pleinement consciente que le rôle de gendarme en chef du monde que joue l'impérialisme américain est aussi dirigé contre elle, le principal rival impérialiste des Etats-Unis dans le Pacifique. Depuis la destruction de l'Union soviétique, le traité de sécurité américano-japonais correspond de moins en moins aux véritables intérêts de la bourgeoisie japonaise. L'impérialisme japonais, qui a déjà le deuxième budget militaire le plus élevé du monde, pousse à la révision des accords militaires pour préparer son armée de terre et sa marine au combat. »

Avançant le mot d'ordre : « Pas un homme, pas un yen pour l'armée impérialiste », le SGJ insistait que la lutte contre la guerre impérialiste ne peut être conduite séparément et en dehors de la lutte de classe :

« Les ouvriers japonais doivent se joindre à leurs frères, de l'Indonésie aux Philippines, dans la lutte pour une Asie socialiste, dans la défense militaire inconditionnelle de la Chine, de la Corée du Nord et du Vietnam contre une attaque impérialiste et pour la révolution politique prolétarienne. Nous avons besoin d'un parti prolétarien intransigeant pour conduire la classe ouvrière au pouvoir d'Etat. »

L'exacerbation des rivalités interimpérialistes qui se reflète dans la montée du militarisme bourgeois aux USA, en Europe et au Japon, exprime une loi fondamentale de l'impérialisme. L'impérialisme n'est pas une politique qui peut être rendue plus humanitaire, comme les libéraux et les réformistes le soutiennent, mais « le stade suprême du capitalisme », tel que Lénine l'a défini : « L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. »

Lénine polémiqua avec virulence contre la théorie de l'« ultra-impérialisme » de Kautsky, aujourd'hui ressuscitée sous le nom de « mondialisation » qui prétendait que les grandes puissances impérialistes pourraient se mettre d'accord pacifiquement pour l'exploitation en commun du monde par le capital financier internationalement uni. Lénine affirmait au contraire qu'« il est inconcevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la force de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc. » Les puissances impérialistes, peu nombreuses, sont engagées dans une lutte sans merci pour améliorer leur compétitivité relative en augmentant le taux d'ex-

ploitation de leur « propre » classe ouvrière, en pillant le monde colonial et semi-colonial et en s'accaparant les marchés aux dépens de leurs rivaux. Ainsi, ils préparent le terrain à de nouvelles guerres pour le repartage du monde selon la puissance relative changeante de chacun des impérialistes. Comme Lénine l'affirmait : « [...] Les alliances "interimpérialistes" ou "ultra-impérialistes" ne sont *inévitables*, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, que des "trêves" entre des guerres » (Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*).

L'opinion avancée par la soi-disant extrême gauche comme Workers Power par exemple, selon laquelle on peut construire un super-Etat capitaliste européen avec des moyens pacifiques, n'est qu'une variante dernier modèle de la théorie de Kautsky. Une autre variante, c'est la thèse selon laquelle l'existence d'armes nucléaires empêchera les impérialistes capitalistes – du moins les impérialistes « démocratiques » – d'avoir recours à une nouvelle guerre mondiale. Dans une polémique contre le Comité pour une internationale ouvrière de Peter Taaffe nous avons fait remarquer que cela démontrait une touchante confiance dans les impérialistes démocratiques, qui ont lâché gratuitement des bombes atomiques sur leur ennemi déjà vaincu à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. L'« extrême gauche » d'aujourd'hui, qui s'attend à de la rationalité et de la retenue de la part des dirigeants impérialistes, a la mémoire délibérément courte : les criminels qui ont rasé le Vietnam à coups de bombes n'ont pas grand-chose de rationnel, et ils ont encore moins des scrupules.

Il y a un aspect de sottise suffisante chez la bourgeoisie américaine quand elle présume que la faiblesse et l'endettement de la Russie l'empêcheront d'intervenir militairement. La Russie des tsars n'était guère puissante quand elle a choisi d'entrer en guerre contre l'Autriche (et donc contre l'Allemagne) pendant la Première Guerre mondiale. Aucun des combattants ne s'est livré à de quelconques calculs « rationnels » ; ils s'attendaient tous à ce que la guerre ne dure que quelques courts mois. C'est comme ça que les guerres commencent et nos opposants centristes sont de ce point de vue aussi insensés que les bourgeoisies à la traîne desquelles ils sont. Ce n'est pas à un système rationnel que nous avons affaire mais à l'impérialisme. *Seule la révolution socialiste mondiale peut sauver l'humanité d'une issue barbare.*

Au lendemain de la prise du pouvoir par Hitler, Trotsky, le dirigeant révolutionnaire russe et fondateur de la Quatrième Internationale, écrivait : « La catastrophique crise commerciale, industrielle, agricole et financière, la rupture des liens économiques, le déclin des forces productives de l'humanité, l'insupportable aggravation des contradictions de classe et des contradictions nationales marquent le crépuscule du capitalisme et confirment pleinement la caractérisation de Lénine de notre époque comme *celle des guerres et des révolutions*. » Il concluait « La guerre et la Quatrième Internationale » (1934) en affirmant : « Il est en tout cas indiscutable qu'à notre époque seule l'organisation qui se fonde sur des principes internationaux et entre dans les rangs du parti mondial du prolétariat peut plonger ses racines dans le sol national. *La lutte contre la guerre signifie maintenant la lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale !* » Nous cherchons à poursuivre le travail commencé par le camarade Trotsky : *Reforçons la Quatrième Internationale !* ■

# Femmes et Révolution...

Suite de la page 64

Rabotnitsa (l'Ouvrière), et des principes léninistes de l'Internationale communiste (IC) des premières années, lesquels avaient fondé une section femmes et un journal international pour les femmes. Les bolchéviks rejetaient l'idée avilissante que la libération des femmes était « l'affaire des femmes », et la considéraient comme une tâche du parti tout entier. Dans les premiers numéros de *Women and Revolution* nous avons publié la « Résolution concernant les formes et les méthodes du travail communiste parmi les femmes » du Troisième Congrès de l'IC de 1921, qui préconisait des sections femmes du parti au niveau national et international afin d'étendre l'influence du parti à des couches d'ouvrières et de paysannes dont la participation au mouvement révolutionnaire était vitale.

Dans la lutte pour forger un parti d'avant-garde capable de renverser l'ordre capitaliste, source actuelle de l'oppression et de l'exploitation, il est essentiel de prendre activement fait et cause pour l'émancipation des femmes. La plus ancienne division sociale du travail était une division selon les sexes. Plus tard, quand un bond en avant dans la productivité engendra un surplus social, la société se divisa en classes, processus qui amena avec lui l'institution de l'Etat comme comité exécutif de la classe dominante. Dans *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Friedrich Engels explique que la famille patrilinéaire monogame est apparue afin d'assurer « souveraineté de l'homme dans la famille et procréation d'enfants qui ne pussent être que de lui et qui étaient destinés à hériter de sa fortune ». Sous le capitalisme, l'institution de la famille demeure la source centrale de l'oppression des femmes, et elle est essentielle pour garantir que la propriété de la bourgeoisie est transmise d'une génération à l'autre via des héritiers « légitimes ». Pour le prolétariat, ce que signifie la famille institutionnalisée, c'est la charge d'élever la prochaine génération d'ouvriers, de s'occuper des malades et des vieux, et d'inculquer des codes bourgeois de « morale » et d'obéissance à l'autorité.

Chaque pays a sa propre réalité sociale, mais la famille et l'oppression des femmes sont partout au centre de la société de classes. Les femmes prolétaires, qui subissent une double oppression, jouent un rôle économique clé dans l'armée de réserve des chômeurs : intégrées au salariat en période de boom économique et licenciées à la prochaine récession. Aujourd'hui, dans les pays dominés par l'impérialisme, comme l'Indonésie et le Mexique, les ouvrières sont une

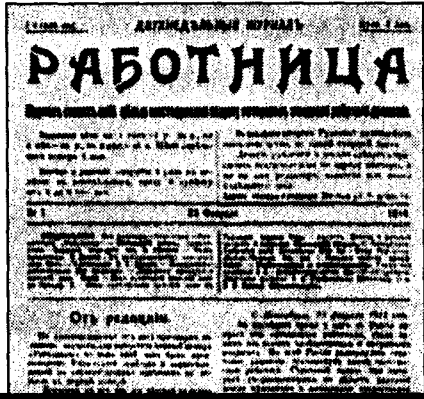
The image shows four covers of the journal "Women and Revolution", published by the Journal of the Women's Commission of the Spartacist League. Each cover features a prominent headline and a small photograph. The covers are arranged in a 2x2 grid. The top-left cover is dated "No. 36 WINTER 1988" and has the headline "Return to the Road of Lenin and Trotsky! How the Bolsheviks Fought for Women's Emancipation". The top-right cover is dated "No. 38 WINTER 1989-91" and has the headline "Culture, Class and Censorship: Forbidden Art". The bottom-left cover is dated "No. 10 FALL 1979" and has the headline "Down With Islamic Reaction! For Workers Revolution in Iran!". The bottom-right cover is dated "No. 7 AUTUMN 1978" and has the headline "Maoism and the Family...2". Each cover also includes a table of contents with various articles and their page numbers.

Dans la tradition de la section femmes de l'Internationale communiste des premières années, *Women and Revolution* a appliqué la conception marxiste du monde à toute une série de questions allant de la sexualité et la culture aux batailles de classes dans le monde.

composante vitale de ces prolétariats jeunes et indociles. Comme nous l'avons souligné dans le document « Déclaration de principes et quelques éléments de programme » adopté lors de la Troisième Conférence internationale de la LCI (*Spartacist* édition française n° 32, printemps 1998) :

« Dans les pays à développement capitaliste retardataire, l'oppression aiguë et la dégradation des femmes est profondément enracinée dans la "tradition" précapitaliste et l'obscurantisme religieux. Dans ces pays, le combat contre l'oppression des femmes est par conséquent une force motrice de la lutte révolutionnaire. La condition féminine dans les pays capitalistes les plus avancés, tout en étant bien différente, montre les limites de la liberté et du progrès social sous le capitalisme ; les révolutionnaires sont les défenseurs les plus conséquents des droits démocratiques élémentaires des femmes tels que l'avortement libre et gratuit, et "à travail égal, salaire égal". »

Dans notre combat pour forger un parti léniniste tribun du peuple, qui défende les droits de tous les opprimés, nous luttons pour que le mouvement ouvrier prenne en charge la lutte pour les droits des femmes comme partie intégrante de sa lutte contre le système capitaliste. En même temps, nous dénonçons le féminisme bourgeois qui est l'ennemi des femmes prolétaires, car son but est de permettre aux femmes



**Rabotnitsa (l'Ouvrière), la revue bolchévique pour les femmes. Des cadres communistes du jenetdel, la commission soviétique pour le travail femmes, font de l'alphabétisation en Asie centrale soviétique en 1924.**

Musée central de la Révolution, Moscou

bourgeoises et petites-bourgeoises de s'introduire dans le cercle fermé masculin du pouvoir et des privilèges. Nous nous réclamons en cela de la tradition de Clara Zetkin et de l'aile révolutionnaire de la social-démocratie allemande d'avant la Première Guerre mondiale. Leur lutte pour l'émancipation des femmes et contre le féminisme bourgeois avait tellement divisé le mouvement des femmes selon des lignes de classes qu'au moment de l'instauration du Troisième Reich les féministes bourgeoises se sont ralliées massivement derrière les nazis.

En 1977, en partie du fait de notre intervention pour un programme révolutionnaire liant la lutte contre les oppressions spécifiques à la lutte contre l'ordre capitaliste tout entier, la Spartacist League recruta et fusionna avec le Red Flag Union (RFU), un collectif qui s'était développé dans le

milieu des mouvements de libération gay, maoïste et de la Nouvelle Gauche. Le dernier numéro de *Red Flag* fut publié sous la forme d'un supplément spécial de fusion avec *Workers Vanguard*; le document du RFU « L'oppression homosexuelle et le programme communiste » a été reproduit dans *Women and Revolution* (n° 16, hiver 1977-78).

Au fur et à mesure que notre organisation étendait ses racines internationales, *Women and Revolution* reflétait ces changements. Tout en demeurant formellement un journal de la Spartacist League/US, *Women and Revolution* devint un journal de la LCI tout entière, sollicitant des contributions de toutes les sections de la LCI. Nous avons élargi son comité de rédaction et commencé à publier des pages *Femmes et Révolution* dans les journaux de nos sections non anglophones. *Women and Revolution* conquiert un lectorat de taille modeste mais enthousiaste, en particulier parmi les femmes immigrées et issues des minorités, à Londres, Sydney, Toronto... Notre article « 80 millions de femmes mutilées : Le crime de l'excision » (*Women and Revolution* n° 41, été/automne 1992) fut lu par beaucoup de femmes africaines en Europe et traduit dans la presse de la section française de la LCI. Dans le même numéro de *Women and Revolution*, l'article « Des femmes coréennes révèlent l'horreur des "femmes de réconfort" : des femmes réduites en esclavage par l'armée impériale japonaise », fut également publié dans *Spartacist Japan* (n° 13, septembre 1992) et nous permit d'intervenir dans un mouvement de protestation organisé au Japon par des Japonais d'origine coréenne.

Par ailleurs, aux Etats-Unis, les luttes sociales tumultueuses des années 1960 et du début des années 1970, le mouvement des droits civiques et le mouvement contre la guerre du Vietnam, avaient reflué. Les concessions arrachées à la bourgeoisie quand celle-ci avait peur de l'agitation sociale furent remises en cause. On assista à une chasse aux sorcières farouchement anti-sexualité dans le cadre d'une campagne pour enrégimenter la population américaine derrière une course à la guerre antisoviétique à travers le monde. Le droit à l'avortement subissait attaque sur attaque par l'Etat capitaliste et les hiérarchies religieuses, mais des groupes féministes bourgeois comme NOW tentèrent de canaliser les protestations en soutien électoral au

## Women and Revolution

### Volume relié

Nous sommes fiers de mettre à disposition des lecteurs le premier volume relié de *Women and Revolution*, le journal de la commission femmes de la Spartacist League/US. *Women and Revolution* qui est maintenant incorporé dans *Spartacist*, dans lequel nous publions les documents et textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), témoigne de notre engagement dans la lutte pour la libération des femmes par la révolution socialiste.

Ce volume indexé, relié toile, va du numéro 1 (mai/juin 1971) au numéro 20 (printemps 1980).

**175 FF (frais de port inclus)**

#### Pour toute commande :

Le Bolchévik, BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
France

Spartacist Publishing Co.  
Box 1377 GPO  
New York, NY 10116, USA

Parti démocrate capitaliste et en appels à l'Etat pour qu'il « protège » les cliniques où l'avortement est pratiqué.

Nos camarades participèrent à la défense de ces cliniques, tandis que *Women and Revolution* luttait contre l'idéologie féministe, affirmant que la lutte pour défendre et étendre le droit à l'avortement signifiait nécessairement un combat contre l'intervention de l'Etat dans tous les domaines de la vie privée. Quant aux féministes et à leurs apologistes de la soi-disant gauche, ils ont pris pour argent comptant la croisade réactionnaire pour éliminer les sexualités « déviantes », y compris l'hystérie anti-pornographie, les fantasmes délirants sur les « abus sexuels » dans les maternelles, qui ont conduit à la persécution ou à l'emprisonnement de centaines de personnes, le délire du « date rape » (qui assimilait des expériences sexuelles désagréables au crime bien réel qu'est le viol), et plus récemment la chasse aux sorcières contre les « prédateurs sexuels ». L'hystérie contre le « date rape » et la pornographie nous fait revenir au vieux stéréotype selon lequel les femmes sont uniquement des victimes passives. Ce qui est plus préoccupant encore, c'est que la chasse aux sorcières anti-sexualité a conduit à un renforcement considérable des forces de répression bourgeoises.

L'absence relative de luttes sociales aux Etats-Unis, alors que dans différentes régions du monde se présentaient de plus en plus d'occasions pour notre parti, a conduit la LCI à décider de consacrer une part plus importante de ses maigres ressources à son extension internationale. C'est pourquoi la Spartacist League/US n'a plus, pour le moment,

les ressources suffisantes pour continuer à publier régulièrement *Women and Revolution* sous forme de journal séparé. Cette décision a été prise à contre-cœur, en particulier parce que la lutte pour les droits des femmes continue à être une question politique majeure dans le monde entier, notamment depuis l'instauration de la dictature islamique de Khomeiny en Iran en 1979.

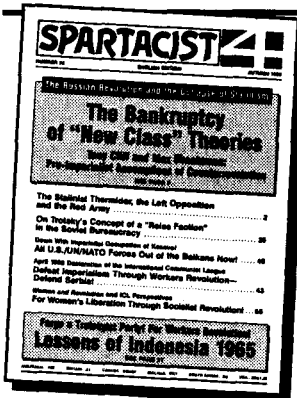
Lorsque les troupes soviétiques sont intervenues en Afghanistan, fin 1979, la condition des femmes s'avéra être une question vitale dans la nouvelle campagne de guerre froide des impérialistes pour détruire l'Union soviétique. Dans le cas de la guerre civile afghane, qui opposait un régime nationaliste de gauche soutenu par les Soviétiques à des égorgeurs *moudjahidin* tribalistes armés par la CIA, ce fut particulièrement clair. Notre mot d'ordre était « Salut à l'Armée rouge ! Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans ! » L'URSS était encore un Etat ouvrier, quoique dégénéré du fait du pouvoir bureaucratique stalinien. La lutte pour défendre les droits des femmes était indissolublement liée au programme trotskyste de défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique contre les agressions impérialistes et la contre-révolution interne, et au programme de révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne.

Le retrait des forces soviétiques décidé par le Kremlin en 1989, qui préfigurait la contre-révolution capitaliste en URSS même, conduisit au bout du compte à la victoire des talibans, ces réactionnaires islamiques qui ont renvoyé les

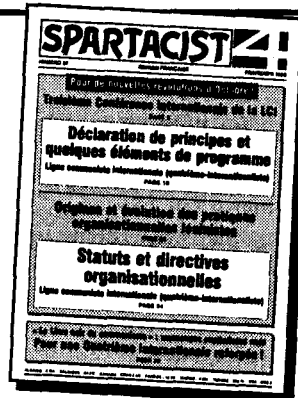
# SPARTACIST

## Organe du marxisme révolutionnaire

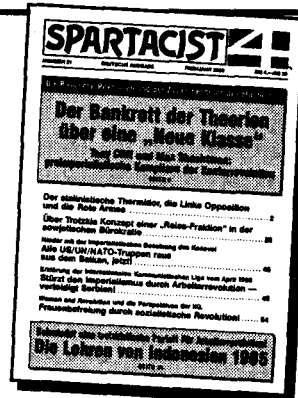
*Spartacist* publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol, *Spartacist* est envoyé à tous les abonnés aux publications de la LCI dans ces langues.



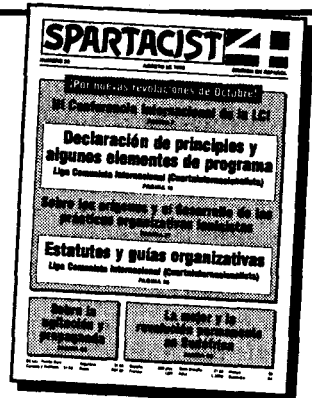
English edition No. 55  
(56 pages) US \$1.50



Edition française n° 32  
(56 pages) 12FF



Deutsche Ausgabe Nr. 21  
(64 Seiten) DM 4,—



Edición en español No. 29  
(56 páginas) US \$1.50

### Déclaration de principes et quelques éléments de programme

#### Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Cet important document adopté à la Troisième Conférence de la LCI début 1998 a été publié dans *Spartacist* en quatre langues ainsi que dans huit autres langues. La Déclaration de principes est une expression concrète de nos buts : la construction de sections nationales d'une internationale centraliste-démocratique qui pourra diriger la lutte pour la révolution socialiste mondiale.

- Chinois .....5FF
- Indonésien .....5FF
- Italien .....5FF
- Japonais .....10FF
- Polonais .....5FF
- Portugais .....5FF
- Russe .....5FF
- Turc .....5FF

Précédents numéros disponibles. Commande : Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA  
ou Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France



Des articles paraissent sous le logo Femmes et Révolution dans le journal des sections de la LCI en Italie, en France, en Pologne, en Allemagne, au Japon et au Mexique.

femmes à l'isolement social et à un assujettissement meurtrier. En Pologne, l'apparition en 1980 du « syndicat » Solidarność, soutenu par les impérialistes, marqua le début d'une croisade pour la restauration capitaliste, dont l'Eglise catholique du pape Wojtyla fut le fer de lance et qui fut finalement victorieuse. La restauration capitaliste a chassé les femmes du monde du travail et supprimé le droit à l'avortement.

Les femmes sont parmi les plus grands perdants de la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'Union soviétique et les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, car le système de profit de la « démocratie » capitaliste a démantelé des acquis sociaux comme le droit à l'avortement, l'éducation gratuite et les crèches en grand nombre. Alors que toutes les autres tendances de gauche sur cette planète ont capitulé devant la pression idéologique de l'anticommunisme impérialiste, nous, la LCI, avons mobilisé toute notre internationale pour intervenir dans la révolution politique prolétarienne naissante en 1989-1990 en Allemagne de l'Est, dans le cadre de notre lutte pour préserver et étendre les acquis révolutionnaires de la classe ouvrière.

En Chine, où l'existence même de ce qui reste des acquis de la Révolution de 1949 est aujourd'hui en péril, l'introduction par le régime de Pékin de « réformes » de marché capitalistes a non seulement fait réapparaître le chômage massif dans tout le pays et l'exploitation illimitée dans les « zones économiques spéciales », mais elle a aussi réintroduit une prostitution omniprésente et l'achat et la vente de femmes comme « fiancées » (voir « Chine : les femmes victimes de la misère du « marché libre » », *Women and Revolution* n° 45, hiver-printemps 1996). La seule voie est celle que défend la LCI, la révolution politique prolétarienne en Chine et dans les autres Etats ouvriers déformés qui restent - Cuba, la Corée du Nord, le Vietnam - pour chasser la bureaucratie et instaurer la démocratie prolétarienne dans le cadre de la lutte mondiale pour la révolution socialiste.

L'effondrement de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a été une défaite historique d'importance mondiale. Comme nous l'écrivions dans notre « Déclaration de principes et

quelques éléments de programme » :

« L'histoire annonce ses verdicts avec fracas. La victoire de la contre-révolution dans l'ex-URSS est une défaite sans précédent pour les travailleurs du monde entier ; elle altère fondamentalement le paysage politique de cette planète. [...]

« L'affirmation de Trotsky, dans le *Programme de transition* de 1938, selon laquelle "la situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat" est antérieure à la profonde régression actuelle de la conscience prolétarienne. La réalité de cette période post-soviétique ajoute une dimension nouvelle à l'observation de Trotsky. Le seul moyen de surmonter cette régression et de permettre à la classe ouvrière de devenir une classe pour soi, c'est-à-dire qui combat pour la révolution socialiste, c'est de reforger un parti léniniste-trotskyiste international comme direction de la classe ouvrière. Le marxisme doit regagner l'adhésion du prolétariat. »

La lutte pour l'émancipation des femmes est un levier puissant dans la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. C'est pourquoi les pages *Women and Revolution* ont tout à fait leur place dans *Spartacist*. Nous continuerons à publier des articles sur la question femmes sous l'en-tête *Femmes et Révolution* dans les journaux des sections de la LCI, et *Workers Vanguard* continuera à dénoncer toutes les manifestations d'oppression et d'inégalité des femmes qu'engendrent, aux Etats-Unis et dans les autres pays, le pouvoir des hiérarchies religieuses et le système de domination capitaliste dans son ensemble.

Ce n'est que si le capitalisme est définitivement renversé que nos droits seront assurés et qu'on pourra jeter les bases d'un monde nouveau, dans lequel l'institution de la famille sera remplacée par une prise en charge collective de l'éducation des enfants et du travail domestique. *Women and Revolution*, comme partie intégrante de *Spartacist*, nous sera d'une grande utilité dans notre lutte pour la renaissance d'une Quatrième Internationale authentiquement communiste au lendemain de l'écroulement du stalinisme. Cela reste l'un des moyens les plus efficaces dont dispose la Ligue communiste internationale pour mettre en avant les buts libérateurs du communisme et la lutte nécessairement mondiale pour une société sans classes. ■

# Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Centre international : Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA

Site Web : [www.icl-fi.org](http://www.icl-fi.org)

## Spartacist League of Australia

Spartacist ANZ Publishing Co.  
GPO Box 3473, Sydney, NSW, 2001, Australie

**Australasian  
SPARTACIST** 

Marxist newspaper of the Spartacist League of Australia  
\$5/4 issues (1 year) in Australia and seamail elsewhere  
\$7/4 issues—Airmail

## Spartacist League/Britain

Spartacist Publications  
PO Box 1041, London NW5 3EU, Grande-Bretagne

**WORKERS HAMMER** 

Marxist newspaper of the Spartacist League/Britain  
£3/1 year International rate: £7—Airmail  
Europe outside Britain and Ireland: £4

## Trotskyist League of Canada/ Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association  
Box 6867, Station A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

**SPARTACIST** CANADA 

English-language newspaper of the Trotskyist League/  
Ligue trotskyste  
\$3/4 issues International rate: \$8—Airmail

## Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

SpAD, c/o Verlag Avantgarde  
Postfach 5 55, 10127 Berlin, Allemagne

**SPARTAKIST** 

Herausgegeben von der Spartakist-Arbeiterpartei  
Deutschlands  
4 Ausgaben: DM 8,—  
Auslandsabo: DM 15,— Übersee Luftpost: DM 20,—

## Dublin Spartacist Group

PO Box 2944, Dublin 1, République d'Irlande

## Ligue trotskyste de France

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

**LE BOLCHEVIK** 

Publication de la Ligue trotskyste de France  
4 numéros: 20FF Hors Europe: 30FF (avion: 40FF)  
Etranger: mandat poste international

## Spartacist Group India/Lanka

Ecrire à International Communist League, New York, USA

## Legga trotskista d'Italia

Walter Fidacaro, C.P. 1591, 20101 Milano, Italie

**SPARTACO** 

Organo della Legga trotskista d'Italia  
Abbonamento a 4 + supplemento: L. 5.000  
Europa: L. 8.000 Paesi extraeuropei: L. 12.000

## Groupe spartaciste Japon

PO Box 49, Akabane Yubinkyoku, Kita-ku, Tokyo 115, Japon

**スバルタシスト**

Publication du Groupe spartaciste Japon  
Abonnement (2 ans): 500 ¥ International: 1000 ¥

## Grupo Espartaquista de México

J. Vega, Apdo. Postal No. 1251, Admon. Palacio Postal 1  
C.P. 06002, México, D.F., Mexique

**ESPARTACO**

Publicación del Grupo Espartaquista de México  
México: 4 números/Mex\$10 (por correo)  
Extranjero: US\$4/4 (via aérea) US\$2/4 (via terrestre/marítima)

## Spartacist/Moscou

Ecrire au Bolchévik, Paris, France

**Бюллетень Спартаковцев**

## Spartakusowska Grupa Polski

Platforma Spartakusowców, Skrytka Poczтовая 148  
02-588 Warszawa 48, Pologne

**Platforma  
SPARTAKUSOWCÓW** 

Pismo Spartakusowskiej Grupy Polski  
Cztery kolejne numery: 6,- zł

## Spartacist/South Africa

Spartacist, PostNet Suite 248  
Private Bag X2226  
Johannesburg 2001, Afrique du Sud

## Spartacist League/U.S.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

**WORKERS VANGUARD**

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.  
\$10/22 issues (1 year)  
International: \$25/22 issues—Airmail \$10/22 issues—Seamail

# Femmes et Révolution



## *Women and Revolution* et les perspectives de la LCI

# Libération des femmes par la révolution socialiste !

*Cet article a été publié pour la première fois dans le n° 703 de Workers Vanguard (25 décembre 1998). Workers Vanguard est le journal bimensuel de la Spartacist League/US, section américaine de la LCI.*

Afin de consolider les ressources politiques du parti, le comité central de la Spartacist League/US a voté l'année dernière de suspendre pour la période à venir la publication de *Women and Revolution* [Femmes et Révolution], le journal de sa commission pour le travail femmes. Conformément à la décision prise l'hiver dernier par les délégués de la Troisième Conférence internationale de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), *Spartacist*, l'organe théorique du comité exécutif international de la LCI, publiera désormais régulièrement, sous l'en-tête *Women and Revolution*, des articles sur la question femmes et les questions d'oppression spécifique qui y sont liées. Le premier de ces articles, « Les femmes et la révolution permanente en Afrique du Sud », a été publié dans *Spartacist* édition anglaise n° 54, printemps 1998.

*Women and Revolution* a été créé en 1971 ; c'était un jour-

nal spécifiquement destiné à intervenir avec un programme communiste dans le mouvement femmes qui se développait aux Etats-Unis avec l'éclatement de la Nouvelle Gauche. Ce mouvement a périclité depuis des années, mais la Spartacist League/US a continué à publier *Women and Revolution*, qui était aux Etats-Unis le seul journal marxiste dédié à la cause de la libération des femmes, une question qui touche aux luttes sociales dans tous les pays. Comme la question femmes est profondément enracinée dans la culture et la société, *Women and Revolution* est tout naturellement devenu une tribune où notre parti marxiste pouvait aborder un large éventail de sujets, comme l'art, la religion et l'anthropologie.

Nous sommes fiers d'avoir mis à la disposition des lecteurs un recueil indexé contenant la totalité des articles publiés dans les vingt premiers numéros de *Women and Revolution* (de mai/juin 1971 au printemps 1980). Ce recueil comprend notamment nos articles sur les débuts du travail communiste auprès des femmes. Nous nous réclamons de la tradition des bolchéviks russes, de l'autorité de leur journal

*suite page 59*



Le Bolchévik

Rouen, octobre 1982 : La Ligue trotskyste de France dans une manifestation pour défendre le droit à l'avortement. Le front populaire de Mitterrand capitulait devant la réaction et l'Eglise et essaya de restreindre l'accès à l'avortement.